

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
CASSATION SANS RENVOI
APRÈS RÉVISION

DES
PROCÈS CRIMINELS & CORRECTIONNELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 13 Décembre 1910, à 3 heures
de l'après-midi*

PAR

F. CROUZILLAC

Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants { MM. GARÇON } *professeurs.*
 { TISSIER }

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

—
1910

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
CASSATION SANS RENVOI
APRÈS RÉVISION

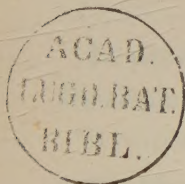
DES
PROCÈS CRIMINELS & CORRECTIONNELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mardi 13 Décembre 1910, à 3 heures
de l'après-midi*

PAR

F. CROUZILLAC



Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants { MM. GARÇON } *professeurs.*
 TISSIER }

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

1910

DE
LA CASSATION SANS RENVOI APRÈS RÉVISION
DES
PROCÈS CRIMINELS ET CORRECTIONNELS

INTRODUCTION

I

Preliminaires

Le pourvoi en révision, tel qu'il est organisé dans notre législation, correspond aux notions générales suivantes :

Il consiste en un recours formé contre une décision de condamnation rendue en matière criminelle ou correctionnelle et passée en force de chose jugée. Il tend à faire établir que cette décision a, par suite d'une erreur de fait, frappé un innocent et doit conséquemment être annulée. Le pourvoi en révision est soumis à la Cour de Cassation qui est appelée à statuer sur la recevabilité de la demande tant en la forme qu'au fond (art. 443, 444, 445, al. 1, 2, 3 C. I. Cr.),

Telle étant, dans sa donnée essentielle, l'institution dont il s'agit, deux particularités saillantes de sa physionomie se détachent à première vue : d'une part, elle fait échec, dans un intérêt supérieur de justice, à la règle fondamentale de l'irrévocabilité de la chose jugée. D'autre part, elle déroge au principe qui domine les attributions ordinaires de la Cour de Cassation en confiant à son appréciation l'examen d'une question de fait, et ce, dans une mesure qui a varié avec les législations et qui, dans la législation actuelle, varie suivant les hypothèses.

Si nous envisagions la révision sous son premier aspect nous serions amené à rechercher si l'autorité de la chose jugée présente en matière pénale le même caractère absolu qu'en matière civile, si elle est, par essence, inhérente à la décision du juge de répression qui condamne, comme elle l'est à la sentence du juge civil qui tranche une contestation entre deux particuliers. Nous aurions alors à dire si la révision fait vraiment échec au principe de l'autorité de la chose jugée ainsi qu'il apparaît tout d'abord ou si, au contraire, elle peut se concilier avec une règle qui ne serait pas absolue au regard de la loi pénale.

Mais notre intention n'est pas de nous placer à ce point de vue ; nous nous proposons de limiter nos recherches à ce qui touche les attributions dont la Cour de Cassation est, en notre matière, investie. Il faut préciser ici notre pensée. La Cour Suprême, qui vérifie en la forme la recevabilité du pourvoi en révision, en examine aussi le fond

en appréciant les faits sur le fondement desquels on prétend arguer d'erreur judiciaire la décision attaquée. Cette vérification étant faite, si la Cour estime que la demande de révision est recevable au fond, elle devra tantôt annuler la sentence entachée de l'erreur de fait et renvoyer pour y être statué à nouveau devant un Tribunal autre que celui qui avait précédemment connu de l'affaire, tantôt annuler sans renvoi.

Nous voudrions dans ce travail faire l'étude des cas de cassation sans renvoi que comporte parfois la révision des procès criminels. Notre sujet sera très nettement délimité par les alinéas 4 et 5 de l'article 445 du Code d'Instruction Criminelle dont la rédaction actuelle est due à la loi du 8 juin 1895 (1).

Il ne sera pas inutile de jeter un coup d'œil rétrospectif sur la question, en nous renfermant avec soin dans le domaine étroit où elle se trouve circonscrite.

II

Précédents historiques. — Législation actuelle

L'erreur judiciaire est née avec la justice des hommes. Mais si, à toute époque, on s'est préoccupé, à des degrés

(1) Sous l'empire de la loi du 1^{er} mars 1899, dite *de dessaisissement*, les alinéas 4 et 5 étaient devenus les alinéas 5 et 6 du nouvel art. 445. La loi du 4 mars 1909, en abrogeant celle du 1^{er} mars 1899, a rendu à ces alinéas leurs anciens numéros.

divers et sous des formes variées, du sort de l'innocent, victime de la faillibilité humaine, le point de vue très spécial qui est le nôtre ne se rattache pas historiquement à la législation antérieure au Code d'Instruction Criminelle de 1808. *Cassation sans renvoi*, ces mots pris dans le sens technique qui leur a été donné plus haut, évoquent exclusivement l'organisation moderne du pourvoi en révision.

En 1808, dans la crainte où l'on était alors de porter atteinte à la nouvelle institution du jury, et à l'autorité de la chose jugée, peut-être aussi par souvenir des abus auxquels avaient donné lieu dans l'ancien droit les *lettres de proposition d'erreur* et plus tard les *lettres de révision*, on n'avait admis cette dernière qu'avec une extrême parcimonie. Trois cas seulement, dont le premier avait déjà été prévu par un décret du 15 mai 1793, furent envisagés par le législateur de 1808 : concours de deux condamnations inconciliables pour un même crime ; preuve de l'existence de la prétendue victime d'un homicide ayant donné lieu à une condamnation ; enfin, poursuite et condamnation d'un témoin à charge pour faux témoignage porté aux cours d'une instance criminelle. Cependant si la Cour de Cassation (Section Criminelle) recevait de la loi le droit de connaître des faits allégués par le demandeur en révision et celui de casser le cas échéant la décision attaquée, elle devait, en toute hypothèse, après cassation, renvoyer l'affaire devant une Cour d'Assises autre que celle qui avait primitivement statué. Partout, en effet, dans les cas par

eux visés, les articles 443 et 447 Code d'Instruction criminelle, prévoient expressément ce renvoi ; nulle part, ils ne font état de la circonstance propre à exclure une nouvelle intervention du juge du fait, à savoir l'impossibilité de procéder à de nouveaux débats oraux.

Le Code de 1808 n'avait accordé à la révision que le minimum indispensable. Son œuvre, à cet égard, était trop restrictive pour ne pas présenter des lacunes ; les faits ne tardèrent pas à les révéler avec éclat et à motiver ainsi des modifications nécessaires. C'est à la faveur de ces modifications que s'introduisit dans nos lois l'institution dont nous avons à faire l'étude. Les transformations progressives de la législation, en notre matière, ont consisté à organiser la cassation sans renvoi en élargissant la réparation de l'erreur judiciaire.

D'après la loi aujourd'hui en vigueur, le renvoi après cassation suppose essentiellement que des débats peuvent être institués entre toutes les parties, devant la juridiction à nouveau saisie du procès pénal. Or il est bien clair qu'il ne pourra pas toujours en être ainsi. Sans entrer quant à présent, dans le détail des cas où cette impossibilité existe, nous nous bornerons à signaler le décès du condamné. Dans le système étroit du Code d'Instruction Criminelle en pareille occurrence l'erreur judiciaire devenait inattaquable et la mémoire de l'innocent ne pouvait être réhabilitée, même si la fatale erreur lui avait coûté la vie. A la vérité, l'article 447 du Code de 1808, s'était préoccupé du décès

de la partie condamnée, mais c'était uniquement en vue de la deuxième hypothèse de révision ; il prescrivait alors la nomination d'un curateur chargé d'exercer tous les droits du condamné, de faire décharger sa mémoire, et de procéder à cet effet comme si le défunt eût encore vécu.

Peut-être faut-il voir le germe et l'origine première de la cassation sans renvoi dans les dispositions combinées des articles 444 et 447 du Code d'Inst. Crim., desquelles il semble résulter que, dans les hypothèses auxquelles ils se réfèrent, la proclamation de l'innocence du condamné vivant, était laissée aux soins de la Cour d'Assises tandis que la Cour de Cassation *seule* devait décharger la mémoire des défunts. Mais quoi qu'il en soit sur ce point, des textes aussi exceptionnels, peuvent être tenus pour négligeables au regard de l'institution qui nous occupe (1).

(1) La solution de la question prévue au texte est douteuse. L'art. 444, C. I. Cr. relatif à une demande de révision basée sur les indices de l'existence de la prétendue victime d'un homicide suivi de condamnation portait dans sa partie finale que la Cour de Cassation pourrait « casser « l'arrêt de condamnation et même renvoyer s'il y a lieu, l'affaire à une « Cour d'Assises autre que celles qui en auraient primitivement connu. » En présence des termes ambigus de ce texte, fallait-il admettre que, sous l'empire de la législation de 1808, la Cour Suprême avait la faculté de casser sans renvoi ? Certains auteurs le pensaient; mais faute d'une disposition légale précise, il leur était malaisé de dire dans quels cas ce mode de procéder était autorisé. Les uns voulaient que la Cour de Cassation en décidât, dans chaque espèce, en toute liberté. (Carnot, *Inst. Crim.*, art. 444. n° 10, T. II, p. 467. — Morin, *Rép. de droit Crim.*, V° Révision, p. 688, n° 12.) D'autres entendaient l'art. 444 dans le sens de la possibilité d'un renvoi en vue d'une nouvelle instruction sur la reconnaissance d'identité du prétendu homicide. (Daloz, *Rép. V° Cassation* n° 1555 et 1561). Il était enfin des jurisconsultes qui prétendaient interpréter l'art. 444 par l'art. 447 C. I. Cr. Les deux articles s'appliquaient à la même hypothèse de révision, le second se plaçant ainsi qu'il a été dit plus

Nous n'avons pas à rappeler l'affaire à jamais célèbre dans les annales judiciaires (1) qui fit ouvrir tous les yeux sur les insuffisances de la législation de 1808 et qui permit de dire que « la loi tirait une fin de non-recevoir de la « guillotine » » (2). Nous ne parlerons pas davantage des autres affaires moins retentissantes, qui, se joignant à la précédente, créèrent un puissant mouvement d'opinion et aboutirent, après maintes péripéties, à la réforme du 29 juin 1867.

C'est dans la loi intervenue à cette date que nous allons trouver la première consécration expressive du principe de la cassation sans renvoi. Les cas de révision restant les

haut, dans le cas du condamné décédé. D'après ce nouveau système, la Cour devait casser avec renvoi, « s'il y avait lieu », c'est-à-dire si le condamné était vivant (art. 444. I. Cr.) tandis qu'aucun renvoi n'était prononcé si ce même condamné était mort. (Art. 447, I. Cr.) Faustin-Hélie. *Instr. Crim.* 2^e éd., T. VIII, p. 540. — *Exposé des motifs de la loi du 29 juin 1867*. Sirey. *Lois annotées*, 1867, p. 158 (2^e col.)

Aucune de ces manières de voir ne nous semble acceptable. La première a le tort d'attribuer à la Cour Suprême un pouvoir purement arbitraire, la seconde suppose une *nouvelle* instruction dont on ne voit guère l'utilité, et quant à l'art. 447 I. Cr., bien loin de pouvoir servir à fixer le sens de l'art. 443 du même code, il se borne à y renvoyer laissant entière la question qu'on essaie de lui faire trancher. Nous croyons en conséquence que sous le régime du Code d'Instr. Crim. la Cour Suprême devait toujours renvoyer après cassation. La solution contraire, en opposition avec le rôle de la Cour Suprême n'aurait pu résulter que d'un texte précis. (En ce sens : Faustin-Hélie. *Traité de l'Instr. Crim.* I^{re} éd. T. IX, p. 527, § 751. — Cf. Desjardins *Concl.* sous Cass. Crim. 23 nov., 1876 S. 77. I. 45 col. 3 *in fine*). Il nous paraît d'ailleurs superflu de nous appesantir davantage sur un problème dont l'intérêt est entièrement rétropectif et sur lequel la jurisprudence ne semble avoir jamais été appelée à statuer. (Cf. Ortolan. *Droit pénal*. N° 1921. Garraud, note 3 Cass. Crim. D. 1900. 1.140.)

(1) L'affaire Lesurques.

(2) Le mot est de M^r Paillet.

mêmes, celle-ci est désormais autorisée après le décès de l'un ou de plusieurs des condamnés sans aucune restriction. De plus, lorsqu'il ne peut être procédé de nouveau à des débats oraux entre toutes les parties, la Cour Suprême doit constater expressément cette impossibilité et statuer sur le fond sans cassation préalable ni renvoi. Cette formule générale embrasse au premier chef l'hypothèse du décès que les législateurs de 1867 avaient eu principalement en vue ; elle comprend aussi les cas de coutumace, de défaut, de prescription de l'action ou de la peine formellement visés par le nouvel article 446 et que la législation antérieure avait négligés. Cette même formule s'applique enfin à la situation qui faisait l'objet des prévisions de l'article 447 nouveau : au cas d'existence de la prétendue victime de l'homicide, si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné *vivant* ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé. La Cassation sans renvoi se comprend d'autant mieux ici que la révision s'appuie sur un fait matériel dont la constatation une fois faite ne laisse place à aucun débat. De même que les faits avaient démontré les lacunes de la législation de 1808, de même ils vinrent établir que, malgré la réforme de 1867, la révision était, comme avant, trop rigoureusement limitée dans ses cas d'application dont la liste n'avait pas été allongée. C'est ainsi qu'après une élaboration de dix années la loi du 8 juin 1893 est venue prévoir, à côté des hypothèses de révision, déjà existantes, une

hypothèse nouvelle d'une portée tout à fait générale : celle où un fait viendra à se produire ou à se révéler ou des pièces inconnues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence du condamné.

Cet élargissement de la révision appelait semble-t-il un élargissement corrélatif de la cassation sans renvoi. La législation antérieure à 1895 l'avait organisée, en dehors des cas de décès, de contumace, de défaut ou de prescription, dans le cas où, s'agissant de l'existence de la prétendue victime de l'homicide, l'annulation de l'arrêt à l'égard du condamné vivant, ne laissait subsister ni crime ni délit. Or, la loi n'avait pas prévu les deux autres hypothèses de révision, et cela se conçoit à merveille : après cassation pour deux condamnations inconciliables ou pour faux-témoignage, il reste encore quelque chose, sinon toujours quelqu'un, à juger (1); le renvoi a sa pleine raison d'être du moins toutes les fois que de nouveaux débats oraux peuvent encore être institués. Mais, puisque dorénavant *toute* circonstance de nature à établir l'erreur judiciaire est susceptible d'ouvrir la voie de la révision, ne faut-il pas prendre garde que la cassation, sur le fonde-

(1) « Il pourrait se faire qu'il en fut autrement si par exemple, la fausse déposition a été relative à la réalité même de l'infraction, si une loi postérieure ou une amnistie a effacé la criminalité du fait au sujet duquel deux condamnations inconciliables étaient intervenues. Mais il faut avouer que ces situations ne seront pas les plus fréquentes, et il est assez naturel que la loi n'y ait pas tout d'abord songé à côté du cas déjà prévu, depuis 1808, où l'on découvre l'existence du prétendu homicide. »

ment de cette circonstance, peut anéantir le crime ou le délit supposé et faire disparaître la matière de tout procès pénal ultérieur ? A quoi dans ce dernier cas un renvoi servirait-il ? C'est ce qu'ont pensé les auteurs de la loi de 1895 quand ils ont décidé sans restriction, qu'aucun renvoi ne serait prononcé lorsque l'annulation de l'arrêt de condamnation par rapport à un vivant ne laisserait rien subsister pouvant être qualifié crime ou délit.

Ce qu'est, d'après nos lois, la cassation sans renvoi après révision, dont nous venons d'esquisser à grands traits les précédents historiques, comme elle est comprise et appliquée par la jurisprudence, telle est la question dont nous pouvons maintenant aborder l'étude.

Toutefois nous croyons devoir placer ici des considérations générales dont nous nous inspirerons au cours de notre travail.

L'institution qui va nous occuper se présente à nous comme rigoureusement exceptionnelle. Elle l'est sous un double aspect.

Tout d'abord elle se rattache à la révision, c'est-à-dire à une matière qui est elle-même exceptionnelle et en quelque sorte dérogatoire au droit commun. Cela est évident si on songe qu'elle touche à la chose jugée et si on accorde à cette chose jugée la même autorité au criminel qu'au civil. Mais cela ne serait pas moins exact, même si on se refusait à cette assimilation. Il est certain que la décision du juge de répression ne répond pas au même

but que celle du juge civil ; il est vrai que l'autorité de la chose jugée a pour raison d'être l'utilité sociale et que celle-ci, bien comprise, exige que la sentence frappant un innocent ne puisse devenir irrévocable dans les termes du droit commun, et sans doute a-t-on raison de conclure que la présomption : *res judicata pro veritate habetur* ne doit pas être considérée comme essentielle à la déclaration rendue par le juge en matière pénale. « La chose
« jugée en matière criminelle, dit M. le Professeur Le
« Poittevin, n'a ni la même force, ni le même caractère
« que la chose jugée en matière civile. La similitude des
« mots cache une différence de principe.... Dans toute
« contestation sur une parcelle de terrain, sur une dette,
« sur un droit quelconque, le procès une fois fini doit être
« clos pour toujours ; des conventions ou des mutations
« de propriété s'effectuent, des intérêts se consolident sur
« les bases établies par la sentence : ce serait tout boule-
« verser dans l'organisation des familles et des biens et
« renverser les situations les mieux acquises, s'il était
« permis de revenir sur ce qui fut jadis décidé (1). » Il ne nous appartient pas d'insister davantage sur un point que nous avons éliminé du domaine de nos recherches. Mais quoi qu'il en soit à cet égard, ce qui est incontestable, c'est que la révision suppose une erreur judiciaire qui.

(1) Rapport présenté à la Société Générale des Prisons sur la révision des procès criminels et correctionnels. *Revue pénitentiaire*, 1895, p. 959 et suiv. — Adde Garraud, note sous Cass. Crim., 20 fév. 1896. — D., 1900 1.139.

aux yeux du législateur comme dans la réalité, ne saurait être présumée et doit par suite être tenue pour un fait d'exception. Sous peine de jeter la suspicion sur les décisions de justice et de ruiner par cela même la cause de la répression, force est bien d'admettre pour tout jugement de condamnation à tout le moins une autorité provisoire en vertu de laquelle on le considère jusqu'à preuve du contraire comme ayant frappé le vrai coupable. Cette autorité provisoire, que le bon sens impose, constitue la règle générale ; il est hors de doute que la révision et par conséquent la cassation sans renvoi viennent y faire échec.

La cassation sans renvoi est encore exceptionnelle en ce qu'elle fait sortir la Cour Suprême du cadre de ses attributions ordinaires. Celle-ci est, par l'essence même de son institution, le régulateur de l'interprétation juridique par les Tribunaux qui relèvent d'elle ; c'est là sa fonction spécifique ; la révision fait de cette même Cour le juge du fait ; cela apparaît lorsqu'on voit la loi lui confier le soin d'examiner la recevabilité de la demande *au fond*. Cela est plus apparent encore, lorsque le législateur l'autorise à casser sans renvoi, et par suite à statuer sur le débat lui-même, c'est-à-dire à connaître de l'intégralité des faits qui ont motivé le jugement contre lequel le pourvoi en révision est dirigé. Nous avons pour le moment à retenir qu'à raison du caractère doublement exceptionnel de notre institution, il y aura lieu d'interpréter avec beaucoup de prudence et de réserve les textes qui s'y rapportent. Cette

interprétation restrictive est traditionnelle en matière de révision et c'est parce qu'on était lié par elle qu'on a dû, au cours du dernier siècle, modifier à plusieurs reprises la législation. Bien que la loi de 1893 ait notablement agrandi le domaine de la révision, l'interprétation étroite s'impose toujours à nous pour des motifs que la loi nouvelle n'a pas amoindris.

Les cas de cassation sans renvoi visés par les alinéas 4 et 5 de l'art. 445, I, Cr. se ramènent à deux hypothèses : la première (al. 4) où pour des raisons soit de fait, soit de droit, *mais tenant aux personnes*, de nouveaux débats oraux devant une juridiction de renvoi sont impossibles ; la seconde hypothèse (alinéa 5) est celle où le renvoi est impossible, parce que, *abstraction faite des personnes*, il ne subsiste plus rien dont on puisse saisir une juridiction de renvoi.

CHAPITRE PREMIER

Premier cas de Cassation sans renvoi : Il ne peut être procédé de nouveau à des débats oraux contre toutes les parties (art. 445 al. 4. I. Cr.)

Le texte ci-dessus visé est ainsi conçu : « Lorsqu'il ne
« pourra être procédé de nouveau à des débats oraux
« contre toutes les parties, notamment en cas de décès,
« de contumace ou de défaut d'un ou de plusieurs con-
« damnés, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité, en
« cas de prescription de l'action ou de celle de la peine,
« la Cour de Cassation, après avoir constaté expressément
« cette impossibilité, statuera au fond sans cassation préa-
« lable ni renvoi, en présence des parties civiles s'il y en
« a au procès, et des curateurs nommés par elle à la
« mémoire de chacun des morts ; dans ce cas elle annu-
« lera seulement celle des condamnations qui avait été
« injustement portée et déchargera, s'il y a lieu la mé-
« moire des morts. »

Cet article est la reproduction de l'ancien article 446 I. Cr. dans la rédaction adoptée par la loi du 29 juin 1867, sauf quelques modifications de détail. Cette loi, en effet,

parlait de débats oraux *entre* toutes les parties ; d'autre part, elle ne mentionnait ni « l'irresponsabilité pénale ni l'excusabilité. » A cela près, les deux textes sont d'une teneur identique.

Les cas d'impossibilité auxquels le législateur a songé, dans une énumération qui n'a d'ailleurs rien de limitatif, apparaissent à l'analyse comme étant soit *matériels ou de fait* (décès, contumace ou défaut), soit *juridiques* (irresponsabilité pénale, excusabilité, prescription). C'est en les groupant sous ces vocables que nous les étudierons. Mais, quelle que soit l'impossibilité dont il s'agit, qu'elle se présente comme étant matérielle ou comme étant juridique, il résulte des dispositions de l'article 445, al. 4 qu'elle doit exister à l'égard des personnes que le texte désigne de l'expression quelque peu imprécise : « toutes les parties ». Nous venons d'observer que la loi de 1867 faisait déjà allusion à de nouveaux débats « *entre toutes les parties* », tandis que la loi de 1895 envisage ces mêmes débats comme devant s'ouvrir « *contre toutes les parties* ». Cette légère modification de forme est due au Conseil d'Etat ; il ne semble pas que la substitution d'une préposition à l'autre ait eu la moindre portée aux yeux des auteurs de la loi nouvelle (1).

(1) V. *Dalloz périod.* 1895. 4. 82, note 2. — Rapport présenté au nom du Conseil d'Etat par M. Jacquin, *J. Off.* 17 déc. 1892. Annexes n° 169, p. 389. — Discussion au Sénat les 9, 12, 13 février et 2 mars 1894. — Ch. des Dép. Séance du 27 mai 1895. — *J. Off.* Sénat Débats. 1894 pp. 90, 97, 113 et 197. Ch. des Dép. Débats. 1895. p. 1491.

Il résulte de ces divers documents que la formule « contre toutes les

Nous ne nous attacherons donc pas à une différence de texte exclusivement verbale qui ne saurait jeter aucune clarté sur un problème particulièrement intéressant pour l'exacte détermination du domaine de la Cassation sans renvoi : celui de savoir quelles sont les personnes que la loi nomme ici « toutes les parties » sans les spécifier plus explicitement. Il s'élève à ce sujet une discussion qui nous arrête au seuil même de notre travail en posant comme une sorte de question préjudicielle à élucider. La Cour Suprême n'est autorisée à rester juge du fond de la demande en révision qu'autant qu'un nouveau procès oral ne peut être institué devant la juridiction de renvoi. Or il serait vain d'examiner les cas dans lesquels cette impossibilité se produit, si on ne prenait soin de rechercher auparavant vis-à-vis de qui elle doit se manifester. C'est là un point qu'il faut établir avant tout autre parce qu'il domine toute l'interprétation de l'article 445 al. 4. I. Cr., parce qu'on voit le champ d'application de la Cassation sans renvoi se restreindre ou s'étendre suivant le sens dans lequel on se prononce.

parties » n'a donné lieu ni à aucun débat, ni à aucune remarque, lors de l'élaboration de la Loi de 1895.

L'observation faite au texte pourra paraître puérile; le lecteur voudra bien ne pas trop s'en étonner. Il se souviendra que les plus graves difficultés suscitées par la législation récente sur la révision ont mis en jeu l'interprétation grammaticale des mots. N'est-ce pas ce qui s'est produit pour le « fait nouveau de nature à établir l'innocence du condamné » (art. 443. 4°) ? Il en a été même pour l'al. 5 de l'article 445 que nous étudierons dans notre chapitre second.

§ 1^{er}. — DÉTERMINATION DU SENS DES MOTS « CONTRE TOUTES
LES PARTIES »

Il y a certes dans notre texte quelque chose qui est à l'abri du doute ; c'est ce qu'on pourrait appeler sa signification *minima*. Ou bien, en effet, notre alinéa 4 restera lettre morte, ou bien il est nécessaire d'admettre qu'il vise au premier chef les individus dont la condamnation fait l'objet du pourvoi en révision. Si la formule légale n'est pas relative aux parties condamnées, elle n'est relative à personne et c'est le moins que l'interprète puisse faire dire à la loi. Mais ce *minimum* est-il ou non en même temps un *maximum*? L'obstacle à de nouveaux débats oraux ne sera-t-il pris en considération que lorsqu'il se représentera dans la personne des condamnés que met en cause l'instance de révision, ou bien en tiendra-t-on également compte lorsqu'il proviendra du chef de ceux qui sont intéressés au sort de cette instance, bien qu'ils n'aient pas été condamnés et qu'ils n'aient eu par suite aucun recours à exercer? En d'autres termes, si l'alinéa 4 s'entend incontestablement et à tout le moins d'une impossibilité ayant trait aux *personnes condamnées*, il faut se demander si les mots « toutes les parties » n'ont pas un sens plus large et ne sont pas synonymes de « tous les intéressés ».

Tel est le problème que nous avons à résoudre, sa

solution va nous permettre de délimiter la sphère dans laquelle nous aurons à renfermer la cassation sans renvoi.

Il ne sera pas inutile d'éclairer par quelques données concrètes la difficulté qui se dresse devant nous. Voici un individu frappé par une condamnation pour crime ou délit ; il est innocent et le vrai coupable est maintenant connu ou du moins de graves soupçons le désignent ; ou bien l'erreur judiciaire est la suite soit d'un faux témoignage, soit d'une falsification d'écritures. Mais ni le vrai coupable supposé, ni le témoin suspecté, ni l'auteur prétendu de la pièce fausse n'ont été condamnés après un procès oral contradictoire, et ils ne peuvent plus l'être aujourd'hui pour l'une de ces raisons de fait ou de droit auxquelles il a été fait allusion. Cependant la victime de l'injuste sentence s'est pourvue en révision pour fait nouveau conformément à l'art. 443, 4^e I. Cr. (1). La Cour de Cassation a déclaré le pourvoi recevable en la forme et au fond. Que va-t-elle faire en cet état de choses ? Cassera-t-elle avec ou sans renvoi ?

Elle ne renverra certainement pas si, pour l'une des causes déjà indiquées, de nouveaux débats oraux sont impossibles en ce qui concerne le condamné demandeur en révision ; tout le monde est ici d'accord pour faire

(1) A quelles conditions la révision est-elle admissible pour fait nouveau au cas de culpabilité présumée ou de faux-témoignage non suivi de condamnation ? Nous n'avons pas à le rechercher dans cette étude. V. Cep. ce qui est dit *infra*, p. 31 du texte additionnel voté par la Chambre lors de la discussion de la loi de 1895.

appel aux dispositions de l'article 445, al. 4, I. Cr. qui ne recevrait sans cela aucune application. Si, à l'inverse ces débats nouveaux peuvent avoir lieu, la réponse à la question posée change du tout au tout selon la signification donnée aux termes dont la loi s'est servie. Les interprète-t-on dans le sens étroit et *minimum* de « parties condamnées » ? On doit dire alors que la Cour sera tenu de renvoyer après cassation. Leur attribue-t-on au contraire le sens large de « parties intéressées » ? Il est évident que l'issue de la demande en révision offre pour le coupable, le faux-témoin ou le faussaire présumés un intérêt moral de premier ordre ; nous déciderons donc que dans l'impuissance où nous sommes d'organiser un procès contradictoire entre le demandeur en révision, principal intéressé, et les autres intéressés secondaires, la Cour Suprême annulera la décision attaquée sans prononcer aucun renvoi.

Il est facile de comprendre à présent l'importance qu'il y a pour notre étude à savoir quelles sont les parties au regard desquelles on ne peut de nouveau procéder devant le juge du fait. Deux conceptions, d'inégale portée, sont en présence : d'après l'une, la cassation sans renvoi interviendra seulement lorsqu'il n'y aura plus place à un second procès oral vis-à-vis des parties condamnées, que ce procès soit ou non possible vis-à-vis d'autres intéressés ; c'est le système restrictif. D'après l'autre conception, il y aura lieu à la même cassation, non seulement

dans l'hypothèse précédente, mais en outre toutes les fois que le procès oral ne pourra être recommencé par rapport à ceux qui ont un intérêt moral au résultat de l'instance en révision, bien qu'ils n'aient pas subi de condamnation et ne soient plus en état d'être traduits devant un tribunal de répression, c'est le système extensif.

A s'en tenir à la signification ordinaire des mots, la première conception mériterait d'être préférée. Qui sont en effet, au sens juridique de cette expression, les parties en cause dans une instance ? Ce sont les personnes par rapport auxquelles la juridiction saisie est appelée à statuer, en matière pénale, l'accusé, le prévenu, la partie civile. Laissons de côté cette dernière, et supposons une condamnation arguée d'erreur judiciaire. Qui sera partie, *hoc sensu* dans la procédure qu'on va ouvrir en vue d'une rétractation ? Tout d'abord celui dont l'innocence est alléguée, et en outre, avec lui, ceux dont la condamnation sert de base à la demande de révision et se trouve, par une conséquence nécessaire de celle-ci, soumise à l'appréciation de la Cour Suprême : tel l'individu puni pour la même infraction qui a déjà motivé contre un autre le prononcé d'une peine, tel serait l'individu condamné pour faux-témoignage porté au cours des débats qui ont précédé la sentence attaquée si l'art. 443, alinéa 3, n'y apportait un obstacle formel. Nous sommes ici en présence de jugements qui, à des degrés divers sont en contradic-

tion, et en s'appuyant sur cette circonstance la révision défère inévitablement à la haute juridiction compétente et ces jugements contradictoires et les personnes contre lesquelles ils ont été rendus ; celles-ci étaient parties dans l'instance de répression devant le juge du fait, elles sont parties au jugement qui les condamne, par la force même des choses, elles seront encore parties devant la Cour de Cassation chargée de vérifier dans quelle mesure les diverses décisions qui les atteignent sont inconciliables. Au contraire, tant qu'ils n'ont pas été frappés par la justice, le vrai coupable possible ou le faux-témoin supposé peuvent bien être intéressés au procès de révision ; ils ne sauraient y être parties parce qu'ils n'ont jamais été jugés.

Si ces considérations devaient être décisives, elles auraient encore l'avantage de s'harmoniser avec une idée capitale déjà mise en relief : nous voulons parler du caractère exceptionnel de la révision qui doit nous incliner à restreindre, autant qu'il se peut, les hypothèses de cassation sans renvoi afin de ne pas trop altérer la physionomie que donne à la Cour Suprême sa mission fondamentale de juge exclusif du droit.

Cette pensée était celle du législateur de 1867. A la vérité, il n'a pas cru bon de confier au jury, au tribunal correctionnel ou au conseil de guerre le soin de statuer en toute circonstance sur l'instance de révision ; mais il n'a pas voulu davantage faire de la Cour de Cassation le

juge de cette même instance dans tous les cas. Il a écarté ces deux solutions extrêmes qui s'offraient à lui pour se rallier à un système mixte ainsi défini dans l'exposé des motifs de M. le Conseiller d'Etat Pinard : « Le débat peut-
« il s'ouvrir à nouveau, c'est-à-dire contradictoirement,
« comme la première fois ? Le jury révisera en matière de
« crimes, le juge correctionnel en matière de délits ;
« on leur renverra ce condamné ou ces condamnés
« présents dont l'un au moins a été mal jugé. Le
« débat contradictoire ne peut-il plus s'ouvrir à raison
« d'un fait de force majeure qui s'impose au juge, comme
« le décès, l'absence, la prescription de l'action ou celle de
« la peine ? La cour Suprême devient le tribunal de la
« révision ; elle juge les mémoires et les absents. Ces
« mémoires et ces absents ont-ils un vivant pour adver-
« saire ? Elle est pour ces intérêts également sacrés qui
« seraient ailleurs inégalement représentés, inégalement
« défendus, l'arbitre toujours impartial et toujours
éclairé » (1). Et au nom de la commission du corps législatif, M. Nogent-Saint-Laurent, rapporteur, faisait l'application des idées exprimées par M. le Conseiller d'Etat Pinard. Parcourant tout le champ des hypothèses possibles, il indiquait qu'au cas de deux condamnations inconciliables le jury ou la juridiction correctionnelle auraient à se prononcer, mais que si l'un des deux condamnés ou tous les deux étaient morts, la décision appartiendrait à la Cour de

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1867, p. 155.

Cassation. La même règle s'imposait encore s'il y avait eu constatation judiciaire d'un faux-témoignage, ou si l'existence du prétendu homicide étant établie, l'individu puni pour un crime imaginaire était décédé. Le rapporteur concluait en ces termes : « Ce système a paru bon ; dans les « cas de révision, le débat contradictoire est réservé aux « juridictions instituées pour les débats contradictoires « tandis que l'examen et le jugement sur pièces, sortant « des attributions des juridictions de droit commun, il a « paru convenable alors de saisir la juridiction la plus « élevée. » (1).

Ainsi, la loi de 1867 organise l'annulation sans renvoi, mais seulement lorsqu'on ne peut plus réunir et confronter dans un procès oral toutes les personnes dont les condamnations avaient été nécessairement évoquées par la demande en révision. Et pourquoi cette limitation au droit de la Cour de Cassation de prononcer elle-même sur le fond ? Parce que ce n'est point là son rôle, tant qu'il y a place à d'autres débats devant un tribunal et suivant la procédure de droit commun ; mais dès lors que le jugement sur pièces est inévitable, on a recours à la juridiction qui offre à tous les intéressés les garanties les plus hautes : la Cour de Cassation reste saisie et aucun renvoi ne sera ordonné.

Les parties au sujet desquelles on avait à se préoccuper de recommencer le procès, c'était donc sous le régime de la loi de 1867, les parties condamnées et c'étaient elles

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1867, p. 160, 1^{re} col.

seules. Comment d'ailleurs aurait-il pu en être autrement? Le recours contre l'erreur judiciaire n'était alors autorisé qu'à la suite de décisions de répression se présentant comme inconciliables soit relativement à l'auteur de l'infraction, soit relativement à la preuve de celle-ci. Pas de révision à défaut de ces condamnations contradictoires (1).

Mais nous sommes aujourd'hui sous l'empire de la loi de 1895. Les dispositions législatives antérieures ont été singulièrement élargies par l'adjonction de ce « fait nouveau de « nature à établir l'innocence » et d'une portée si étendue qu'il absorbe dans sa généralité toutes les causes possibles de révision. Aussi avons-nous à nous demander si les « parties » au sens de la loi nouvelle seront les mêmes que précédemment.

Il apparaît dès l'abord que non.

En effet, à la différence de ce qui se produisait avant le régime actuel, le fait nouveau va mettre en jeu des individus qui n'auront pas subi de condamnation, ainsi que nous l'avons montré plus haut par quelques exemples, et s'il faut chercher le motif de la cassation sans renvoi dans la nécessité où on se trouve de juger sur pièces, il est évident que cette nécessité pourra se rencontrer quand la révision sera sollicitée par application de l'art. 443, 4^e I.

(1) Nous négligeons le § 1^{er} de l'art. 443 I. Cr. d'une application du reste très rare. (Révélation d'indices suffisants sur l'existence de la prétendue victime d'un homicide).

Cr. Ne faut-il pas dès lors considérer comme « parties » au sens de la loi actuelle, les personnes du chef desquelles le fait nouveau se réalise bien qu'elles n'aient pas été pénalement frappées et ne puissent plus l'être ?

Cependant, certains jurisconsultes refusent d'admettre que la loi de 1893 ait modifié sa devancière en ce qui touche l'objet de notre étude. Ils tiennent pour le système restrictif dont nous avons donné la formule et le poussent jusqu'à ses extrêmes limites. Pour eux, dans l'art. 445, I. Cr. le mot « parties » rapproché du mot « condamnés » qui vient ensuite ne s'applique qu'à ceux dont la condamnation est à réviser. Ce sont en effet les seules personnes pour lesquelles on ait besoin de se demander quel sera le juge de la révision, le tribunal de renvoi ou la Cour de Cassation elle-même ; ce sont elles et elles seules pour lesquelles il y ait à se préoccuper de la possibilité légale ou matérielle de nouvelles poursuites. D'autre part, la procédure de révision est indivisible, notamment lorsque deux condamnations inconciliables ont été prononcées. Il faut une juridiction unique statuant à l'égard des deux condamnés pour dire lequel est coupable, lequel est innocent, et si l'un des deux est mort, cette juridiction unique ne peut être que la Cour de Cassation. Il y aura donc annulation sans renvoi dans les seuls cas où les débats oraux devant un tribunal de répression sont impossibles contradictoirement entre le Ministère Public et la défense quand une seule condamnation est à réviser, contradictoirement entre toutes les

parties quand la révision porte sur plusieurs condamnations (1).

Cette manière de voir nous semble beaucoup trop stricte. Nous ne la jugeons pas conforme à la pensée du législateur de 1867 que nous avons essayé de mettre en lumière ; elle l'est moins encore, croyons-nous aux intentions de la loi de 1895.

Nous ne chercherons pas à le démontrer en nous emparant des termes de l'art. 445, al. 3, I. Cr. d'après lequel lorsque l'affaire est en état et si de nouveaux débats contradictoires sont possibles, la Cour doit renvoyer « les accusés ou prévenus » devant le tribunal qu'elle désigne. Accusé ou prévenu, dit le texte ; c'est donc qu'il ne s'agit pas uniquement d'un procès à instituer contradictoirement entre le Ministère public et le demandeur en révision, mais aussi des débats entre plusieurs individus qui devront tous être en présence les uns des autres. A cette argumentation, il serait facile de répondre que la Cour Suprême avant de prononcer le renvoi, casse toutes les décisions faisant obstacle à la révision, et que dès lors il n'y a plus de condamnés ; il ne reste que des accusés ou des prévenus, autant qu'il y avait auparavant de personnes condamnées à raison du même fait et susceptibles par suite de l'avoir été injustement (2). Nous n'invoquerons pas davantage avec

(1) En ce sens : Sevestre, *De la révision en matière criminelle et correctionnelle*, p. 222 = Ballot-Beaupré, *Rapport* sous Cass. Ch. réun. 3 juin 1899. S. 1900 1. 301.

(2) Cf. Sevestre, *loc. cit.*

un jurisconsulte anonyme (1) la mention faite dans notre alinéa 4 de la prescription de l'action à côté de la prescription de la peine. Tandis que celle ci, dit-on, se réfère exclusivement à une partie condamnée, la première en revanche suppose que la loi a entendu viser une personne non poursuivie, la seule pour laquelle il y ait à prévoir la prescription de l'action. Mais on a très justement fait observer que, par le fait de la cassation, lorsque la recevabilité était déclarée, le demandeur redevenait un simple prévenu ou accusé et qu'on était alors en face d'une partie ayant été condamnée et pouvant encore néanmoins bénéficier de la prescription de l'action publique (2).

Si nous adoptons une interprétation extensive, si nous la croyons commandée par la loi de 1895, c'est pour de tout autres raisons. Nous ne saurions faire du mot « parties » le synonyme « d'individus dont la condamnation est à réviser » parce qu'aux yeux du législateur de 1867 comme à ceux du législateur de 1895 qui n'a point quitté la voie ouverte par son prédécesseur, les mêmes considérations justifient la cassation sans renvoi ; à savoir le désir de donner aux justiciables, pour des débats qui ne peuvent plus être oraux, le refuge de la plus haute juridiction en même temps que le secours de sa procédure écrite. Or ce

(1) Journal « *Le Siècle* » du 12 mars 1899. Article intitulé : *Avec ou sans renvoi ?* (A propos de la 1^{re} révision dans l'affaire Alfred Dreyfus). V. aussi J. Appleton. *De la cassation sans renvoi en matière criminelle*. — *Revue Gén. de Droit, de législ. et de Jurispru.* 1904, p. 439).

(2) Cf. Ballot-Beaupré, *loc. cit.*

motif milite avec une force égale en faveur de tous les condamnés, quels qu'ils soient, mis en cause par l'instance de révision et qui ont le droit de défendre leur honneur. Nous pensons en outre qu'à moins d'accepter des solutions inexplicables, les « parties » au sens que nous nous efforçons de déterminer sont non seulement les personnes condamnées, mais encore tous intéressés, fussent-ils à l'abri d'une poursuite. Excluons les pour un instant et supposons une peine prononcée à la suite d'un faux-témoignage ; si son auteur meurt plus tard, ce décès empêchera le renvoi dans le cas où le faux-témoin aura été condamné de son vivant ; il ne l'empêchera pas au cas contraire. Pourquoi cette différence ? Est-ce qu'en toute hypothèse, la sincérité d'un témoignage n'est pas engagée et l'intérêt moral de celui dont il émane n'est-il pas toujours le même ? L'illogisme n'est pas moins choquant si on envisage l'auteur soupçonné d'un crime ou d'un délit à raison duquel une autre personne a été antérieurement punie. On comprend que la cassation sans renvoi dépende de la survivance ou du prédécès du coupable présumé, qu'elle soit liée à cette circonstance que sa voix peut ou non encore se faire entendre. Dans l'opinion combattue par nous, cela est indifférent ; on se préoccupe uniquement de savoir si le défunt a ou n'a pas été condamné avant de mourir. On chercherait en vain le motif rationnel de cette attitude alors qu'il est tout aussi déniale, tout aussi légitime de protéger la réputation du disparu contre la flétrissure d'une

accusation injuste que contre celle d'un châtiment immérité.

Si ces raisons d'ordre général avaient besoin d'être fortifiées par d'autres arguments, elles trouveraient un point d'appui dans certaines particularités empruntées au texte de l'art. 443, al. 4 et rapprochées de l'historique de sa confection.

La loi de 1895 en effet — à la différence de celle de 1867 et la remarque en a déjà été faite — prévoit comme devant s'opposer à une instance nouvelle devant le juge du fait des causes d'irresponsabilité pénale ou d'excuse. Or ce sont là des circonstances entraînant à leur suite soit l'acquittement, soit l'absolution de l'inculpé. On n'est donc pas fondé à dire qu'en s'exprimant comme il l'a fait notre article a eu seulement en vue les parties condamnées. Il n'en serait autrement que si le législateur avait entendu viser exclusivement l'hypothèse où le tribunal a condamné dans l'ignorance de la cause qui aurait dû motiver le renvoi des fins de la poursuite ou en l'absence de cette cause. Est-ce probable? On peut sans doute concevoir que l'irresponsabilité du coupable supposé soit inconnue au moment des débats et ne fasse nul obstacle à la prononciation d'une peine notamment dans certaines formes d'aliénation mentale. Mais sera-ce fréquent surtout avec la tendance si marquée chez les défenseurs comme chez les magistrats à user de l'expertise médico-légale? et n'y a-t-il pas quelque abus à prétendre interpréter un

texte par référence à des situations aussi exceptionnelles? On peut imaginer encore la démence survenue, l'excuse absolutoire découverte seulement au cours de la procédure de révision. Sans nier qu'il y ait à faire entrer en ligne de compte ces éventualités, nous refusons d'admettre qu'elles restreignent la portée d'un texte dont les termes généraux ne permettent pas cette limitation. L'argument subsiste en conséquence tout entier; l'art. 443, 4°, dans le souci d'indiquer à titre d'exemple des cas où un renvoi ne doit pas intervenir à raison de l'impossibilité d'un second procès contre toutes les parties, cite celui d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité dans lequel la partie n'est pas toujours un condamné. Si la partie n'est pas nécessairement un condamné, elle ne peut qu'appartenir au groupe des personnes intéressées dont nous avons parlé. Mais il y a plus et l'historique des travaux parlementaires vient aider l'interprète de quelques éclaircissements dont nous avons à tirer profit.

Lors de la discussion de l'article 443, 3° d'Inst. Cr., la Chambre des députés avait voté un alinéa additionnel s'exprimant comme suit : « Dans ces deux derniers cas (1),
« le droit à la révision reste ouvert alors même que l'au-
« teur signalé du délit ou du crime à l'occasion duquel a
« été prononcée une première condamnation ou que le

(1) Il s'agissait des §§ 2 et 3 de l'art. 443 prévoyant le concours de deux condamnations inconciliables pour le même fait et la condamnation pour faux-témoignage.

« témoin soupçonné de faux-témoignage ne peuvent être
« poursuivis ou condamnés par suite de décès, de pres-
« cription, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité. »

Sur ce texte, M. Godin proposa au Sénat une modification d'après laquelle le pourvoi en révision ne serait recevable dans les hypothèses spécifiées à l'alinéa ci-dessus, que lorsqu'il y aurait eu un commencement de poursuites contre l'auteur signalé de l'infraction ou le témoin soupçonné. Le but de cet amendement était d'éviter les multiplications de recours trop faciles et d'autant plus à craindre qu'ils auraient pour effet de suspendre de plein droit, à partir de la transmission de la demande à la Cour Suprême, l'exécution non encore entreprise de la condamnation prononcée (art. 444, Inst. Cr., avant-dernier alinéa). Mais on objecta qu'ainsi rédigé le texte serait susceptible d'apporter une entrave insurmontable à la réparation d'erreurs judiciaires certaines, et que d'ailleurs, pour faire disparaître l'inconvénient redouté, il suffirait de conférer au Ministre de la justice seul le droit d'agir dans les cas dont il était question (art. 444, al. 2, Inst. Cr.) (1). L'amendement ayant été retiré, on s'aperçut alors que, suivant l'observation déjà émise dans l'avis du Conseil d'Etat, le paragraphe ajouté par la Chambre à l'article 443 était superflu en présence du 4^e de ce même article créant une

(1) V. dans A. Le Poittevin, *Revue pénitentiaire*, 1895, la juste critique de cette immixtion de l'autorité administrative en matière judiciaire et de la faculté ainsi laissée au pouvoir exécutif d'ouvrir ou de fermer à son gré la porte du Palais.

cause tout à fait générale de révision par l'admission du fait nouveau. C'est pourquoi la disposition additionnelle dont nous avons fait connaître la teneur fût supprimée dans la rédaction définitive.

Or — et c'est là le point intéressant pour nous — M. le rapporteur Béranger à fourni au Sénat une explication très significative de cette suppression ; ses paroles ont été rappelées à la Chambre par M. Pourquerie de Boisserin dans le rapport auquel donna lieu le projet retouché par la Haute Assemblée. M. Béranger déclarait que le rejet de l'alinéa précité n'avait point pour conséquence d'écarter la révision dans les circonstances auxquelles se référerait le texte supprimé ; le motif même du rejet impliquait cette solution. Le rapporteur disait en outre : « La pensée du « Sénat se manifeste hautement par l'adoption des règles « de procédure déterminées par la Chambre. L'art. 445 « porte dans son quatrième paragraphe : (suivait le texte) « Si le Sénat avait entendu rayer de la loi l'extension « donnée par la Chambre aux deuxième et troisième cas « prévus par l'article 443 — extension déjà réclamée en « 1867 — *il n'aurait pas édicté la procédure à suivre dans ces « mêmes cas* » (1).

Ainsi les règles de procédure écrite dans notre alinéa 4 ont été tracées pour les hypothèses de révision faisant l'objet du paragraphe extensif ajouté par la Chambre à l'article 443, 2^o et 3^o, c'est à-dire pour les cas où soit le

(1) Sirey, *Lois annotées* 1895 pp. 1093 n° 3.

véritable coupable, soit le faux témoin ne peuvent plus être recherchés par suite d'un fait accidentel. L'irresponsabilité pénale et l'excusabilité ont disparu de l'article 443 avec la disposition repoussée comme inutile en face du fait nouveau, mais nous les retrouvons dans notre art. 445, al. 4 et nous savons maintenant qu'elles s'appliquent à des personnes qui ne sont pas des parties condamnées. Le projet revenu du Sénat à la Chambre ayant été voté par celle-ci tel quel et sans discussion à la séance du 27 mai 1895, nous sommes autorisé à dire que rien ne vient infirmer les conclusions auxquelles aboutit l'analyse des travaux préparatoires.

Pour nous, les parties au sens de la loi nouvelle, seront donc les *parties intéressées* au procès en révision, qu'elles aient ou non été condamnées (1).

Ne convient-il pas au surplus d'interpréter ainsi l'arrêt rendu par les Chambres réunies de la Cour de Cassation, le 15 mars 1900. Une dame Allain-Belleguy avait été poursuivie et condamnée pour vol sur le témoignage d'une fille Lucas. Postérieurement et au cours d'une instruction ouverte relativement à un autre délit, il fut constaté, grâce à l'aveu du témoin corroboré par les déclarations concordantes de plusieurs personnes que la déposition qui avait entraîné la conviction des juges était mensongère. Saisie

(1) En ce sens : Roux sous Cass. Crim. 22 janvier 1898. S. 99. I. 474. — Garraud sous Cass. Crim. 20 février 1896. D. P. 00. 1 140 et *Précis de Droit Crim.* 10^e éd. p. 950. — Adde et cf. *Rép. Gen. Alph. de Droit Français* V. Révision des procès crim. n^{os} 193 et 194. Appleton, *loc cit.*

d'un pourvoi en révision, la Cour Suprême se prononce dans les termes suivants : « Attendu que l'ouverture de « nouveaux [débats oraux n'étant plus possible *soit sur le* « *faux témoignage avoué par la fille Lucas*, soit sur le vol « dont a été inculpée la femme Belleguy parce que l'ac- « tion publique est éteinte par la prescription, il y a lieu « pour la Cour de statuer au fond en annulant la con- « damnation injustement prononcée : Casse et annule sans « renvoi... (1). » Sans doute, si on avait pu faire un second procès où le faux-témoin aurait été appelé, la Cour eût ordonné le renvoi ; du moins le langage de l'arrêt permet-il de le penser. Qu'en conclure sinon que l'auteur d'une déposition fausse est une partie *hoc sensu*, bien qu'il se trouve échapper en fait à toute répression ? N'est-ce pas là précisément ce que nous avons soutenu ?

Cependant, nous n'osons pas revendiquer en faveur de notre manière de voir la décision dont nous avons rapporté la teneur. Plusieurs raisons nous semblent commander cette réserve. Tout d'abord la solution puisée dans l'arrêt du 15 mars 1900 est implicite ; elle ne se dégage qu'au moyen d'une argumentation *a contrario* toujours quelque peu arbitraire et fragile. De plus, cette solution implicite ne s'accompagne d'aucun motif et il est en conséquence difficile de lui attribuer une véritable valeur doctrinale. Enfin et surtout, il y avait dans l'espèce une circonstance décisive imposant à elle seule le non renvoi ; abstraction

(1) S. 02. 1.476.

faite de la situation personnelle du faux témoin : c'était la prescription de l'action publique au regard de la partie condamnée, demanderesse en révision (1). Dans de semblables conditions, le système de la Cour demeure incertain.

Mais voulût-on même le considérer comme établi dans notre sens, nous nous garderions de triompher pour autant. Car il serait facile de mettre en face de l'arrêt Allain-Belleguy d'autres décisions, à peu près contemporaines et qui pourraient à bon droit lui paraître contraires. En réalité, il n'existe pas en notre matière de jurisprudence formelle. M. le Procureur Général Baudouin signalait ce fait dans son réquisitoire (2), lors de la deuxième révision Dreyfus et c'était, croyons-nous, à juste titre. Le lecteur va en juger.

Une amende de 600 francs, avait été infligée au nommé Vallé pour menaces écrites. Plus tard, un autre individu, Hivin, poursuivi à raison du même délit bénéficie d'un acquittement faute de charges suffisantes ; mais le jugement relève diverses circonstances et notamment une

(1) Nous emploierons cette expression « demandeur, demanderesse en révision » dans des cas où le Ministre de la Justice seul a le droit d'exercer le recours (art. 444 al. 2. I. Cr.) comme dans l'espèce rapportée ci-dessus. Il n'est pas alors rigoureusement exact de parler en ces termes de la partie condamnée; nous conserverons cependant un vocable qui évite une périphrase en désignant commodément celui en faveur de qui une rétractation est sollicitée.

(2) *L'Affaire Dreyfus : La révision du procès de Rennes* (Publié par la Ligue française pour la Défense des droits de l'homme et du citoyen. Paris 1906) T. II, p. 234 et sq. — Adde Garraud. *Précis de droit Crim.* loc. cit., note 2.

seconde expertise desquelles il semble résulter que Vallé n'est pas l'auteur de l'acte incriminé. Sur le recours en révision exercé par ce dernier, la Cour « Casse et annule...
« et pour être statué à nouveau sur le fait relevé contre
« ledit Vallé par l'ordonnance du juge d'Instruction.....
« Renvoie ce prévenu et les pièces du procès, etc... » (1)
Ici nous avons un arrêt d'annulation avec renvoi bien qu'il n'y ait plus de débats oraux possibles contre toutes les parties *lato sensu*, le vrai coupable supposé ayant été acquitté. La Cour Suprême estime apparemment que seules les personnes dont la condamnation est à réviser doivent être prises en considération lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y a lieu ou non à cassation sans renvoi. Nous en sommes réduit sur ce point à une conjecture ; comme tout à l'heure la solution est implicite, mais à l'opposé de la précédente et avec la même absence de motifs.

Au cours de son rapport (2) sur la première révision Dreyfus, M. Ballot-Beaupré a fait état de l'arrêt Vallé-Hivin ; il a présenté la doctrine qu'on peut en déduire comme devant inspirer la décision à rendre par la Cour dans l'affaire qui lui était soumise, et cela d'autant plus qu'en égard à la cassation sans renvoi, les deux espèces offraient une situation de fait identique. Le 22 décembre 1894, le capitaine Alfred Dreyfus était condamné par le premier Conseil de Guerre du Gouvernement Militaire de

(1) Cass. Crim. 18 juin 1898. S. 99. 1.478.

(2) cité *Supra*.

Paris à la déportation dans une enceinte fortifiée pour avoir livré à l'agent d'un gouvernement étranger des documents confidentiels ou secrets intéressant la défense Nationale. L'accusation reposait sur un bordereau que par la suite différentes particularités permirent de supposer avoir été l'œuvre d'un tiers, le commandant Esterhazy. Celui-ci fut de ce chef traduit devant la justice militaire et acquitté le 19 janvier 1898. Alfred Dreyfus s'étant pourvu en révision, la Cour constate que le bordereau produit devant les juges du fait apparaît comme étant imputable à une tierce personne (Esterhazy) et non au condamné, en conséquence elle casse et renvoie devant le Conseil de Guerre de Rennes « attendu que par application de l'article 445 I. Cr. il doit être procédé à de « nouveaux débats oraux » (1). Pourquoi cette cassation avec renvoi ? Vraisemblablement parce que l'auteur de la pièce accusatrice, n'ayant pas été condamné, ne pouvait être une partie au sens légal du mot. C'est encore la même solution, toujours implicite et toujours non motivée (2).

Nous nous sommes refusé à nous réclamer de l'arrêt Allain-Belleguy. Faut-il s'incliner devant l'autorité des deux décisions dont l'analyse vient d'être faite ? Nous répondrons négativement.

(1) Cass. Ch. réun. 3 juin 1899. S. 00. 1. 302.

(2) Dans l'affaire Krantz (Cass. Crim. 23 avril 1869. S. 70. 1. 139.), il y eut aussi acquittement de l'un des inculpés ; mais les deux autres furent condamnés pour le délit à raison duquel Krantz avait déjà été frappé. Dès lors l'espèce, différente de celles que nous examinons ci-dessus, se ramenait à la co-existence de deux condamnations inconciliables.

L'arrêt Vallé-Hivin comme celui de la première révision Dreyfus ne renferment aucune considération juridique, ne sont assortis d'aucun motif sur la question qui nous occupe et qu'ils ne tranchent d'ailleurs pas explicitement. Leur interprétation est par cela même purement divinatoire. On leur fait dire que les parties de l'art. 445 al. 4 sont seulement les parties condamnées et on les rattache ainsi à la théorie restrictive de la cassation sans renvoi. Mais on pourrait tout aussi bien voir en eux une conquête de la doctrine extensive; ils signifieraient alors qu'au nombre des parties intéressées, condamnées ou non, auxquelles notre texte se réfère, ne figurent pas les bénéficiaires d'un acquittement. C'est en effet ce que nous pensons — nous le dirons plus loin — et voilà des décisions qui, dans une vue de Kaléidoscope, nous montrent tout à tour deux aspects opposés. Ne serait-il pas exagéré de soutenir qu'elles font jurisprudence ? (1)

Cependant, Monsieur le Président Ballot-Beaupré a présenté de la première d'entre elles un commentaire à la suite duquel a été rendu le premier arrêt de révision Dreyfus. Or, dans la discussion à laquelle il s'est livré à ce sujet, M. Ballot-Beaupré se déclarait nettement en faveur du système le plus étroit consacré, suivant lui, dans le procès Vallé-Hivin. La Cour de Cassation ayant statué dans les mêmes termes, le 3 juin 1899, semble bien

(1) Cf. Réquisitoire Baudouin, *loc. cit.*

s'être ralliée à la théorie développée devant elle par son rapporteur.

Que suit-il de là ? C'est que, en ce qui touche le sens des mots « contre toutes les parties » de l'art. 445 al. 4 I. Cr. la jurisprudence a varié et ne nous donne aucune raison d'abandonner le système auquel nous avons donné nos préférences.

Les parties *hoc sensu* sont, avons-nous dit, les personnes intéressées à l'instance de révision. Mais qui faut-il comprendre dans cette formule un peu vague ? Il convient d'y faire rentrer tous les condamnés mis en jeu par le procès en rétractation de l'erreur judiciaire alléguée et en outre tous ceux dans la personne de qui se réalise un « fait nouveau » de nature à entraîner une condamnation, mais qui en fait n'y a pas donné lieu. Mais il n'y faut pas ranger celles de ces personnes qui auraient bénéficié d'un acquittement, ainsi que nous nous en expliquons infra page 79. Dans la catégorie ainsi définie, nous mettrons au premier chef le demandeur en révision, puis le vrai coupable supposé et l'auteur d'une falsification de pièce. Cette liste pourrait sans doute être allongée. Nous avons voulu la fournir complète mais citer quelques exemples afin d'éclairer une proposition générale.

Le moment est venu de faire l'étude des cas d'impossibilité de nouveaux débats oraux contre toutes les parties condition indispensable de la cassation sans renvoi. Nous le ferons en nous gardant d'oublier que l'énumération de

l'art. 445, al. 4, I. Cr. n'a rien de limitatif; le texte lui-même en fait foi.

§ II. — DE L'IMPOSSIBILITÉ DE NOUVEAUX DÉBATS ORAUX CONTRE
TOUTES LES PARTIES

Nous distinguerons ici suivant qu'il s'agit de parties intéressées condamnées ou non condamnées.

1° *Les parties sont des condamnés*

La caractéristique de l'hypothèse en face de laquelle on se trouve ici réside dans la co-existence de condamnations inconciliables. Il importe d'ailleurs de doser exactement le degré de contradiction qui s'y manifestera d'une manière variable, suivant les circonstances. Tantôt elle aura trait à l'auteur même du délit et atteindra la puissance la plus élevée de l'inconciliabilité : deux jugements répressifs auront été rendus pour le même fait contre deux individus différents, en dehors de toute participation à titre de co-auteur ou de complice. Tantôt l'opposition sera relative à la preuve de l'infraction et ne révélera pas une antinomie nécessairement irréductible : il y aura eu instance criminelle et peine infligée, mais plus tard un témoin, l'auteur d'un écrit, le dénonciateur, tous personnages ayant joué au procès un rôle peut-être décisif seront condamnés pour faux-témoignage, falsification de pièces

ou dénonciation calomnieuse. Il est facile de voir qu'à ces inégalités de contradiction correspondent pour les parties en instance des intérêts se différenciant par la mesure de leur certitude, sinon par leur légitimité. La lutte en effet va s'engager entre le demandeur en révision et les autres condamnés : par la force même des choses, les seconds sont les adversaires tout désignés du premier et chacun viendra plaider contre l'autre la défense de son honneur en essayant de faire résoudre à son profit la contrariété des sentences dont les termes s'excluent de façon plus ou moins complète.

Cependant, si la révision implique pour tous les condamnés une même position (1), il ne s'ensuit nullement que la situation morale des uns et des autres soit indentique. Il y a sans doute identité d'intérêt lorsque deux personnes ont été successivement punies à raison du même acte ; il s'agit alors de savoir quel est des deux le vrai coupable, et si l'un des deux intéressés sollicite des juges un arrêt qui reconnaisse son innocence la prétention de l'autre est exactement pareille ; tous ses efforts tendront à obtenir à l'encontre du demandeur en révision une nouvelle condamnation afin d'établir définitivement une responsabilité dont la recherche avait un moment égaré la justice. Si nous supposons maintenant un recours pour

(1) L'attitude que nous prêtons aux intéressés est envisagée *in abstracto* telle que le déterminent les conditions dans lesquelles s'ouvre la révision ; elle ne sera pas toujours, sauf pour le réclamant, l'attitude de fait.

erreurs s'appuyant sur la constatation judiciaire d'une déclaration écrite ou orale mensongère, le conflit que soulève inévitablement ce recours ne se présente pas tout à fait sous le même aspect. Dans ce cas encore, il est vrai, les deux condamnés, demandeur au pourvoi et faussaire, seront aux prises ; seulement tandis que le premier aura pour but, comme précédemment, de se soustraire à l'imputation du crime pour lequel il a été frappé, le second n'a pas à se protéger contre la même imputation ; en ce qui le concerne la révision met en jeu sa sincérité et non sa culpabilité du chef du délit dont il est venu fournir une attestation, tenue pour fausse par la suite. Or, si le témoin condamné — nous prendrons ce seul exemple, *brevitatis causa* — est le contradicteur naturel de la demande en rétractation, il n'a pas toujours intérêt à ce qu'elle n'aboutisse pas ; sa cause se distingue à cet égard de celle de la partie jugée dont nous parlions tout à l'heure et cela tient à l'inégale incompatibilité des décisions évoquées par la révision.

Lorsque en effet, sur une inculpation unique une peine a été prononcée contre deux individus dont l'activité criminelle n'a pas été concertée, la condamnation de l'un démontre l'innocence de l'autre et réciproquement l'innocence de celui-ci prouve la culpabilité de celui-là ; (1) s'il

(1) Il pourrait arriver que les deux jugements eussent été rendus à tort, auquel cas la proposition écrite au texte cesserait d'être exacte. Nous fera-t-on grief de ne pas prévoir plus explicitement une double

y a recours en vertu de l'art. 443 I. Cr., le condamné qui ne s'est pas pourvu voit son sort dépendre de l'issue du recours ainsi formé, il est donc toujours et d'une façon certaine intéressé à l'échec du réclamant. Au contraire l'intérêt du faux-témoin (1) est éventuel et hypothétique. Si le triomphe de l'innocent implique une déposition mensongère, à l'inverse, l'insuccès du demandeur en révision ne prouve pas forcément, la véracité du témoignage parce qu'il peut exister d'autres charges pour étayer l'accusation. L'honneur du témoin a partie liée au procès qui va se dérouler; mais — c'est l'évidence même — il n'est pas aussi étroitement solidaire du résultat que s'il s'agissait de l'auteur possible du fait incriminé.

Ces considérations nous aideront à mettre sous son vrai jour notre première hypothèse de cassation sans renvoi, les intéressés au regard desquels se pose la question de nouveaux débats oraux étant des parties condamnées. Quel est alors le problème que fait naître la révision? Celui de savoir si l'erreur judiciaire ressort du rapprochement des décisions contradictoires. Il faut apprécier l'étendue de leur inconciliabilité et dénouer celle-ci en confrontant, si on le peut, dans une même instance devant le juge du délit tous ces condamnés dont l'honneur se trouve diversement

erreur de la justice? Sa rareté, sinon son impossibilité, nous dispense d'insister davantage.

(1) Nous entendons par faux-témoin celui qui a été condamné comme tel, sans préjuger pour autant la question de savoir s'il l'a été justement ou non.

engagé. On comprendra aisément, après les explications déjà présentées, que les termes de ce problème changent avec les faits et nous allons déduire ici une série de propositions destinées à en préciser toutes les données.

Et d'abord, quand l'allégation d'erreur repose sur la co-existence de deux condamnations infligées à raison du même acte, si la Cour Suprême admet la demande, elle doit avant d'ordonner le renvoi casser les deux sentences, parce qu'il est nécessaire d'anéantir tout ce qui s'opposerait à la révision déclarée recevable et tel est le cas des deux décisions contraires à rendre en l'espèce (art. 445 al. 2. I. Cr.). Mais si la contradiction ne se révèle que relativement à la preuve du crime, la Cour de Cassation annulera seulement la condamnation prononcée sur audition d'un faux-témoin, car la culpabilité de celui-ci et celle du demandeur en révision ne sont pas absolument incompatibles. à la différence de ce qui a lieu pour les individus punis du chef de la même infraction, en l'absence de toute participation commune. D'ailleurs nous ne voyons nul empêchement à ce que le témoin intéressé puise dans l'échec de la demande en rétractation et dans les circonstances de la cause un motif de faire réviser sa propre condamnation. Si la contrariété des jugements est l'indice d'une erreur, rien ne contraint d'admettre *a priori* que cette erreur entache l'un des jugements plutôt que l'autre.

En second lieu, et cette idée découle de l'observation précédente, la cassation des deux décisions inconciliables

laisse à juger le point suivant : quel est des deux condamnés le vrai coupable ? L'annulation d'une seule des sentences pose une question différente : la condamnation du faux-témoin fait-elle preuve de l'innocence prétendue ?

Enfin, par une conséquence ultime, s'il y a cassation totale, les deux condamnés feront figure d'accusés ou de prévenus devant la juridiction de renvoi où leur procès va recommencer, et dès lors, nous aurons à faire entrer en ligne de compte toutes les raisons d'ordre matériel juridique de nature à mettre obstacle aux secondes poursuites, aux seconds débats oraux. Au contraire, le faux-témoin, puni comme tel, n'est nullement appelé à assumer le rôle d'accusé ou de prévenu dans l'instance nouvelle, mais seulement à y être présent afin d'être entendu et mis à même de fournir les éclaircissements propres à faire éclater la vérité intégrale. En ce qui le concerne, les empêchements d'ordres matériel seront seuls à considérer.

Cette dernière remarque nous ramène au cœur même de notre sujet. Pour examiner les impossibilités qui entraînent la cassation sans renvoi, au cas de parties condamnées, nous étudierons tour à tour les hypothèses dont nous nous sommes efforcé de faire apparaître les différences.

L'obstacle au renvoi pourra provenir de causes multiples ; l'art. 445, al. 4 en donne une liste incomplète. Il cite le décès, la contumace, le défaut d'un ou de plusieurs condamnés : ces circonstances s'analysent en une non pré-

sence et constituent ce que nous avons appelé l'impossibilité matérielle de nouveaux débats. Le texte mentionne en outre l'irresponsabilité pénale, l'excusabilité, la prescription de l'action ou de la peine ; il y a inexistance, extinction du droit de poursuivre et selon une expression déjà employée, impossibilité juridique de renouveler le procès. Mais l'énumération légale non limitative laisse en dehors d'elle des faits peut-être générateurs de la même impossibilité. Nous devons nous en occuper, et à vrai dire, ce sont eux qui nous retiendront le plus longtemps.

En ce qui touche l'impossibilité matérielle due à la non présence, il n'y a rien de particulier à dire. Nous rappelons seulement que c'est en vue du décès du condamné et en faveur d'une cause retentissante qu'à été faite la réforme de 1867 à laquelle se rattache historiquement la législation actuelle. Or par une coïncidence étrange qui ressemble à une ironie du sort, la fille de Lesurques ne put bénéficier des dispositions d'une loi inspirée par l'affaire du Courrier de Lyon, et ainsi, notre jurisprudence s'est trouvée privée d'une espèce mémorable de cassation sans renvoi. On se souvient que la demanderesse en révision invoquait la contradiction existant entre les divers jugements rendus d'après lesquels *cinq* personnes avaient pris part au crime, alors que cependant *six* individus avaient été poursuivis et frappés de ce chef. Par arrêt du 17 décembre 1868 (1) le pourvoi fut repoussé parce qu'il n'y avait pas, entre les

(1) D. P. 69. 1. 41.

condamnations, l'inconciabilité spécifique exigée par la loi. Aujourd'hui les représentants de Lesurques pourraient se prévaloir du fait nouveau, inconnu du législateur de 1867, et, sans rechercher s'ils seraient fondés à le faire, nous nous bornerons à observer que la révision supposée admise la cassation sans renvoi trouverait incontestablement sa place.

L'impossibilité juridique tenant à l'irresponsabilité pénale ou à l'excusabilité ne nécessitera pas non plus d'importants développements. Notons simplement que l'irresponsabilité pénale, sous forme de démence se détache de notre catégorie pour rentrer dans le groupe des obstacles matériels à de nouveaux débats et que d'autre part, en parlant d'excusabilité, la loi se réfère évidemment à l'excuse absolutoire, la seule qui soit exclusive de l'infliction d'une peine. Enfin, si l'une et l'autre peuvent s'entendre d'une cause d'impunité ayant échappé aux premiers juges, l'irresponsabilité se conçoit surtout comme survenant *actuellement*, c'est-à-dire après la condamnation ou au cours de la procédure de révision.

La prescription nous arrêtera davantage.

L'extinction de l'action publique par le laps de temps ne permet évidemment pas de traduire à nouveau les deux condamnés devant un tribunal désigné à l'effet de rechercher quel est l'auteur véritable de l'infraction ; la nature de celle-ci, crime ou délit, déterminera selon les règles du droit commun le délai de la prescription. Tout cela va de

soi et la cassation sans renvoi s'appliquera le plus aisément du monde lorsque la qualification du fait restera la même depuis la clôture de l'instruction et l'arrêt de renvoi qui la termine jusqu'au verdict du jury. Or, le contraire arrive fréquemment; une inculpation de crime peut aboutir à une condamnation pour délit correctionnel. Le pourvoi en révision étant ultérieurement formé, la Cour Suprême en admettant la demande devra décider si l'action publique est ou non prescrite et, au seul cas de la négative, renvoyer devant une juridiction du même ordre que celle qui a déjà statué. Mais comment savoir si le droit de poursuivre est anéanti, en présence de ce crime dégénéré en délit et à quelle prescription va-t-on faire appel? A celle de 10 ans qui met à l'abri l'auteur d'un crime, ou à celle de 3 ans qui couvre l'auteur d'un délit?

Empruntons une espèce à la jurisprudence (1). Un individu avait comparu en Cour d'Assises pour tentative de meurtre réalisée dans le courant de l'année 1871. Le jury, saisi à la fois de la question principale relevée par l'acte d'accusation, et d'une question subsidiaire résultant des débats, celle de coups et blessures, rendit un verdict négatif sur la première, affirmatif sur la seconde. En conséquence, l'accusé fut condamné à la peine de 2 ans d'emprisonnement. Postérieurement, et dans les premiers mois de l'année 1876, un autre individu poursuivi sous la même inculpation bénéficia d'un arrêt d'absolution,

(1) Affaire Charpentier-Basile, Cass. Crim. 23 nov. 1876 D. P. 77. I. 284.

après un verdict identique (1). Le condamné s'étant pourvu en révision aussitôt, c'est-à-dire moins de 10 ans, mais plus de 3 ans après la commission de l'acte incriminé, et la recevabilité ayant été déclarée, il y avait à résoudre le point de savoir si l'action publique était ou non prescrite ? Fallait-il renvoyer l'affaire ou casser sans renvoi ?

Il est à remarquer que l'exemple dont nous avons fait choix ne comporte pas la co-existence de deux décisions répressives contradictoires ; il met seulement un arrêt d'absolution en regard d'un arrêt de condamnation, et s'écarte ainsi des données de notre hypothèse. Cette particularité était de quelque importance en ce qui concerne l'admissibilité de la révision sous le régime de la loi de 1867 (2) ; mais elle est indifférente à la solution du problème spécial que nous avons posé. Notre point de départ, en effet, c'est la déclaration de recevabilité ; c'est à ce moment que nous prenons les choses. La Cour de Cassation a reconnu qu'il y avait lieu de réviser ; que fera-t-elle dans la situation où nous l'avons placée ?

Nous répondons : elle doit prononcer le renvoi parce que l'action publique n'est pas éteinte par la prescription.

(1) L'absolution était basée sur la prescription de l'action publique, le procès n'ayant laissé subsister à la charge de l'inculpé qu'un délit de coups et blessures remontant à plus de 3 ans.

(2) On se rappelle que l'ancien article 443 I. Cr. muet sur le fait nouveau, ne visait *in terminis*, comme il ne vise encore aujourd'hui que le concours de deux condamnations inconciliables. Cf. le Réc. de M. l'Avocat Général Desjardins sous Cass. précité.

Il suffit pour le démontrer de considérer ce qui se passe lorsque le juge du fait est de nouveau saisi. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, le procès va s'ouvrir une seconde fois et pour que la procédure puisse recommencer la Cour de Cassation aura soin d'annuler tous les actes et toutes les décisions susceptibles de s'opposer à la rétractation de l'erreur judiciaire. Ces deux règles nous donnent là clef de la difficulté proposée. L'une d'elles exige que les condamnations antérieurement prononcées soient préalablement cassées. Qu'est-ce à dire sinon qu'il ne restera plus rien ni du verdict, ni de l'arrêt qui en a été la conséquence, ni de la qualification que les faits y ont reçue ? D'après l'autre règle, les parties condamnées se retrouveront à titre d'accusés devant la Cour d'Assises et un nouvel acte d'accusation sera dressé pour servir de base aux débats futurs (art. 445, al. 3, Inst. Cr.). Qu'est-ce que cela signifie sinon que le renvoi de l'affaire soumet au jury l'incrimination déjà jugée, celle-ci reprenant vie parce qu'il ne peut y avoir une instance sans objet, et qu'en l'espèce, cet objet ne saurait être autre que le jugement de l'infraction telle que les magistrats de l'instruction l'ont précédemment qualifiée ? En résumé, la cassation, préliminaire obligé du renvoi, fait disparaître avec les verdicts et les arrêts de condamnation, la qualification qui y était contenue ; d'autre part, le renvoi fait nécessairement revivre l'inculpation originaire. Il suit de là que dans notre exemple, la Cour d'Assises ayant été primitivement appe-

lée par la Chambre des mises en accusation à statuer sur un crime (tentative de meurtre), il s'agissait uniquement de la prescription de 10 ans et que l'action publique n'était pas éteinte. C'est en effet ce que la Cour de Cassation a décidé.

Peut-être cependant sera-t-on tenté de combattre cette manière de voir, en essayant de dissocier les réponses incluses dans le verdict du jury. On raisonnerait alors de la façon suivante : l'accusé a été déclaré non coupable sur la question principale et cette décision favorable doit lui rester acquise ; autrement son recours en révision se retournerait contre lui. Seule la question subsidiaire pour laquelle le verdict a été affirmatif peut donner lieu à un second procès et alors il ne reste plus à juger qu'un délit correctionnel prescrit (coups et blessures) ; l'exercice de l'action publique et conséquemment le renvoi sont impossibles.

Cette argumentation serait probante si, dans notre hypothèse, le verdict était susceptible d'annulation partielle. Or, il n'en est rien ; les réponses qu'on prétend isoler pour maintenir l'une et effacer l'autre sont en réalité indivisibles. Le jury avait en effet à se prononcer sur un seul et même acte, sur la manifestation unique d'une volonté criminelle ; c'est cet acte et cette manifestation unique dont l'appréciation sera de nouveau confiée au juge du fait et cela implique la cassation intégrale du verdict. A la vérité deux incriminations différentes s'étaient dégagées de l'ac-

cusation : mais qu'importe ? Ces incriminations étaient relatives non pas à des faits distincts, mais à un même fait de nature à changer de qualification suivant l'intention de son auteur. En définitive la question principale porte en elle la question subsidiaire ; le verdict n'a pu être affirmatif sur celle-ci que parce qu'il était négatif sur celle-là et on ne saurait le scinder en l'anéantissant sur le second chef pour le laisser subsister sur le premier. Par la force même des choses, la déclaration du jury est indivisible. N'est-ce pas à une annulation totale qu'aboutit en semblable hypothèse le pourvoi en cassation ordinaire ? Il n'y a aucun motif pour ne pas adopter en matière de révision, une solution identique. Vainement objecterait-on que les voies de recours ouvertes au condamné ne doivent pas empirer son sort, le rappel de ce principe ne serait opportun que si nous prétendions donner à la juridiction de renvoi le droit de prononcer une peine plus forte que celle infligée par la première sentence. Nous n'avons rien dit de pareil (1).

Notre conclusion sera donc celle-ci : la prescription de l'action publique qui empêche la reprise de nouveaux débats se détermine par la nature de l'infraction dont les premiers juges ont été saisis (2).

(1) V. *infra*, p. 40.

(2) V. Réc. de M. l'avocat général Desjardins sous Cass. Crim. 23 nov. 1876 précité. D. P. 77. 1.285. 1^{re} col. — *Adde Rép. Gén. Alph. du droit français*. — V. Cassation matl. crim. n° 1452 et suiv. Dalloz. *Rép. Supp.* V. Cassation n° 468.

Il en serait évidemment de même au cas où, en dehors de la position d'une question subsidiaire, un fait poursuivi comme crime n'est puni que d'une peine correctionnelle par suite de l'admission d'une excuse ou des circonstances atténuantes. Il n'est pas besoin d'aborder ici l'examen d'une controverse doctrinale et de nous demander si le crime excusé change de qualification et se transforme ou non en un délit ou si l'octroi de circonstances atténuantes exerce une influence sur la prescription de l'action publique. La seule chose à envisager c'est la cassation préalable et son résultat, savoir l'anéantissement en droit de la condamnation prononcée et la réviviscence consécutive de l'accusation.

La même idée nous guidera pour ce qui regarde la prescription de la peine. C'est un autre obstacle juridique devant, aux termes de l'article 443 al. 4, empêcher le renouvellement d'un procès qui ne pouvait se terminer par aucune condamnation. Mais de quelle peine la loi veut-elle parler ? A notre avis, de celle qui était encourue et non de celle qui a été appliquée. Les raisons précédemment déduites nous amènent à décider ainsi, elles nous autorisent pareillement à écarter encore comme superflue une discussion identique à celle que fait naître la prescription de l'action publique.

Pourtant un fait matériel demeure, irrévocable comme tout ce qui appartient au passé : c'est la décision arguée d'erreur. Rien ne peut faire faire qu'elle n'ait pas été

rendue et la révision n'en supprime pas la réalité, si elle en détruit les effets de droit. Il suit de là que la prescription de la peine encourue est possible à compter de la sentence attaquée.

En résumé tout ce qui vient d'être dit est la mise en œuvre de principes posés à l'origine de nos développements; le but du renvoi est de recommencer le procès pénal afin de découvrir l'auteur responsable du délit. Or, il est impossible de procéder à nouveau sans cassation préalable de toutes les condamnations antérieurement prononcées et l'annulation de celles-ci entraîne nécessairement l'effacement de leurs effets juridiques.

Mais ferons-nous aussi appel à ces considérations pour les cas sur lesquels le législateur a omis de s'expliquer dans l'énumération simplement énonciative de l'article 445 al. 4 ? Il existe en effet des circonstances n'entraînant sans doute aucune impossibilité matérielle de nouvelles poursuites, mais au sujet desquelles il faut se demander si elles ne seraient pas génératrices d'une impossibilité juridique de reprendre les débats; Que déciderons-nous en ce qui regarde l'amnistie, l'exécution de la peine ou la grâce ?

Il est hors de doute que l'amnistie, en anéantissant la condamnation dans tous ses effets et en effaçant jusqu'au délit lui-même, élève une barrière infranchissable contre toute demande de révision. Pour des motifs politiques et d'ordre public, la Société veut oublier le crime; nul ne

saurait être admis à en réveiller le souvenir, fut-ce pour la réhabilitation de l'innocence (1). On se souvient de l'amnistie à laquelle aboutit la première phase de l'affaire Dreyfus ; la loi du 27 décembre 1900 qui y était relative visait, dans son article premier, les faits n'ayant donné lieu à aucune décision définitive antérieurement à sa promulgation. Cette formule n'avait d'autre but que d'exclure l'infraction relevée à la charge d'Alfred Dreyfus et suivie d'une sentence ayant acquis force de chose jugée ; la voie restait ainsi ouverte pour une seconde révision (2). Du reste, — on s'en souvient également — la peine de la détention prononcée par le Conseil de Guerre de Rennes, le 9 septembre 1899 n'avait pas été exécutée, remise en ayant été faite au condamné par décret du 19 septembre suivant.

Et voici qu'un nouveau problème s'offre à nous. Quel compte devons-nous tenir de la grâce dans le domaine de la cassation sans renvoi ?

Observons, avant d'aller plus loin qu'il n'y a pas lieu de séparer, dans nos explications, la grâce de l'exécution de la peine, la première étant l'équivalent de la seconde. Disons en outre qu'à la différence de l'amnistie, ni l'une ni l'autre n'entravent la révision parce qu'elles ne sup-

(1) Cf. Appleton, *op. cit.* p. 440 et 441 *in fine*. Cet auteur dit qu'au cas d'amnistie « la loi oblige la Cour de Cassation à se prononcer sur le « fond. » C'est une double erreur : le texte de l'art. 445 I, Cr. est muet sur la circonstance d'amnistie et ce n'est pas seulement le renvoi, mais la révision elle-même que cette circonstance empêche.

(2) D. P. 1901. 4.9.10. n. 1.

priment pas la condamnation non plus que son cortège obligé de déchéances et d'incapacités. Dès lors, il y a place pour une instance réparatrice destinée à restituer la victime de l'erreur dans l'intégrité de sa réputation et de son état. Mais si l'exécution ou la remise de la peine n'empêchent pas la Cour de Cassation d'être saisie en vue de la rétractation d'une injuste sentence, que devra-t-elle faire lorsqu'elle admettra la recevabilité de la demande ? Annulera-t-elle avec ou sans renvoi ?

A la question formulée de la sorte, une seule réponse semble convenir et se présente dès l'abord à l'esprit : il ne saurait y avoir lieu à renvoi au cas de peine subie ou remise, parce que l'action publique étant éteinte et la pénalité épuisée, un second jugement et par conséquent la réitération des poursuites sont impossibles ; ils n'aboutiraient à rien. La mise en mouvement d'un tribunal répressif ne se conçoit pas si ce Tribunal n'a pas la faculté de condamner, et la condamnation à son tour inintelligible si elle ne peut être suivie d'exécution. Ira-t-on, sous prétexte de nouveaux débats, prononcer une peine contre l'individu qui a déjà payé sa dette à la Société, s'il est une fois de plus reconnu coupable par le juge du renvoi ? Remettra-t-on en prison celui à qui la clémence souveraine a fait grâce ? C'est demander s'il sera permis d'oublier la règle de justice éternelle proclamée dans l'adage *non bis in idem*.

L'argument ainsi tiré de l'inutilité manifeste d'un second procès paraît décisif ; il acquiert plus de force encore par

le rapprochement séduisant qui s'établit entre l'hypothèse de la peine exécutée ou remise et celle de l'acquittement ou mieux encore de la prescription dont l'art. 445, al. 4 a fait état.

Envisageons un individu déclaré non coupable ; mettons en face de lui le condamné qui a expié son crime. Quelle différence y a-t-il entre les deux ? Une seule, d'ordre moral, celle de la flétrissure atteignant celui que le pouvoir social a frappé et dont il porte le poids même après avoir subi sa peine. A tous autres égards, il y a parité de situation. Or, la partie acquittée et relaxée ne peut être reprise à raison du même fait ; l'art. 360, I. Cr. le dit pour le cas d'accusation et la maxime *non bis in idem* dont ce texte est l'écho, l'impose pour toute hypothèse d'acquittement. Comment admettre qu'il n'en soit pas de même pour celui qui a satisfait à la Justice ? Si nul ne doit être poursuivi deux fois pour le même délit, cela n'est-il pas surtout vrai du coupable qui a reçu son châtimement ?

Mais il y a plus. Les dispositions de l'art. 445, I. Cr. se réfèrent expressément à la prescription de la peine considérée comme génératrice de l'impossibilité d'un renvoi ; une seconde instance serait sans raison d'être parce qu'elle serait sans objet. Ne faut-il pas en dire autant et *a fortiori* en présence de l'exécution de la condamnation ou de la grâce ? Dès lors l'argument d'analogie commande l'assimilation entre ces circonstances non prévues par le législateur et celles qu'il a spécifiées dans un texte dont la teneur énon-

ciative n'enlève pas à l'interprète toute liberté d'allures. Au surplus, on ne peut ici s'empêcher de rappeler la solution de l'art. 641, I. Cr. : le contumax (1) qui a prescrit sa peine se voit interdire l'accès du prétoire, malgré l'intérêt moral qu'il aurait à purger sa contumace et à faire annuler l'arrêt rendu contre lui. Le procès ne sera pas recommencé, tout devant se passer comme si la peine avait été subie. Et lorsque celle-ci a été réellement exécutée, c'est le système contraire qui prévaudrait ! Il faudrait revenir une fois encore devant le juge du fait ? La logique dit non.

En résumé, s'il y a remise ou exécution de la peine, la Cour Suprême cassera sans renvoi, parce qu'il y a épuisement de la pénalité et extinction de l'action publique, parce que en conséquence tenter d'instituer de nouveaux débats serait faire œuvre vaine, vide de toute signification et de toute portée (2).

Ces raisons ne sont cependant pas aussi péremptoires qu'elles le paraissent au premier aspect ; elles n'ont point entraîné l'opinion commune.

Il convient tout d'abord d'éliminer les analogies trompeuses sur lesquelles la thèse du non-renvoi essaie de s'appuyer.

Qu'un individu acquitté ne puisse être recherché de nou-

(1) Le texte prévoit à la fois le cas de contumace et celui de défaut.

(2) En ce sens : Proc. Gén. Dupin, sous Cass. 10 mai 1850 D. P. 50. 1. 137. — Proc. Gén. Renouard sous Cass. 15 mai 1874. D. P. 75. 1. 186-187. — Manau, *Gaz. Trib.*, 27, 28, 29 octobre 1902. — Appleton, *op. cit.* p. 440-441. Cf. Rapp. du Prés. Ballot-Beaupré sous Cass. 3 juin 1899. S. 00. 1. 305, col. 3.

veau pour la même infraction, le bon sens l'indique surabondamment. Mais si on prétend s'autoriser de cette règle pour proscrire le renouvellement des débats dans l'hypothèse où nous sommes placé, on dépasse la mesure et, pour avoir voulu trop prouver, on ne prouve pas du tout. En effet, l'argument *a pari* dont nous avons donné la substance ne tendrait à rien moins qu'à l'exclusion absolue d'un second procès ; si un délit déterminé ne peut amener deux fois la même personne devant le tribunal de répression, il faut dire qu'en matière de révision, la Cour de Cassation devra toujours et invariablement rester juge du fond. Les termes de la loi ne s'accommodent évidemment pas de ce système. Pareillement, nous savons que, d'après l'art. 445, I. Cr. la prescription de la peine fait obstacle au renvoi ; est-ce un motif pourqu'il en soit de même de son exécution ou de sa remise ? Non, parce que dans un cas le droit de punir ne saurait exister, tandis que dans l'autre l'action publique n'est pas nécessairement éteinte ; nous reviendrons dans un instant sur ce point. Et quant à la situation particulière faite au contumace par l'art. 641, I. Cr., elle tient à ce que la condamnation, provisoire pendant les délais de la prescription, devient irrévocable lorsqu'ils sont expirés. De quel poids serait cette considération transportée dans un domaine où l'on ne doit rencontrer que des décisions passées en force de chose jugée ? Du reste, en ce qui touche la contumace, le législateur a pu reculer devant la perspective d'une nouvelle instance dans laquelle la Société

lutterait à armes trop inégales contre un coupable protégé par le dépérissement des preuves, suite inévitable du temps. Comme le disait Berlier au Conseil d'État (1) : « Le contumax se présenterait avec trop d'avantages... et rentrait à coup sûr dans la Société non comme toléré, mais comme innocent. » Il n'y a pas lieu de s'arrêter à un semblable point de vue quand il s'agit de retourner devant le juge du fait pour exercer le droit imprescriptible (2) d'établir l'erreur judiciaire et de mettre fin à la co-existence de deux jugements viciés par une irréductible contradiction. La seule chose dont la loi tienne compte, la seule par conséquent dont nous ayons à nous préoccuper, c'est l'impossibilité d'une reprise des débats oraux.

On affirme, il est vrai, que cette impossibilité existe dans l'hypothèse de la grâce ou de l'exécution de la peine, et voici dès lors le dilemme qui nous menace : ou le renvoi après cassation est sans objet ou il se heurte à la maxime *non bis in idem*. Les motifs d'ordre analogique étant écartés, il reste l'objection de principe que nous avons vue se dresser devant nous au seul énoncé du problème. Est-il exact cependant que, pour le résoudre dans le sens du renvoi, on soit contraint d'opter entre deux positions également intenables ? Nous ne le pensons pas : les pour-

(1) Séance du 28 août 1808.

(2) Nous n'entendons parler ici que du droit de se pourvoir en révision quel que soit le temps écoulé depuis la sentence attaquée. En écrivant au texte le qualificatif « imprescriptible » nous n'avons garde d'oublier le délai d'un an fixé par l'art. 444. al. 4. I. Cr.

suites recommencées ne seront pas vaines, les seconds débats ne seront pas creux parce qu'une condamnation pourra et devra même s'ensuivre, s'il y a déclaration de culpabilité ; mais la règle *non bis in idem* ne sera pas violée parce que la peine prononcée ne recevra pas d'exécution, sans que néanmoins la nouvelle décision qui l'inflige perde pour cela toute utilité.

Efforçons-nous de démontrer ces divers point en ayant soin de nous rappeler une idée générale déjà mise en relief, celle de l'annulation nécessaire et préalable des décisions contraires.

On allègue qu'au cas de grâce ou de peine subie, il y a épuisement de la pénalité et extinction du droit de poursuivre. On oublie l'anéantissement juridique des condamnations, conséquence inéluctable de la cassation qui précède le renvoi. *En droit*, rien ne subsiste des arrêts inconciliables ni des instances antérieures, et si — au cas de crime par exemple — moins de dix ans ont passé depuis la clôture des instructions, l'action publique demeure entière ; le droit de l'exercer ne peut être perdu à raison de jugements dont les suites légales sont maintenant effacées. A ce point de vue rien ne s'oppose donc au renouvellement du procès pénal. Et ici apparaît en pleine lumière l'inanité du rapprochement tenté entre l'hypothèse de la prescription de la peine et celle qui nous occupe : lorsque la peine est prescrite après l'expiration des délais réglementaires, le droit de poursuite l'est à

fortiori par l'effet des mêmes délais, et il n'y a nulle assimilation à faire d'une situation à l'autre.

Ainsi, aucun obstacle n'empêche les nouveaux débats en ce qui touche la mise en mouvement de l'action publique. Mais si nous envisageons son point d'arrivée, n'allons-nous pas nous trouver en face de l'impossibilité pour le tribunal de condamner une seconde fois ? Et alors, à quoi bon lui déférer des justiciables pour lesquels une reconnaissance de culpabilité se traduira par une constatation toute platonique ? Cette question ne saurait troubler ceux qui voudront bien ne pas perdre de vue l'annulation préliminaire sur laquelle nous avons déjà insisté. Les condamnations contradictoires sont mises à néant avant de recommencer l'instance, et de là découlent les conséquences suivantes. La juridiction de renvoi sera saisie comme la première fois ; les condamnés comparaitront devant elle à titre d'accusés ou de prévenus, dans le même état que s'ils n'avaient jamais été frappés par la justice, et les juges statueront sans avoir égard aux précédentes décisions qu'ils sont tenus d'ignorer, parce qu'elles sont désormais non avenues. Acquièrent-ils, au cours de ce procès, la preuve d'une culpabilité ? Ils ont le devoir de punir, comme tout tribunal, qui, après s'être convaincu de la culpabilité du délinquant, a l'obligation de lui appliquer les sanctions pénales appropriées. Dira-t-on que ce délinquant a été antérieurement jugé et condamné ? Tout ce passé, la cassation préalable en opère la destruction

juridique, et si l'exécution de la peine ou la grâce subsistent en tant que faits, l'autorité judiciaire n'a pas le droit de mettre en ligne de compte ces mesures matérielles qui ne relèvent pas d'elle et sont soustraites à son examen.

On le voit, l'action publique peut être exercée ; pareillement, elle peut aboutir.

Ce n'est pas tout encore, et en dehors des motifs qui viennent d'être exposés, il faut dire que l'annulation des arrêts mis en cause par la demande de révision rend indispensable une nouvelle condamnation. Les arrêts dont il s'agit en effet disparaissent en droit avec toutes les déchéances qui en étaient la suite, et devant le tribunal de renvoi, les condamnés redevenus de simples accusés se retrouvent *integri statu*. Il est donc nécessaire, au cas de déclaration de culpabilité, qu'une peine soit une fois de plus prononcée, car autrement les incapacités et privations de droit effacées par la cassation préalable ne seraient pas subies. Or, il y aurait injustice à ce qu'il en soit ainsi, puisque, par hypothèse il y a un coupable. Un exemple que nous emprunterons au Cours de M. le professeur Garçon (1) montrera l'évidence de cette proposition : « Un individu a été condamné à 5 ans de réclusion. « Comme conséquence, il a encouru aussi l'interdiction

(1) Garçon, *Des effets de la Révision des Procès Criminels*, Cours professé à la Faculté de Droit de Paris (déc. 1902). *Journal des Parquets* 1903 1^{re} partie et tirage à part (Paris 1903) p. 33. — Sur l'ensemble de la question examinée ci-dessus, voyez les pages 28 à 40.

« légale et la dégradation civique ; et cette dernière qui
« est perpétuelle, persiste après l'exécution de la peine
« principale. Précisément, après avoir subi celle-ci, le
« condamné demande et obtient la révision de son procès.
« Si la juridiction de renvoi le déclare coupable sans
« prononcer de nouvelle peine, la dégradation civique
« qui a disparu par l'arrêt de cassation ne serait pas réta-
« blie. En sorte que cet individu qui est coupable et a été
« jugé tel, pourrait par exemple se faire réinscrire sur
« les listes électorales et même solliciter un mandat
« représentatif. » Est-ce admissible et objectera-t-on après
cela que les seconds débats sont dépourvus de toute
portée ?

Cependant il ne nous suffit pas de démontrer la possibilité et l'utilité d'une nouvelle condamnation ; nous avons à établir en outre que celle-ci ne porte nulle atteinte à la maxime *non bis in idem*.

Un moyen facile de vaincre cette dernière difficulté consisterait à éliminer de la discussion une règle paraissant incompatible avec la solution proposée, mais dont il n'y aurait pas lieu de s'embarrasser, parce qu'elle serait inapplicable en l'espèce. En effet, elle suppose essentiellement l'existence d'un premier jugement définitif ; si, cette première décision subsistant, on prétend recommencer les poursuites contre le même individu pour le même délit, si on le traduit de nouveau en justice, il se défendra victorieusement en disant à ses juges : *non bis in idem*. Or,

dans notre hypothèse il en est tout autrement. La cassation consécutive à l'admission de la demande en révision fait table rase du passé en supprimant la sentence arguée d'erreur : celle-ci est donc inexistante et l'adage redouté, perdant son appui, devient tout à fait inopérant. Le nouveau jugement devra être considéré comme le premier, le seul qui ait été jamais rendu. Et puisque la maxime *non bis in idem* est hors de cause, elle ne pouvait sans arbitraire régir l'une quelconque des données de notre problème à l'exclusion des autres. Il faudra donc logiquement la rejeter pour le tout et aller jusqu'à dire que la peine infligée à la suite de la seconde instance devra être exécutée. (1)

Contre ce raisonnement, rigoureux en apparence, mais par trop simpliste, la nature même de la révision et les vrais résultats de la cassation préalable sagement comprise protestent également ; la nature de la révision, parce qu'elle est organisée toute entière en faveur du condamné ; les résultats de la cassation préalable parce que celle-ci ne peut avoir aucune prise sur des faits matériels passés, c'est à-dire irrévocables.

(1) V. dans Garçon *op. cit.* p. 28 et 29 la relation de l'incident d'audience qui se produisit dans le procès Voisin lors duquel « Le Commissaire du Gouvernement ayant dit que, quelle que soit la décision du « Conseil, la grâce de Voisin lui était acquise, le Président l'interrompit « pour déclarer que le Conseil était d'avis contraire ». *Adde eod. les détails de l'affaire Krantz et l'analyse de l'arrêt de la Cour de Metz du 25 août 1869.* (D. P. 70. 2, 28). — Cf. Garraud. *Précis de droit criminel*. 10^e édit. p. 958. Réc. du Proc. Gén. Beaudoin, *loc. cit.*, t. II, p. 229-230.

Il est bien clair que le « condamné ne doit pas voir sa condition empirer parce qu'il a cru à son innocence et communiqué cette croyance à la Cour (1). » On apparente quelquefois volontiers le recours en révision au pourvoi en cassation ordinaire (2); les deux institutions sont en réalité sensiblement différentes, et les risques inhérents à l'une et à l'autre sont loin d'être les mêmes. Le pourvoi en cassation est, dans certaines circonstances, susceptible de nuire à la partie jugée, si on le suppose introduit par le Ministère Public; nous estimons au contraire qu'à raison de son but précis et exclusif qui est la reconnaissance de l'erreur judiciaire, la révision ne saurait se retourner contre les intéressés. En d'autres termes, son maximum d'effet défavorable ne dépasse pas le rejet de la demande; c'est le risque inséparable de toute action en justice quelle qu'elle soit. Le maintien ou le rétablissement de la condamnation antérieure, voilà l'extrême limite des périls à courir. Aller au-delà serait méconnaître absolument et défigurer la pensée qui a dicté les art. 443 et s. I. Cr., ce serait détourner la révision de son objet, en faire un instrument de répression alors qu'elle est uniquement un moyen de réparation. A ce point de vue, elle est comparable au pourvoi formé d'ordre du Garde des Sceaux, conformément aux dispositions de l'art. 441, I. Cr.; on sait que, d'après la jurisprudence actuelle, ce recours exceptionnel

(1) Roux, note sous Cass. 12 juillet 1906. S. 07. 1. 49.

(2) Garraud, *loc. cit.*, P. G. Beaudoin, *loc. cit.*

profite au condamné sans pouvoir jamais lui préjudicier. Du reste la conception opposée conduirait à l'absurde : si la révision est sollicitée après exécution de la peine et avant la prescription de l'action publique, les portes de la prison ne seront évidemment pas rouvertes, au cas où la demande serait repoussée. Mais à l'inverse elles pourraient l'être, en vertu de la décision de renvoi, lorsque la Cour Suprême aurait accueilli la révision ! Le demandeur serait plus maltraité lorsqu'il réussit devant la Cour de Cassation que lorsqu'il y échoue ! On ne voit à cela aucune raison d'être (1).

D'autre part, il convient de ne pas se méprendre sur les effets de l'annulation impliquée par le renvoi. Elle s'effectue en droit seulement, par suite d'une fiction grâce à laquelle on regarde comme non avenue une situation juridique engendrée par certains faits. Or il est incontestable qu'une fiction, qu'elle que soit l'énergie qu'on lui prête, est impuissante contre ces faits eux-mêmes ; il n'est au pouvoir de personne de les rayer du passé. Par conséquent en dépit de la cassation, la condamnation définitive, la remise ou l'exécution de la peine subsistent à titre d'actes matériels ineffaçables. Ce sont eux qui surgissent devant nous et nous crient : *non bis in idem*.

La règle dont on essaie de faire abstraction ne peut donc être éludée, et dès lors nous avons à mettre en face l'une de l'autre les deux idées suivantes : d'un côté la cassa-

(1) V. Garçon, *op. cit.*, p. 32. — Adde Roux, *loc. cit.*

tion préalable fait disparaître *juridiquement* les condamnations contradictoires sans détruire la réalité de l'accomplissement ou de la remise de la peine ; d'un autre côté, un principe incontesté veut qu'une peine subie ou tenue pour telle ne soit pas exécutée une seconde fois à l'encontre d'un même individu pour une même infraction. En vertu de la première idée, nous affirmerons que la juridiction de renvoi a le droit et le devoir de condamner à nouveau ; en vertu de la seconde idée, nous ajouterons que la peine ainsi infligée ne s'exécutera pas. Il ne sera pas, pour autant superflu de la prononcer puisque seule elle permettra de faire revivre des déchéances et des incapacités méritées.

Nous avons parcouru tout le cycle des développements se rattachant à la question de savoir si la grâce et l'exécution de la peine entraînent ou non cassation sans renvoi. Une argumentation dont tous les éléments semblent indiscutables nous conduit à la solution négative. Peut-être y aurait-il matière à une analyse juridique plus poussée : à quelle théorie va-t-on relier l'inaccomplissement, reconnu nécessaire, de la nouvelle pénalité ? Fera-t-on intervenir pour le placer dans son vrai cadre, la règle du non-cumul des peines (1) ? Soutiendra t-on au contraire l'inapplicabilité de ce principe, à raison de l'unité de crime et de condamnation impliquée par notre hypothèse (2) ? Ce sont là

(1) Sic. Garçon, *op. cit.*, p. 34.

(2) Sic. Garraud, *op. cit.*, p. 958, n. 1.

autant de points dont nous nous désintéressons parce qu'ils dépassent les frontières du sujet traité ; il suffit qu'une logique exacte dans ses termes comme dans ses déductions nous autorise à dire : la grâce ou l'exécution de la peine ne constituent pas un obstacle de droit à de nouveaux débats oraux et ne légitimeraient pas une cassation sans renvoi (1).

Nous ferons seulement deux observations susceptibles de fortifier la solution pour laquelle nous avons pris parti. En déniaut à la Cour Suprême, le droit de statuer au fond, on se conforme à la véritable nature de la Cassation sans renvoi dont nous avons fait ressortir le caractère exceptionnel dès le début de ce travail. De plus, le système adverse, et ce n'est pas son moindre défaut, ne s'harmonise pas avec les règles générales qui déterminent la compétence. Celle-ci dépend des éléments intrinsèques de l'instance, objet du litige ou personnes en cause. Or, comment concevoir qu'un fait extérieur, la remise de la peine, ait la puissance de modifier l'attribution des juridictions ? Suivant la juste remarque de M. le Professeur Garçon (2), il ne convient pas que le Gouvernement dispose de la faculté de « donner ou non compétence à la

(1) En ce sens : Garçon, *op. cit.*, p. 39-40. — Roux, *loc. cit.* — Av. Gén. Desjardins. Sous Cass. 23 novembre 1876. D. P. 77. 1.284. — Rapport de M. le Conseiller Moras (2^e révision Dreyfus), *op. cit.*, p. 332 et suiv. — Rég. du P. G. Beaudoin, *loc. cit.*

(2) *Op. cit.*, p. 40.

« Cour de Cassation, en accordant ou en refusant la grâce
« au cours de la révision. »

Cependant au point où nous sommes arrivé, une vue quelque peu déconcertante s'offre à l'esprit, et il apparaît que nous avons agité un problème impossible. Il y a en effet pour toute infraction deux pénalités bien distinctes, l'une édictée par la loi et afférente à chaque type de délit, l'autre prononcée par le juge dans les limites légales et mesurée sur la culpabilité du délinquant. Tout le monde sait que ces deux pénalités ne coïncident pas nécessairement par suite de l'existence des causes d'atténuation. A propos de la prescription (1), nous avons déjà eu à séparer la peine encourue de la peine appliquée : la même situation se retrouve ici. Et alors, comment saurons-nous *a priori* si la circonstance de peine subie ou remise est réalisée ? Le châtiment reçu ou dont il a été fait grâce, c'est sans doute celui que les premiers juges ont infligé ; mais si, plus sévère que ces derniers, la juridiction de renvoi refuse d'accorder une mitigation dont ils ont fait bénéficier le condamné, pourrions-nous affirmer que la peine a été exécutée (2) ? En optant pour la négative, nous nous engageons dans un cercle vicieux, car le point à élucider était précisément de savoir si un tribunal répressif

(1) *Suprà*, p. 54.

(2) Le pourrions-nous de même au cas d'annulation d'un arrêt après verdict négatif sur la question principale et affirmatif sur la question subsidiaire ? V. Affaire Charpentier-Basile citée *suprà*, p. 50 et les concl. de l'Avoc. Gén. Desjardins, D. P. 77. 1. 284.

peut être encore une fois saisi après satisfaction fournie ou grâce obtenue par le coupable présumé ; or, nous ne serions pas en état de déclarer ce qu'il en est de cette satisfaction ou de cette grâce tant que les juges ne se seraient pas prononcés de nouveau. Dira-t-on au contraire que malgré l'issue du second procès, la peine sera considérée comme accomplie ? On n'échappe alors à toute pétition de principe qu'en affranchissant un criminel, non seulement d'une pénalité qui ferait double emploi, mais encore d'un surcroît de répression justement appliqué puisqu'il est la suite d'une culpabilité régulièrement constatée (1).

L'antinomie est-elle réelle ? Nous ne le croyons pas. Pour faire évanouir les écueils qui semblaient barrer notre horizon, il nous suffira de dire que l'arrêt rendu sur renvoi ne pourra prononcer une peine plus forte que la sentence arguée d'erreur. Il doit, selon nous, en être ainsi pour des motifs précédemment déduits et tirés du but auquel tend le pourvoi réglementé par les art. 443 et s. I. Cr. L'erreur judiciaire au préjudice de la partie condamnée, telle est son unique raison d'être ; qu'on examine l'un après l'autre tous les textes de la législation actuelle, qu'on scrute leur histoire, on n'y découvrira pas d'autre objectif que la réparation due à l'innocence. Cela posé il serait

(1) La difficulté soulevée au texte n'existe évidemment pas pour ceux qui sont d'avis d'ajouter à la liste des impossibilités prévues par l'art. 445 al. 4. I. Cr. les deux cas de remise et d'exécution de la peine.

souverainement irrationnel qu'un mécanisme juridique put servir, par l'une quelconque de ses pièces, à meurtrir celui en faveur duquel tous ces rouages ont été créés. C'est pourquoi le bénéficiaire de la cassation préalable ne doit pas avoir à craindre, devant la juridiction de renvoi, une pénalité plus élevée que celle dont il a été frappé la première fois (1).

En conséquence, nous maintenons toutes nos conclusions. En ce qui regarde la prescription, nous parlions de peine encourue ; ici, il s'agira de la peine prononcée par le jugement attaqué, parce que, ayant été subie, elle se présente à nous comme un fait matériel dont on ne saurait faire abstraction (2).

La jurisprudence est aujourd'hui fixée dans le sens du renvoi par une suite ininterrompue d'arrêtés remontant à 1876. La période antérieure est marquée par quelques tâtonnements et même par une décision divergente.

Il est d'ailleurs à noter que la procédure de la révision a changé depuis la réforme de 1867 ; cela n'est pas indifférent à constater pour l'appréciation des tendances

(1) Garçon, *op. cit.*, p. 38.

(2) Nous laissons de côté, comme ne se rattachant pas directement à notre sujet, plusieurs questions que fait naître la révision lorsqu'il y a peine subie ou remise : une nouvelle grâce est-elle nécessaire pour dispenser le condamné de l'exécution de la seconde peine ? V. en sens opposés : *Rev. pénit.* 1902 p. 1186. — Garçon, *op. cit.*, p. 36 n° 2. Que décider si la première peine n'a été exécutée qu'en partie ? Si la seconde peine n'est pas de même nature que la première ? (Cas d'Alfred Dreyfus condamné d'abord à la déportation dans une enceinte fortifiée, et plus tard à dix ans de détention, lors de son renvoi devant le Conseil de Guerre de Rennes). Sur ces divers points. V. Garçon, *op. cit.*, p. 36 à 38.

doctrinales de la Cour Suprême. Avant la loi du 29 Juin 1867, il n'y avait jamais cassation sans renvoi (1) et admettre la révision équivalait à ordonner le renouvellement de l'instance devant les juges du fond. Sous ce régime, le seul point de nature à faire difficulté, c'était l'influence exercée par la grâce ou l'exécution de la peine, non sur la possibilité des seconds débats, mais sur la recevabilité du recours lui-même; en supposant cette dernière question résolue affirmativement, les nouvelles poursuites devaient s'ensuivre à titre d'errements judiciaires imposés par la loi. Or, il est certain — nous avons eu l'occasion de l'indiquer — que le fait de l'accomplissement ou de la remise de la peine n'enlève pas au condamné tout intérêt à établir son innocence, et ainsi s'expliquent apparemment des arrêts de Cassation avec renvoi, rendus après une condamnation exécutée, sans qu'aucun motif spécial s'efforce de justifier le chef du renvoi. La Cour se borne à dire que la peine subie ne fait pas obstacle à la révision à cause des conséquences morales de la décision répressive antérieure. A cet égard, nous citerons notamment les arrêts Lacroix du 10 Mai 1850 et Pagès-Aussal du 9 Novembre 1855 (2). Ils sont, à notre avis, dépourvus de toute signification relativement à la solution d'un problème dont ils ne se sont pas, dont ils

(1) *Suprà*, p. 6, n. 1.

(2) Cass. 10 mai 1850. D. P. 50. 1. 137. — Cass. 9 nov. 1855. D. P. 56. 1. 43. Lacroix et Pagès avaient subi leur peine.

n'avaient pas à se préoccuper. Nous observerons toutefois que, dans les conclusions développées par le Procureur Général Dupin au cours de l'affaire Lacroix (1), le fait de la peine subie fut longuement étudiée au point de vue de la reprise ultérieure des débats. Un individu qui a expié peut-il encore revêtir la qualité d'accusé ? demande le réquisitoire, et il présente à l'appui de la réponse négative les arguments dont nous avons fait l'exposé critique. De plus, comme un pareil système est exclusif de la révision, il faut prévoir l'objection tirée de ce que, au cas de jugements répressifs contradictoires, l'un des condamnés étant nécessairement innocent, la circonstance de peine exécutée par l'un d'eux ne peut en bonne justice faire perdre à l'autre le bénéfice de la réparation à laquelle il a droit. Mais ici, le réquisitoire remarque que la faveur due à l'innocence n'est pas illimitée, qu'elle s'arrête devant certaines impossibilités : ainsi en est-il au cas de mort de la partie et l'hypothèse envisagée est du même ordre. Cependant le Procureur Général Dupin ne se dissimule pas le caractère rigoureux d'une théorie qui en s'opposant au renvoi s'oppose par là même à la révision et perpétue le scandale de deux décisions inconciliables ; il hésite à demander à la Cour de s'engager dans cette voie et s'en remet à elle du soin de dire s'il ne suffit pas pour l'application de l'art. 443 I. Cr. qu'un nouveau procès puisse matériellement être insitué.

(1) V. D. P. *loc. cit.*

Tel est l'angle sous lequel il y avait lieu de se placer avant 1867. Depuis cette époque, la révision fonctionne d'une manière plus large : elle est ouverte après le décès du condamné et se termine au besoin par une cassation sans renvoi. Aussi allons-nous voir se poser en jurisprudence la question de la grâce ou de l'exécution de la peine, telle que nous l'avons examinée. La première fois que la Cour de Cassation s'est prononcée explicitement à ce sujet fut, croyons-nous, le 15 mai 1874, dans l'affaire Petit (1). Son arrêt, très net, décide dans le sens d'une annulation sans renvoi : « Attendu, y est-il dit, que des documents produits, il résulte que Petit a subi la peine contre lui prononcée, ce qui ne permet pas de procéder à de nouveaux débats oraux contre toutes les parties ; que dès lors, c'est le cas pour la Cour de faire usage du droit qui lui est donné par l'article 443 sus-visé et de statuer au fond. » M. le Procureur Général Renouard avait dans ses conclusions défendu la même manière de voir en invoquant les considérations déjà mises en avant par son prédécesseur le Procureur Général Dupin. A ses

(1) D. P. 75. 1. 186-187. — L'hypothèse de peine subie ou remise s'était rencontrée déjà plusieurs fois depuis la loi du 29 juin 1867. Ainsi dans l'affaire Desvaux (Cass. 27 nov. 1868. D. P. 69. 1. 386) le demandeur avait accompli sa peine; mais de plus, l'action publique était prescrite et l'arrêt se prévaut uniquement de cette particularité pour statuer sans renvoi. Dans les affaires Krantz et Iacrot (23 nov. 1869. — D. P. 70.1.238. — 8 nov. 1872. *Bull. Crim.*, n° 260), il y avait eu grâce ou peine exécutée; la Cour Suprême renvoya les parties respectivement devant les Tribunaux correctionnels de Metz et de Dijon, mais sans donner de motifs spéciaux sur ce point.

yeux le nouvel article 446 I. Cr. comprend le fait de l'expiation par le condamné, en vertu d'une raison d'analogie dont la puissance resterait entière même si le texte n'était pas conçu sous une forme énonciative. La fin du réquisitoire retrace de la façon suivante les différences séparant la législation ancienne de la nouvelle : « Sous
 « l'ancienne loi, vous étiez obligé de saisir une autre juri-
 « diction parce qu'il ne vous était pas permis de statuer
 « au fond et que le condamné même après la prescription
 « ou l'expiation de sa peine ne cesse pas d'avoir intérêt à
 « la révision, puisqu'elle peut amener un acquittement et
 « faire tomber toutes les conséquences légales et morales
 « de la condamnation. Ce pouvoir de réviser au fond en
 « annulant la condamnation injustement prononcée, la
 « loi de 1867 vous l'a accordé, dans l'espèce qui vous est
 « soumise, par l'article 446. »

L'arrêt Petit est demeuré isolé. Dès 1876, la Cour Suprême revient à la théorie de l'annulation avec renvoi, dans l'affaire Charpentier-Basile. M. l'Avocat Général Desjardins y donna de vigoureuses conclusions dans lesquelles la décision de 1874 fut vivement critiquée. Se basant tout à la fois sur le caractère strict de la cassation sans renvoi, sur son véritable critérium qui est l'impossibilité réelle en fait ou en droit, de recommencer les débats, le réquisitoire se prononçait énergiquement pour l'intervention nouvelle des juges du fait. Le 23 novembre 1876, la Cour se ralliait à la thèse de son Avocat Général (1).

(1) Cass. 23 nov. 1876. — D. P. 77. 1. 284.

Sa jurisprudence ne s'est pas démentie depuis, dans de nombreuses espèces où les condamnés avaient soit subi leur peine, soit obtenu leur grâce (1).

En conséquence, nous posons en règle que la Cour Suprême sera tenue de casser sans renvoi toutes les fois qu'une cause matérielle s'opposera à la comparution, devant les juges du fond, du dénonciateur calomnieux, du falsificateur d'écritures : il en sera ainsi en cas de décès, de défaut, de contumace ou de démence. En tout autre hypothèse, l'annulation aura lieu avec renvoi.

Nous avons vu qu'il n'existe pas de jurisprudence bien établie en ce qui touche le sens des mots « toutes les parties » écrits en l'art. 445 al. 4 l Cr. Il ne faut pas s'étonner après cela de voir la Cour de Cassation indifférente aux impossibilités dont nous venons de faire état. Comment en serait-il autrement, puisqu'elle ne sait pas au juste qui sont les parties désignées par la loi ? Les arrêts se bornent à constater que la reprise de l'instance n'est entravée par aucun obstacle du chef du demandeur en révision et à renvoyer ce demandeur avec tout les documents de la procédure devant un tribunal déterminé (2).

(1) Cass. 20 déc. 1877. *Bull. Crim.* n° 265. Cass. 18 avril 1878. D. P. 78. 1. 329 (Cholley-Petit), 5 mai 1881. D. P. 81. 1. 399 (Filloi-Allaiton). — Cass. 3 juin 1881. D. P. 81. 1. 492 (Guillabeau-Peyratout). — Cass. 8 nov. 1883. *Bull. Crim.* n° 242. D. 95. 1. 405. — Cass. 18 juillet 1901. D. P. 1903. 1. 231 (Latrompette). — Cass. 26 avril 1902. S. 94. 1. 377 (Voisin).

(2) V. p. exemple Cass. Crim. 1^{er} juillet 1882 (Bouriquet). S. 83. 1. 429. — Cass. Crim. 11 déc. 1897 (Bodelle) S. 00. 1. 62.

Nulle préoccupation ne s'accuse relativement à la présence de l'auteur du témoignage mensonger.

Mais si l'interprétation que nous avons donnée de l'art. 445 al. 4, I. Cr. est exacte, les lignes précédentes en sont la suite rigoureusement logique.

2° Les parties intéressées sont des non condamnés

Qu'elles sont ces parties non-condamnées dont nous avons à nous occuper d'après l'ordre de nos développements ? Nous avons fait rentrer dans cette nouvelle catégorie d'intéressés (1) ceux dans la personne de qui se réalise un fait nouveau de nature à entraîner une condamnation, mais qui en fait n'a pas amené ce résultat : tels seraient par exemple le vrai coupable ou le faux-témoin supposés. Il convient de préciser ici cette donnée générale. L'absence de décision répressive peut en effet être due à des causes multiples : les poursuites ont abouti à un acquittement ou à une ordonnance de non-lieu ; aucune instruction n'a été ouverte ou l'instruction commencée est encore en cours.

Cela dit, nous éliminerons de notre second groupe les bénéficiaires d'un acquittement (2). Selon nous ils n'ont aucun titre pour en faire partie. On voudra bien ne pas oublier que les personnes au regard desquelles le législateur s'est soucié de la possibilité de renouveler le procès

(1) V. *suprà*, p. 40.

(2) Cf. *suprà*, p. 39.

sont des parties *intéressées*, c'est-à-dire des individus dont l'honneur est plus ou moins étroitement engagé par la demande de révision. Or, celui en faveur de qui est intervenu un jugement de relaxe parce qu'il a été déchargé d'une accusation a obtenu la satisfaction morale la plus haute et il se place en dehors du cadre de l'art. 445 al. 4 I. Cr. Si pour le même fait du chef duquel il a été acquitté une erreur judiciaire fut commise dont réparation est aujourd'hui sollicitée, il lui importe peu que le réclamant succombe ou réussisse. Lavé de tout soupçon, il n'a rien à craindre ni à espérer. Il est irrévocablement à l'abri (1).

Il en serait d'une ordonnance de non-lieu comme de l'acquittement, du moins dans le cas où cette ordonnance est motivée en droit ; elle est alors revêtue de l'autorité de la chose jugée et la personne à qui elle s'applique ne peut en principe être reprise ni poursuivie à raison du fait apprécié par le magistrat instructeur. Au contraire il faudrait considérer comme intéressés *hoc sensu* : l'individu absous, l'arrêt d'absolution supposant une déclaration de culpabilité ; l'individu nommé dans une ordonnance de non-lieu basée en fait sur l'insuffisance des charges, la survenance de nouveaux indices permettant la reprise de l'inculpation.

(1) Tout autre serait le point de vue dans les législations qui, à la différence de la nôtre, admettent la révision au préjudice de l'accusé acquitté comme en faveur de l'accusé condamné. V. Péan, *op. cit.*, p. 289 et sq. — Lemoine. *De la révision des procès criminels et correctionnels*. Thèse p. 89 et sq.

En résumé, l'acquittement ou le non-lieu motivé en droit sont étrangers à notre texte, en ce sens qu'il n'y a pas à s'embarrasser de l'impossibilité de nouveaux débats inhérente à cette hypothèse. Il suffira pour un renvoi régulier que l'impossibilité n'existe pas vis-à-vis des véritables intéressés, c'est-à-dire vis-à-vis du demandeur en révision ou des individus suspectés soit comme vrai coupable, soit comme faux-témoin.

Mais n'encourons-nous pas ici le reproche de contradiction ? Voici en effet ce que nous avons dit : en faisant d'une cause d'acquittement, l'irresponsabilité pénale, un obstacle au renvoi, l'art. 445, al. 4, l. Cr. prouve que sous le nom de « parties » le législateur entend désigner des personnes non condamnées (1). Comment après cela, exclusion de cette catégorie précisément ceux-là mêmes qui, ayant été acquittés, devraient à nos yeux rentrer au premier chef dans les prévisions de la loi ? L'antinomie n'est-elle pas flagrante ?

Nous répondons négativement. Une irresponsabilité pénale actuelle, s'opposant au second procès, est susceptible de co-exister avec une condamnation antérieurement prononcée, parce que la cause d'impunité était inconnue des juges ou ne s'était pas encore produite. Il serait cependant arbitraire de prétendre qu'en s'exprimant comme il l'a fait, notre alinéa 4 s'est uniquement référé à cette éventualité. La formule générale, s'attachant à une circons-

(1) V. *suprà*, p. 30.

tance dont le résultat ordinaire est l'absence de toute poursuite et *a fortiori* celle de toute condamnation, comprend évidemment et par cela même au nombre des parties intéressées des individus qu'aucune répression n'est venue frapper. Comprend-elle à ce titre les personnes acquittées? La logique ne l'exige pas, et nous avons expliqué pourquoi nous adoptions la solution contraire. L'art. 445, al. 4, I. Cr. ne demeurera pas pour cela lettre morte dans la mesure où il régit les non-condamnés; il s'appliquera sans difficulté au cas de l'irresponsable qui n'a jamais été poursuivi et qu'au moment de la révision on ne peut songer à faire figurer dans l'instance de renvoi.

Tel est le sens exact de l'argument emprunté à la teneur de l'énumération légale; telle en même temps la manière dont cet argument se combine avec la détermination du groupe d'intéressés que nous avons maintenant à mettre en scène.

Examinons les impossibilités qui les concernent au point de vue du renvoi, en indiquant préalablement: d'une part que nous n'aurons pas à parler des circonstances impliquant une condamnation (prescription, exécution, remise de la peine); d'autre part que la demande de révision supposée admise, il y aura le cas échéant en vue des débats futurs, une cassation préliminaire unique, celle de l'arrêt contre lequel le recours est dirigé, le seul qui ait été rendu en l'espèce.

La position respective des parties en cause est, à une con-

damnation près, la même que dans l'hypothèse où il y a deux sentences répressives inconciliables relativement à l'auteur de l'infraction ou à sa preuve. Ici encore en effet, il existe une contradiction plus ou moins irréductible, non pas entre deux décisions de justice, mais entre une déclaration de culpabilité et les soupçons qui planent soit sur le vrai délinquant, soit sur le faux-témoin supposés. Lorsque, le demandeur en révision aura en face de lui l'auteur présumé du délit, l'erreur judiciaire dont le premier se prétend victime résultera seulement de la culpabilité prouvée du second. A qui le délit est-il imputable ? C'est là l'unique question que soulève dans ce cas la révision. Par suite la Cour Suprême, chargée de rechercher si une procédure orale peut se dérouler devant la juridiction de renvoi, devra se préoccuper de toutes les impossibilités matérielles ou juridiques capables de faire obstacle à la comparution et au jugement de celui sur qui pèse la suspicion du crime. Mettons à son tour en présence du réclamant, l'individu dont le témoignage apparaît mensonger. Ici la révision pose un problème différent : il s'agit de savoir si la fausseté reconnue de la déposition démontre l'innocence alléguée. On ne saurait assurément le dire sans vérifier l'existence du faux-témoignage ; là n'est point cependant l'objet réel d'un débat dont le but est de résoudre une opposition, non pas entre deux culpabilités exclusives l'une de l'autre, mais entre une attestation contraire à la vérité et la condamnation consécutive d'un accusé. Si on envisage

son contenu strict, on voit que le procès en réparation ne tend ni à faire poursuivre, ni à faire juger le faux-témoin. Par conséquent la Cour, pour casser sans renvoi tiendra compte des seules circonstances matérielles empêchant l'assistance de la partie au second procès. En définitive; l'annulation sans renvoi, au regard du vrai coupable supposé, postule l'impossibilité d'une comparution et d'un jugement nécessaires pour établir, au moyen de nouveaux débats oraux l'erreur judiciaire invoquée; au regard du faux-témoin supposé, cette annulation implique une simple comparution nécessaire, mais suffisante à l'obtention du même résultat.

Déduisons de ces considérations générales les conséquences qu'elles comportent.

Le demandeur en révision a-t-il à lutter contre le véritable criminel présumé? La Cour de Cassation statuera sans renvoyer l'affaire, si pour cause de décès, d'irresponsabilité pénale, d'excusabilité, de prescription de l'action publique, les deux intéressés ne peuvent être réunis dans une nouvelle instance contradictoire devant le juge du fait; dans le cas contraire, la Cour Suprême prononcera le renvoi après cassation.

Mais un nouvel aspect de la révision va nous montrer la lutte engagée entre le demandeur et un témoin dont la déposition à charge a sciemment altéré la vérité. La calomnie, si elle existe, sera ou non le signe irrécusable d'une erreur judiciaire; nous le saurons *a posteriori*,

l'instance terminée. La Cour Suprême le dira si une cause matérielle, décès, irresponsabilité due à la démence, empêche de confronter le témoin et le réclamant au moyen d'une procédure orale contradictoire. Dans tout autre cas, le soin de décider sera confié à un Tribunal de répression ; l'impossibilité juridique de poursuivre et de condamner le faux-témoin serait à ce point de vue un fait négligeable. Ainsi, que vis-à-vis de lui, l'action publique soit ou non éteinte par la prescription, le renvoi n'en devra pas moins être prononcé. Néanmoins, il faudrait, pour identité de motifs, répéter ici l'observation précédemment faite en ce qui touche la nécessité pour la Cour de Cassation de surseoir, lorsque l'individu soupçonné peut encore être traduit devant ses juges. Il y aura donc annulation avec renvoi toutes les fois que la partie non condamnée sera en état de comparaître, abstraction faite du droit de la poursuivre ; au contraire la Cour de Cassation statuera sur le fond, lorsque la présence du témoin aux seconds débats oraux sera irréalisable.

Or, si les choses se passent de la sorte, on verra s'étaler au grand jour du prétoire un spectacle peu édifiant : celui d'une personne convaincue d'un faux-témoignage dont elle n'a plus à répondre pénalement et de Magistrats dont les inutiles lumières ont réussi à découvrir un crime contre lequel ils sont désarmés ! Une telle situation est-elle acceptable ? A notre avis, elle s'impose et cela suffit. Il n'importe pas que l'auteur suspecté de la déclaration

mensongère n'ait plus de comptes à rendre à la Société, car la revision ne tend pas à faire constater sa culpabilité en vue d'en dégager par une déduction inévitable, comme cela se produit dans une autre hypothèse, l'évidence d'une condamnation injuste ; l'unique objet du procès est de rechercher dans quelle mesure le jugement argué d'erreur est inconciliable avec la déposition reconnue calomnieuse et si de cette dernière découle la preuve de l'innocence ; c'est la seule chose que la juridiction de renvoi ait à *juger* au sens étroit et technique de ce mot. Et puisque celui qui sollicite une réparation est en état de figurer à de nouveaux débats oraux, il convient d'y faire venir pour s'expliquer, se défendre au besoin, le témoin vivant et sain d'esprit dont la véracité est mise en doute et l'honneur en cause. On se récrierait vainement en présence de l'impunité assurée à une infraction dûment établie, car l'annulation sans renvoi s'accompagnerait de la même impunité. N'en est-il pas ainsi lorsque la Cour de Cassation opère elle-même la révision, au cas précédemment examiné où le vrai coupable possible est à l'abri de toute poursuite ? N'est-ce pas enfin un fait inéluctable toutes les fois que l'individu au profit de qui l'erreur a été commise ne peut plus être inquiété, quel que soit au surplus le mode de procéder auquel on se rallie, cassation avec ou sans renvoi ? Pour garantir pleinement les droits de l'innocence, le législateur s'est résigné à la reconnaissance judiciaire d'un crime que nulle répression ne frappera. Qui songerait à le lui reprocher ?

On se rappelle l'arrêt d'annulation sans renvoi rendu le 15 mars 1900 dans l'affaire Allain-Belleguy (1). La Cour invoque l'impossibilité de nouveaux débats oraux « soit sur le faux-témoignage avoué par la fille Lucas, soit sur le vol dont a été inculpée la femme Belleguy, parce que l'action publique est éteinte par la prescription ». Cette décision est amplement justifiée par l'extinction du droit de poursuite relativement à la demanderesse en révision ; mais ses motifs semblent bien indiquer que dans la pensée de la Cour Suprême, la prescription de l'action publique au regard du faux-témoin supposé est aussi de nature à entraîner le non-renvoi. Si telle est la doctrine de l'arrêt, nous ne saurions y souscrire ; on vient de voir pourquoi.

§ 3. — PROCÉDURE

L'article 445 d'Instruction Criminelle retrace les formes de procéder devant la Cour de Cassation, en matière de révision, et l'alinéa 4 précise certains points relatifs à l'annulation sans renvoi. Nous dirons quelques mots des règles ainsi posées.

La loi de 1867 avait eu soin de les formuler et celle de 1895 en conservait la teneur intacte. Sous l'empire de cette législation, c'était à la Chambre criminelle qu'il appartenait de statuer sans renvoi, après avoir constaté la receva-

(1) V. *suprà*, p. 36.

bilité du recours en la forme et au fond. Mais la loi du 1^{er} mars 1899, connue sous le nom de *loi de dessaisissement*, a remplacé par trois alinéas nouveaux les deux premiers alinéas de l'article 445, I. Cr. En vertu du texte ainsi modifié, la Chambre criminelle n'avait le pouvoir de statuer sur la demande de révision que si l'affaire était en état. Dans le cas contraire, après examen par cette même Chambre de la recevabilité au fond, le droit de décider était transféré aux Chambres réunies de la Cour de Cassation.

Enfin, la loi du 4 mars 1909 a abrogé purement et simplement celle du 1^{er} mars 1899 ; c'est le retour à l'ancien état de choses. Comme pour apprécier cette loi d'abrogation, force nous serait d'entrer dans des considérations politiques, nous nous abstenons purement et simplement de le faire.

Actuellement donc, comme avant 1899, la Chambre Criminelle seule est appelée à juger sans renvoi soit après enquête préalable, soit sans enquête.

On parle volontiers, en ce qui concerne la procédure de révision, de *rescindant* et de *rescisoire*, expressions empruntées à une autre voie de recours extraordinaire, la requête civile. Cette terminologie, appliquée à notre matière, éveille l'idée d'un renvoi après cassation. Le rescindant, c'est la partie de la procédure aboutissant éventuellement à l'annulation des « jugements ou arrêts et de tous actes « qui feraient obstacle à la révision », (art. 445, al. 2,

Inst. Crim.) et se terminant, s'il y a lieu, par la cassation préliminaire ; le rescisoire, c'est la partie de la procédure dans laquelle la juridiction de renvoi se prononce sur le fond. Mais quand il n'y a pas renvoi, le rescindant disparaît ; seul le rescisoire subsiste et il est alors du ressort de la Cour Suprême. C'est à cette particularité que fait allusion l'art. 443, al. 4, I. Cr. par les mots : « ... La Cour... *statuera au fond sans cassation préalable* » ni renvoi. » Pour procéder de la sorte, vérification faite de la recevabilité, elle examinera s'il existe des impossibilités à de nouveaux débats oraux entre toutes les parties, d'après les règles dont nous avons donné connaissance. Si le résultat de cet examen est affirmatif, elle le constate expressément et révisé elle-même le jugement attaqué.

Pourront être représentés dans l'instance, par l'intermédiaire d'un avocat, le demandeur ou s'il est décédé, le curateur nommé à sa mémoire par la Cour, et les parties lésées pour la conservation de leurs intérêts civils. Enfin la révision s'accomplit soit en annulant la condamnation injustement prononcée, soit en déchargeant la mémoire des morts.

Sur tous ces points il suffira de se référer au texte de l'article 443 al. 4 et à la procédure habituellement suivie devant la Chambre Criminelle.

§ 4. — OBSERVATIONS CRITIQUES

Au terme de notre Chapitre premier, il apparaît que la sphère de la cassation sans renvoi englobe d'assez nombreuses hypothèses déterminées par la nécessité de prononcer sur pièces, dans l'impossibilité où l'on se trouve d'instituer des débats contradictoires entre toutes les parties. Ce criterium était on l'a vu, celui des auteurs de la loi de 1867 et le législateur de 1893 ne l'a point abandonné. Il consiste essentiellement à distinguer le procès oral réservé au tribunal répressif, et l'instruction par écrit confiée à la Cour Suprême, en accord du reste avec les formalités en usage près de l'une et de l'autre juridiction.

De cette manière de voir découlent deux conséquences tout à fait remarquables et maintenant en pleine lumière : d'une part la Cour de Cassation, sortant de son rôle organique, devenant un juge du deuxième et du troisième degré, est chargée de statuer en fait, et l'explication d'une compétence aussi anormale serait fournie par un motif de pure forme. D'autre part, l'unique problème que soulève au fond la révision, celui de l'innocence ou de la culpabilité du condamné, n'est pas invariablement résolu par les tribunaux judiciaires du même ordre.

Ce cas il est vrai n'est peut-être pas aussi insolite qu'on pourrait le penser, et ne présente-il pas quelque analogie avec le suivant : aux termes de l'article 76 du code de Jus-

tice Militaire, lorsque la poursuite d'un crime, d'un délit ou d'une contravention comprend des individus non justiciables des tribunaux militaires, et des militaires ou autres individus justiciables de ces tribunaux, tous les prévenus indistinctement sont traduits devant les tribunaux ordinaires. Il en résulte que le militaire, complice d'un civil sera poursuivi devant les tribunaux ordinaires ou non, suivant qu'au moment de la poursuite, le civil peut encore en faire l'objet, ou ne le peut plus, par exemple en cas de décès ou d'irresponsabilité pénale.

CHAPITRE SECOND

Second cas de Cassation sans renvoi : l'annulation de l'arrêt a l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit.

La rubrique du présent chapitre reproduit textuellement la teneur de l'art. 445, al. 5, I. Cr. Cette disposition est due à la loi de 1895 ; elle ne figurait pas dans les textes antérieurs.

On n'a pas oublié que le Code d'Instruction criminelle de 1808 ignorait la cassation sans renvoi après révision (1) ; ce n'est donc pas dans la législation impériale qu'il faut aller chercher l'origine d'une règle excluant la nouvelle intervention des juges du fait. Il en est à cet égard de l'al. 5 comme de l'al. 4 de l'art. 445. Avec la loi du 29 juin 1867 apparaît, il est vrai, l'institution dont nous faisons l'étude ; mais ceux qui l'ont introduite n'avaient pas cru devoir adopter la formule générale prise pour titre de

(1) V. *suprà*, p. 6, note et *passim*.

notre seconde partie. On s'était cependant avisé qu'au premier cas de révision, si l'existence de la prétendue victime d'un homicide venait à être démontrée, aucune infraction ne restant alors à juger, il était superflu de saisir une juridiction de renvoi, et c'est en vue de cette éventualité que le législateur de 1867 avait édicté un article 447 ainsi conçu : « Lorsqu'il s'agira du cas de révision exprimé au n° 1^{er} de l'art. 443, si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé ».

Cette rédaction modifiée dans un sens qui l'étend à toutes les hypothèses de révision, est devenue en 1895 l'al. 5 de l'art. 445, l. Cr. actuel. Disons brièvement à la suite de quelles péripéties.

Lors de l'élaboration de l'art. 447, dont nous venons de rapporter les termes, on n'avait envisagé dans une vue par trop superficielle des choses que la première cause de révision, c'est-à-dire l'hypothèse où la demande étant accueillie comme suite de l'inexistence prouvée du délit, la matière de toute instance criminelle ultérieure disparaît inévitablement. Or — nous le montrerons plus loin et il est aisé de l'apercevoir dès maintenant — une situation identique peut toujours se présenter lorsqu'il y a lieu de réviser ; il en est ainsi notamment lorsque l'erreur judiciaire est alléguée soit sur le fondement de deux condamnations inconciliables prononcées pour le même fait, soit à

raison d'une condamnation pour faux-témoignage porté contre un accusé ou un prévenu. C'est pourquoi la loi du 8 juin 1895 a généralisé dans notre alinéa 5 le texte restrictif de sa devancière. Ce n'est pas toutefois sans quelque hésitation que cette extension fut réalisée. La Chambre des Députés avait en effet tout d'abord accepté, pour la partie finale du nouvel article 445, la rédaction suivante : Lors-
« qu'il s'agira des cas de révision exprimés aux nos 1 et 4
« de l'art. 443, si l'annulation de l'arrêt..... etc... (le reste
« comme ci dessus). » C'était la formule ancienne à laquelle s'ajoutait la mention du « fait nouveau » qui allait entrer dans notre Code d'Instruction Criminelle à titre de quatrième motif de révision. Au Sénat, les choses allèrent autrement. La Commission, chargée d'examiner le texte voté par la Chambre, estima que la disposition discutée devait être applicable à tous les cas prévus à l'art. 443. En conséquence elle demanda la suppression du premier membre de phrase inséré dans l'al. 5 de l'art. 445 et la Haute-Assemblée se rallia sans débat à cette manière de voir (1).

Telle est l'origine de la disposition dont nous avons à expliquer le sens ; ce coup d'œil rétrospectif ne sera pas inutile à notre dessein.

Est-il besoin de justifier le changement dû à l'initiative du Sénat ? Il est bien évident qu'en admettant dans le

(1) Sirey, *Lois Annotées*. 1895. p. 1094. n° 7. — Adde Dalloz, 1895. 4. p. 82. n° 2.

domaine de la révision le « fait nouveau » et en organisant l'annulation sans renvoi, lorsqu'il ne laisserait trace d'aucun délit, le législateur de 1895 devait logiquement, pour la même hypothèse, proscrire le renvoi dans toutes les circonstances spécifiées à l'art. 443, I. Cr. et non pas seulement dans celles que précisent les numéros 1 et 4. Ce dernier comprend dans son ampleur toutes les causes possibles de la révision ; les condamnations contradictoires ou le faux-témoignage (n° 2) ne sont que des espèces particulières de fait nouveau et le principe posé en vue du cas le plus général était nécessairement appelé à régir les cas spéciaux auxquels les lois antérieures avaient limité la réparation promise à l'innocence.

Faut-il d'autre part insister longuement sur la véritable nature de l'obstacle qui s'oppose ici au renvoi ? De même que dans le Chapitre premier, c'est encore à une impossibilité de nouveaux débats que nous avons affaire, et cette impossibilité est juridique. Matériellement le procès pénal pouvait sans doute recommencer entre les parties supposées présentes. Mais une telle procédure serait un vain simulacre, sans base comme sans objet parce qu'il ne reste rien à juger ; le succès de la demande en révision et l'anéantissement consécutif de l'injuste sentence ont effacé tout vestige d'une infraction quelconque. Somme toute, les deux derniers alinéas de l'art. 445 auraient pu être fondus dans un texte unique se référant à l'impossibilité des seconds débats quelle qu'en soit la source. C'eût été tout à la fois

plus simple et plus clair ; l'histoire de notre institution nous a fait connaître pourquoi il n'en est pas ainsi. Dans notre matière, comme dans beaucoup d'autres, nous possédons une législation en quelque sorte stratifiée ; chaque époque apporte sa réforme. les textes se superposent et se compliquent à défaut d'un remaniement d'ensemble trop rarement effectué.

Quoiqu'il en soit, demandons-nous en quoi consiste l'impossibilité en face de laquelle nous nous trouvons. Elle a soulevé des difficultés auxquelles il était vraiment permis de ne pas s'attendre.

§ 1^{er} INTERPRÉTATION DE L'ART. 445 AL. 5 I. CR.

Essayons d'abord de fixer à l'aide de quelques exemples ce que nous avons appelé ailleurs une signification *minima* à défaut de laquelle le texte à interpréter devrait être rayé de nos codes. Ce point étant mis à l'abri de toute contestation, le terrain sera ainsi déblayé.

Voici un individu puni pour homicide. Postérieurement à sa condamnation, on découvre le prétendu homicidé vivant et intact. Une erreur singulière avait fait croire tout à la fois à la mort et à un crime ; hypothèse d'école, assurément inconnue de la pratique, cependant écrite dans la loi. Si le condamné se pourvoit en révision et si, sa demande ayant été admise, le jugement qui l'a frappé est

annulé, la cassation ne laissera rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit ; aucun renvoi ne sera ordonné par application de l'art. 445, al. 5 I. Cr.

Nous en dirons autant du cas où deux jugements répressifs auraient été rendus pour le même fait contre deux inculpés, en dehors de tout lien de coopération à titre de co-auteur ou de complice. Mais, dira-t-on peut-être, comment concevoir ici la disparition de tout acte de nature à tomber sous le coup d'une disposition pénale ? Il est vrai que cette particularité n'est pas impliquée, comme précédemment, par les données mêmes de l'instance en révision ; la condition exigée par notre alinéa 5 sera cependant remplie si on suppose ainsi que nous avons eu déjà occasion de le faire (1), la survenance d'une loi enlevant à l'infraction châtiée par des décisions inconciliables tout caractère délictueux. La rétroactivité attachée aux textes abrogatifs de pénalité met à néant le délit imputé par erreur à un innocent ; après cassation des deux condamnations contradictoires, il n'y a plus matière à aucun procès devant une juridiction de renvoi.

Enfin, il est facile de comprendre que le faux-témoignage, s'il a été relatif à la réalité même du crime ou le fait nouveau, s'il fournit une explication licite des résultats incriminés, sont exclusifs de tout renvoi parce qu'ils en suppriment radicalement l'objet.

A l'inverse, la reconnaissance de l'erreur judiciaire peut

(1) P. 9, note 1.

transformer l'homicide supposé en un délit méconnu de coups et blessures ; on avait cru morte une personne simplement victime de voies de fait plus ou moins graves (1). Nous avons aliment pour une nouvelle instance. De même lorsque les agissements au sujet desquels deux condamnations contradictoires ont été prononcées seront encore réprimées pénalement au moment où la révision est provoquée, lorsque le mensonge du témoin aura porté sur la personne du délinquant et non sur l'existence de l'infraction, lorsque le fait nouveau bien qu'étant de nature à établir l'innocence du condamné, ne fera pas pour autant disparaître tout acte criminel, nous dirons que dans ces trois dernières situations comme dans la première, on est en dehors des prévisions de l'article 445 al. 5, I. Cr. et que par conséquent le renvoi après cassation est inévitable ; il subsiste quelque chose susceptible d'être qualifié crime ou délit.

Toutes ces idées sont des plus simples, l'antithèse qu'elles expriment s'offre en quelque sorte d'elle même à l'esprit. Illustrons-les au moyen d'espèces puisées dans les décisions de la jurisprudence.

A la suite d'un arrêté d'expulsion, le nommé Czerski

(1) Il y aurait dans cette hypothèse, d'ailleurs fort rare comme le cas de révision auquel elle se rattache, fausse qualification par suite *d'une erreur de fait*, ce qui permettrait l'application des art. 443 et suiv. I. Cr., à la différence de la fausse qualification par suite *d'une erreur de droit*, qui ne saurait être redressée qu'au moyen des voies de recours ordinaires ou d'un pourvoi en cassation.

s'était vu déférer aux juges correctionnels pour avoir enfreint l'ordre de police lui interdisant le séjour sur notre territoire. Cet expulsé était en réalité Français et l'inculpation n'avait aucun fondement, la matérialité même de l'infraction faisant défaut. Mais le tribunal ignorait la véritable nationalité du prévenu qui ne se révéla que plus tard et Czerski fut condamné. Sur pourvoi en révision en vertu de l'article 443, 4^e I. Cr., la Cour annule sans renvoi « attendu qu'il ne reste rien à juger » (1). C'est là un exemple très clair de la circonstance à laquelle se rapporte notre alinéa 5 ; citons en un autre sur lequel on a, il est vrai, discuté, quoiqu'il semble être juridiquement identique au précédent.

Un sieur Cabirol, préposé à la perception du prix de l'entrée dans un bal public, avait reçu en cette qualité une pièce de 20 francs, dont il devait rendre la monnaie. Requis de le faire quelques instants après, il s'y refusa prétextant que ladite pièce ne se retrouvait pas dans la recette confiée à ses soins. Les faits entraînèrent des poursuites sur la prévention d'abus de confiance, et une condamnation à 48 heures d'emprisonnement. Or, une enquête postérieure vint établir que les 20 francs confondus avec d'autre numéraire étaient passés par mégarde des mains de Cabirol dans celles d'un tiers qui se les était indûment appropriés. Il n'y avait donc abus de confiance ou autre infraction qualifiée ni au regard du tiers, simple bénéfi-

(1) 6 juill. 1899. S. 01. 1. 297.

ciaire d'une erreur, ni au regard de Cabirol, victime d'une méprise impliquant son entière bonne foi. A la vérité, ce dernier s'était mis hors d'état de représenter une valeur dont il avait reçu le dépôt ; mais les conditions dans lesquelles il s'était dessaisi au profit d'une tierce personne enlevaient à cet acte tout caractère délictuel. C'est ce que la Cour Suprême constate en ces termes : « Attendu que le fait tel qu'il résulte de l'enquête exclut le délit d'abus de confiance qui avait motivé la poursuite et ne contient les éléments constitutifs d'aucun autre délit ; que, par suite, aux termes du dernier paragraphe de l'article 445, I. Cr... aucun renvoi ne doit être prononcé » (1).

En définitive le système de la loi s'analyse dans une double proposition qui délimite d'une manière très nette les pouvoirs de la Cour de Cassation :

La révision étant recevable, l'annulation du jugement attaqué ne laissera place à aucun indice de crime ou de délit, soit parce que la matérialité des faits incriminés n'a jamais existé (p. ex. af. Czerski), soit parce qu'ayant existé, elle ne présentait pas les éléments constitutifs d'une infraction quelconque (p. ex. affaire Cabirol). La Cour est alors dans l'obligation de casser sans renvoi. Au contraire, après annulation, un crime ou un délit va survivre à la charge du demandeur en réparation ou de

(1) Cass. Crim. 28 janvier 1905. *Bull. Crim.* 1905. n° 44. Cf. Rapport Moras, *op. cit.*, p. 356-358. — Concl. P. G. Baudouin, *op. cit.*, p. 263.

tout autre. Dans cette hypothèse, il devra y avoir renvoi après cassation, à moins qu'une des impossibilités étudiées dans notre Chapitre 1^{er} ne vienne s'y opposer (1).

Le lecteur se croira sans doute suffisamment édifié et pensera que tout est dit sur un texte dont la limpidité lui aura probablement paru éclatante. Qu'il se détrompe ! S'il veut se donner la peine de parcourir les annales judiciaires, il ne manquera pas de se sentir troublé dans sa foi à une interprétation qui avait pu lui sembler inattaquable et il aura le droit de s'en montrer surpris. Il y a dans les Codes de tous les pays des textes plus ou moins ambigus ; il faudrait pour s'en étonner, n'avoir jamais réfléchi à la difficulté grande que présente la confection de toute œuvre législative, ensemble de formules abstraites qui doivent être assez larges pour embrasser le domaine entier qu'elles sont appelées à régir et en même temps assez précises pour guider sûrement le juge. Qualités opposées, presque contradictoires ! La controverse existe donc et ne peut pas ne pas exister. Mais là où le paradoxe commence, c'est lorsqu'on se voit contraint de reconnaître qu'une règle légale formelle, explicite, impérative, sans aucune équivoque dans l'expression, aboutit à la mise en œuvre d'un droit d'appréciation arbitraire que la Cour Suprême s'attribue ! Tel est en effet le phénomène inat-

(1) C'est en raison de la réserve mentionnée au texte que l'alinéa 5 parle seulement d'annulation « à l'égard d'un condamné vivant ». Quand le condamné est mort, le renvoi n'est jamais possible.

tendu, en quelque sorte mystérieux dont ses arrêts nous offrent le tableau ; leur examen détaillé va permettre de le dérouler sous nos yeux. En outre, nous recueillerons, chemin faisant, de nouvelles espèces qui acheveront de nous éclairer sur le second cas d'annulation sans renvoi.

Assurément nul ne conteste pour l'alinéa final de l'art. 445 I, Cr. le sens *minimum* auquel on s'est attaché jusqu'à présent. Toutes les fois qu'il sera constant que la cassation de l'arrêt injuste doit anéantir jusqu'au semblant même du crime ou du délit prétendus, il y aura lieu d'écarter le renvoi ; tout le monde est d'accord sur ce point. Or, — et ici la discussion s'élève — le non-renvoi n'est-il pas également exigé par l'alinéa 5 dans les cas où l'infraction ne disparaissant pas au sens absolu et métaphysique de ce mot, il faut cependant considérer, en donnant au texte une signification relative, que l'annulation ne laisse rien subsister qui soit susceptible d'être qualifié pénalement ?

Cette question a surtout été agitée au moment de la deuxième révision Alfred Dreyfus et après l'arrêt du 12 juillet 1906. Elle s'était à notre avis posée antérieurement ; mais l'émotion et les luttes passionnées suscitées par le procès de Rennes et la cassation sans renvoi dont il fut suivi eurent pour résultat de mettre au premier rang de l'actualité un problème strictement juridique et chacun juriste ou profane, prétendit en donner la solution. Nous le tenterons à notre tour, en nous

enfermant strictement, cela va sans dire, dans la sphère du droit.

On se souvient qu'Alfred Dreyfus avait été renvoyé, après révision, devant le Conseil de Guerre de Rennes. Condamné par ce tribunal, le 9 septembre 1899, à dix ans de détention et à la dégradation militaire, il sollicita une nouvelle révision, en vertu des dispositions des art. 443, 4° et 444, I. Cr. Saisie par son Procureur Général et sur l'ordre du Garde des Sceaux, la Chambre Criminelle rendit, le 5 mars 1904, un arrêt préparatoire déclarant la demande recevable en la forme et ordonnant une instruction supplémentaire à laquelle il fût procédé conformément à l'alinéa 2 de l'ancien art. 445, I. Cr. (On était alors sous l'empire de la loi de dessaisissement). Le 12 juillet 1906 intervint la décision sur le fond par laquelle les Chambres réunies de la Cour de Cassation annulaient sans renvoi la sentence des juges militaires de Rennes (1).

L'arrêt ainsi rendu constate d'abord que de divers moyens proposés à l'appui de la demande il appert « que des faits
« nouveaux ou des pièces inconnues du Conseil de Guerre
« de Rennes sont de nature à établir l'innocence du con-
« damné ; qu'ils rentrent dans le cas prévu par le
« quatrième paragraphe de l'art. 443, I. Cr. et doivent
« entraîner l'annulation du jugement de condamnation
« rendu contre Dreyfus ». Et la Cour ajoute : « Qu'il y a

(1) S. 07. 1. 49 et sq. — D. P. 08. 1. 553 et sq.

« lieu de rechercher, au fond, s'il faut dans la cause
« appliquer le paragraphe final de l'art. 445 aux termes
« duquel..... (suit la teneur de l'al. 5). Pour savoir ce
qu'il en est à ce dernier point de vue l'arrêt se livre à la
critique des charges sur lesquelles reposait la prévention,
notamment de la plus importante d'entre elles, le bordereau
imputé à Dreyfus et annonçant à l'agent d'une puissance
étrangère l'envoi de documents intéressant la défense
nationale. La Cour Suprême tient pour acquis et affirme
à diverses reprises que ni par son écriture, ni par son
contenu, le bordereau ne peut être l'œuvre de l'inculpé ;
elle regarde au contraire comme démontré que le document
accusateur émane d'un tiers, le Commandant Esterhazy.
Voici maintenant la conclusion : « Attendu en dernière
« analyse, que de l'accusation portée contre Dreyfus, rien
« ne reste debout, et que l'annulation du jugement du
« Conseil de Guerre ne laisse rien subsister qui puisse à
« sa charge être qualifié crime ou délit — Attendu dès
« lors, que par application du paragraphe final de l'art. 445
« aucun renvoi ne doit être prononcé.....»

Il importe de déterminer rigoureusement les éléments
du problème qui va nous occuper et pour cela de fixer
avec soin la portée juridique du second arrêt de révision
Dreyfus. Dans l'espèce dont la Cour avait à connaître, on
était en face d'un crime réellement accompli et la décision
à rendre ne pouvait être motivée par l'inexistence de l'in-
fraction. Aussi les considérants élaborés par les juges de

1906 tendent-ils uniquement à rejeter sur un autre que l'accusé la paternité des faits attestés par la pièce dite « bordereau ». « Attendu, y est-il dit, que..... il reste acquis « que le bordereau a été écrit par Esterhazy et non par « Dreyfus ; — Attendu que le bordereau ayant été écrit par « Esterhazy, on ne comprend pas, dans l'état de la procé- « dure, comment les pièces dont il annonçait l'envoi, « auraient été fournies par Dreyfus puisqu'on n'allègue « même pas qu'ils se soient connus ». Et comme on pré- tendait, à la charge de l'inculpé, que « le texte seul de cette « lettre missive (le bordereau), quelle que soit l'écriture, « impliquait par lui-même un acte de trahison imputable « à un officier d'artillerie ayant passé par les quatre « bureaux de l'état-major général, conséquemment sta- « giaire de deuxième année, lequel ne pouvait être que « Dreyfus », l'arrêt dans une série de longs attendus, établit que diverses circonstances de fait ne s'accrochent pas de cette thèse, tandis qu'au contraire elles confirment celle qui voit dans Esterhazy le vrai coupable.

Ainsi d'après les données de l'affaire, telles qu'elles sont relevées par la Cour, il y a eu incontestablement une trahison, mais l'auteur de cet acte n'est pas le condamné de 1894 et de 1899. Cela revient à dire, pour reprendre la terminologie légale, que malgré l'annulation du jugement de Rennes, il restait encore quelque chose pouvant être qualifié crime ou délit. Cependant la Cassation a eu lieu sans renvoi ; nous sommes en dehors du criterium qui tout

à l'heure paraissait se dégager tout naturellement de l'art. 445, al. 5 I. Cr., et nous voilà déroutés.

Recherchons d'abord si elle n'aurait pas quelque précédent capable de faire un peu de lumière sur les raisons d'une interprétation au premier aspect déconcertante. On a soutenu qu'il fallait voir un pareil précédent dans une affaire Taïeb ou Chaïeb-ben-Amar (1) qui offrait les particularités suivantes :

Un soldat du 1^{er} régiment de tirailleurs algériens, sous le matricule n° 7823, et nommé Chaïeb-ben-Amar a été déclaré déserteur, le 12 février 1892, après avoir manqué à l'appel du 4 février. Le 20 janvier 1893, à Milianah, un individu ayant dit se nommer Chaïeb-ben-Amar et être déserteur, est venu se constituer prisonnier au commissariat de police ; dans l'instruction à laquelle il a été procédé, il a persisté à déclarer s'appeler Chaïeb-ben-Amar, et le 30 mars 1893 il a été condamné *sous ce nom* à 3 ans d'emprisonnement par le Conseil de Guerre d'Alger, comme étant le déserteur de 1892. Cet individu qui, après avoir subi une partie de la peine prononcée contre lui avait été grâcié du surplus et envoyé au 1^{er} régiment de tirailleurs, a, le 2 février 1896, manqué à l'appel, et, arrêté le 5 février par la gendarmerie, il a déclaré ne pas s'appeler Chaïeb-ben-Amar mais Taïeb-ben-Amar, ancien soldat au 2^e régiment de tirailleurs algériens, sous le n° matricule 1872, lequel était présent à son corps en février

(1) Cassation, 22 janvier 1898. D. P. 1900. 1. 137-143 4^e espèce.

1892, à l'époque de la désertion de Chaïeb-ben-Amar et a été régulièrement libéré du service militaire le 20 mai 1892. L'exactitude de cette déclaration a été établie par un jugement en reconnaissance d'identité du Conseil de Guerre d'Alger, en date du 28 juillet 1896.

L'auteur de la note du Dalloz se borne à déclarer, sans plus s'expliquer à cet égard que cet arrêt rentre dans la catégorie des arrêts, où, bien qu'il n'y ait eu disparition de la criminalité qu'*in personam* seulement, il n'y a pas eu renvoi en raison de la certitude reconnue de l'innocence. Il n'est pas impossible de suppléer à cette lacune, voici comment on peut raisonner : il y avait, dans cette affaire, condamnation injuste d'un innocent, et pour un délit commis par un autre, il y avait donc disparition de la culpabilité *in personam* seulement.

Ce raisonnement serait inattaquable si Taïeb-ben-Amar avait été condamné, sous sa vraie personnalité, en tant que Taïeb-ben-Amar, pour un crime commis par Chaïeb. Mais il n'en est rien, et, au moment même du procès il s'agissait d'un crime dont le véritable auteur était connu. On ne peut donc pas dire vraiment qu'il y ait eu erreur judiciaire, condamnation d'un innocent pour un coupable, il n'y avait qu'une erreur d'identité. Là où est Chaïeb, là seulement est la désertion du 12 février 1892 : si ce n'est pas Chaïeb qui est devant les juges du 30 mars 1893, il n'y a plus de désertion. Dans la révision de la condamnation de Taïeb, la désertion de Chaïeb est un fait absolu-

ment étranger à cette révision ; et cela est tellement vrai que la question de savoir si Chaïeb est réellement coupable ou non du crime de désertion est totalement indifférente à la reconnaissance d'innocence de Taïeb, et la Cour ne doit ni ne peut s'en occuper. La criminalité de Taïeb est donc disparue *in rem* et non pas seulement *in personam* (1).

C'est ce que la Cour de Cassation a pensé : « Attendu —
« dit-elle — que l'annulation du jugement à l'égard de
« Taïeb-ben-Amar ne laissera rien subsister qui puisse
« être qualifié crime ou délit en ce qui concerne les faits
« pour lesquels cet individu a été condamné le 30 mars
« 1893. » (2)

La Cour ne dit pas, remarquons-le, comme dans l'arrêt de la seconde révision Dreyfus que l'annulation du jugement rendu contre Taïeb-ben-Amar ne laisse rien subsister qui puisse, à *sa charge*, être qualifié crime ou délit.

On peut se demander si, dans cette affaire, il y avait réellement lieu à révision ; en effet, dès que la personnalité de Taïeb est établie par un jugement de reconnaissance d'identité, la décision de condamnation prononcée contre Chaïeb cesse *ipso facto* de lui être applicable, et on ne voit pas comment le Ministère Public aurait pu, à partir

(1) Rapport Moras *op. cit.*, p. 356. Cf. Ballot-Beaupré. Rapport sous cassation 3 juin 1899 S. 1900. 1. 301. Garraud, note sous cass. 22 avril 1898. D. P. 1900. 1. 141. *Contrà* : Proc. Gén. Beaudoin. Conclusion *op. cit.*

(2) Peut-on dire que si on envisage *in abstracto* cet attendu, la Cour a aussi bien pu vouloir dire : rien ne subsiste de l'inculpation, sens relatif, que : rien ne subsiste de l'infraction, sens absolu : nous ne le pensons pas.

de ce moment, exécuter contre un individu reconnu légalement être Taïeb, un jugement de condamnation rendu contre Chaïeb. En rendant à Taïeb sa personnalité, le jugement d'identité lui rendait son innocence.

En résumé, abstraction faite de cette dernière espèce, si toutefois l'on adopte notre interprétation en ce qui la concerne, des diverses hypothèses concrètes de révision examinées jusqu'ici se dégage aisément le système que voici : il doit y avoir cassation sans renvoi, quand l'annulation du jugement entrepris fait s'évanouir tout acte revêtant un aspect délictuel. Alors, suivant une terminologie empruntée à la doctrine (1), l'infraction et la culpabilité disparaissent *in rem*, c'est-à-dire d'une manière absolue, *ergà omnes*. Personne n'est coupable, ni le demandeur en révision, ni aucun autre. Nous savons que tout le monde accepte ce minimum d'application pour notre alinéa 5. Mais la Cour de Cassation est également appelée à se prononcer au fond, même quand après annulation on se trouvera encore en présence d'un acte de nature à être incriminé (2). Alors l'infraction et la culpabilité disparaissent seulement *in personam*, c'est-à-dire d'une manière relative et uniquement vis-à-vis de celui qui réclame justice. Si le condamné est innocent, il y a quelque part un agent coupable ou tout au moins exécuteur du délit. Or, à peine a-t-on développé cette conclusion que l'impossibilité

(1) V. Roux, note sous Cass. 12 juillet 1906. S. 07. 1. 49.

(2) Abstraction faite évidemment des cas d'impossibilité de nouveaux débats oraux, dans les termes de l'alinéa 4.

de l'admettre saute aux yeux. Le non-renvoi se produirait quand il n'y a pas de culpabilité *in rem*, ou *in personam* ! Autant dire que le non-renvoi est la règle et une règle sans exception, car la révision est inconcevable en dehors de l'inexistence du crime, soit *ergà omnes*, soit au regard du condamné. Qui oserait soutenir la conformité d'une pareille doctrine avec les textes ? Est-ce donc là vraiment celle de la jurisprudence ? Pour le croire, nous avons besoin de nous convaincre qu'il n'est point d'autre explication plausible des décisions dont nous avons donné la substance.

Malheureusement celles-ci sont extrêmement sobres de motifs juridiques et à cet égard, elles affirment plus qu'elles ne prouvent. Aussi estimons-nous que pour les bien comprendre, il est indispensable de les situer dans l'ensemble des arrêts où s'est affirmée la théorie de la Cour Suprême en notre matière.

Prenons pour point de départ une remarque suggérée par les espèces que nous avons rapportées. Dans chacune d'elles, les magistrats chargés de réviser avaient acquis la certitude de l'innocence ; telle est du moins l'affirmation dont ils ont soin de faire suivre l'exposé des faits relevés et appréciés par eux, avant d'aboutir à la cassation sans renvoi. Cette préoccupation s'accuse toujours avec la même netteté sous la diversité des formes, aussi bien dans l'affaire Czerski que dans l'affaire Cabirol, et que

dans le procès Dreyfus (1). La Cour statue au fond après s'être assurée de la non-culpabilité.

A côté de ces décisions, nous allons placer maintenant des arrêts de renvoi d'où surgiront peut-être par opposition des aperçus instructifs.

Le 6 octobre 1893, Gabrielle Pelosi se voit infliger un mois de prison par le tribunal correctionnel de la Seine pour infraction à un arrêté d'expulsion. Or, il se trouve qu'elle est Française, comme née en France de parents qui ne l'ont pas reconnue ; on l'apprend par son acte de naissance produit au cours d'une seconde poursuite dirigée contre elle, en 1896. Saisie d'un recours pour fait nouveau, la Cour casse le jugement entaché d'erreur et renvoie l'intéressée devant le tribunal de Versailles (2). Cette affaire éveille inévitablement le souvenir de la révision Czerski et le lecteur, amené à comparer les deux espèces, s'étonne de la divergence des solutions. N'y a-t-il pas de part et d'autre tout à la fois absence de délit et innocence

(1) Signalons encore dans le même ordre d'idées un arrêt récent de la Chambre Criminelle (2 avril 1909. Gamard, communiqué par l'Administration du *Recueil des Sommaires*). La Cour y casse sans renvoi une condamnation prononcée pour tentative d'escroquerie à raison de faits ayant ultérieurement motivé à l'encontre d'une autre personne, une décision répressive pour usage de faux. Il résultait de l'instruction que le condamné Gamard avait été la victime inconsciente d'agissements frauduleux à la suite desquels le recouvrement d'une facture revêtue d'un acquit falsifié lui avait été confié par un tiers plus tard poursuivi et jugé de ce chef. Or cette circonstance, exclusive de culpabilité, était inconnue du tribunal. L'innocence du demandeur en révision ne faisait aucun doute et par cette particularité, l'arrêt dont il s'agit appartient à la famille de ceux que nous rappelons au texte.

(2) 22 avril 1898. D. P. 1900. 1. 137.

certainé? Les considérants de chaque arrêt ne sont-ils pas également affirmatifs sur ces deux points? Nulle différence juridique, fût-ce la plus légère, n'apparaît; les faits eux-mêmes sont identiques. Cependant, il existait dans le cas de Gabrielle Pelosi certaines circonstances non expressément retenues par la Cour, il est vrai, mais propres à incliner sa décision dans le sens du renvoi. Tout d'abord, d'après les déclarations mêmes du réquisitoire, on se demandait si l'erreur judiciaire n'était pas due au fait de la partie condamnée, celle-ci ayant, pour une cause ou pour une autre, dissimulé sa nationalité. En outre, la qualité de Française, simplement probable, faisait encore l'objet de quelque incertitude parce qu'on ne savait pas si l'inculpée n'avait point été reconnue en Italie par sa mère. De ces hésitations manifestées aux débats sans que la Chambre Criminelle ait pu les dissiper complètement, il n'y a nul écho dans son arrêt, à ce point de vue mal rédigé; il est néanmoins permis de dire que le renvoi après cassation s'accompagne ici d'un doute non exprimé, mais réel, sur le bien fondé de la révision (1).

La relation entre ces deux éléments est surtout sensible dans une espèce caractéristique à propos de laquelle, pour le noter en passant, on songe malgré soi à la fragilité des jugements humains et à la nécessité d'ouvrir toute grande la porte à la réparation de l'erreur. Deux personnes meurent à la suite d'un empoisonnement. On incrimine

(1) V. Rapp. Moras. *op. cit.*, p. 360. — P. G. Baudouin, *op. cit.*, p. 261.

mine le conjoint de l'une des victimes et la Cour d'assises le condamne. Pourtant le soupçon d'injustice ne tarde pas à planer sur la sentence ainsi rendue : certaines constatations semblent établir que s'il y a bien eu intoxication, celle-ci fut la conséquence d'émanations d'oxyde de carbone provenant d'un four à chaux voisin. C'est l'affaire Druaux, exemple typique de fait nouveau. Avant la loi de 1895, aucune demande de révision n'eût été possible ! Devant la Cour de Cassation, le Procureur Général concluait à une annulation sans renvoi parce que l'inexistence de tout crime en la cause lui paraissait amplement prouvée ; il requérait donc l'application de l'article 445, al. 5. La Cour, au contraire, ne croyait pas l'innocence établie d'une d'une manière péremptoire et les motifs sur lesquels elle se base énoncent formellement son appréciation à ce sujet. Après avoir passé en revue les diverses particularités invoquées par le pourvoi, elle ajoute que cet ensemble de faits « autorise le doute » sur la culpabilité de la femme Druaux (1). Elle ordonne en conséquence le renvoi.

En nous maintenant dans les limites de l'interprétation la plus modérée, nous pouvons à présent voir se dessiner très nettement dans la jurisprudence une conception, ou si l'on aime mieux une tendance d'après laquelle le criterium de l'annulation sans renvoi visé par notre alinéa 5 serait la conviction acquise de l'innocence prétendue. Nous serions au besoin confirmés dans cette impression par

(1) Cass. Crim. 26 juin 1896. D. P. 97. 1. 54.

d'autres documents judiciaires. Et par exemple, le premier arrêt de révision Dreyfus ne suppose-t-il pas l'adoption implicite d'un système qui se révèle ailleurs en termes explicites? Rien de moins catégorique en effet, que les considérants par lesquels les Chambres réunies justifient la cassation avec renvoi, dans leur arrêt du 3 juin 1899 (1). Ils sont condensés dans cette phrase d'allure très réservée : « Attendu que ces faits (ceux exposés dans les attendus « précédents) inconnus du Conseil de guerre qui a prononcé la condamnation tendent à démontrer que le bordereau n'aurait pas été écrit par Dreyfus... » Ainsi la non-participation de ce dernier au crime n'est point démontrée et la Cour renvoie en vertu de l'article 445, sans même spécifier si elle statue de la sorte par application de l'al. 4 ou de l'al. 5. M. le Président Ballot-Beaupré s'attachant dans son rapport (2) à cette non-culpabilité encore problématique insistait sur les caractères du fait nouveau dans lequel, disait-il, la loi n'a pas entendu renfermer exclusivement le fait apportant l'évidence immédiate et définitive de l'innocence. Il y a donc, à l'issue de ces premiers débats, incertitude et en même temps renvoi après cassation. Écoutons d'autre part, lors de la seconde révision, en 1906, le Procureur Général s'appesantissant sur la différence des situations et sur la vérité enfin possédée (3), lisons les motifs dans lesquels la Cour se rallie aux conclu-

(1) Cité *suprà*, p. 38.

(2) V. *suprà*.

(3) *Op. cit.*, p. 265.

sions du Ministère Public et le dispositif qui annule sans renvoyer ; l'antithèse est éminemment caractéristique.

Peut être y aurait-il encore à tirer argument dans le même sens d'une décision plus ancienne où nous trouvons également pris en considération à notre point de vue l'élément : certitude de la non-culpabilité. Il s'agissait d'un recours formé pour condamnation d'un faux témoin. Le renvoi fut prononcé parce que la constatation du faux-témoignage n'impliquait pas nécessairement l'innocence de l'accusé puisqu'elle laissait subsister d'autres charges pesant sur lui et que, d'un autre côté, il n'y avait pas lieu pour la Cour, alors qu'il était possible de procéder à de nouveaux débats oraux devant le jury, de déclarer elle-même la culpabilité ou l'innocence (1).

Certes, il faut se garder de le méconnaître, pour refuser de statuer sur le fond, l'arrêt se réclame de l'absence de tout obstacle au renouvellement du procès et s'il se réfère au doute sur la culpabilité, ce n'est pas à titre de motif unique ni même principal. Nous n'irons pas jusqu'à prétendre comme on l'a fait au moyen d'un argument *a contrario* très discutable que, si l'erreur judiciaire se fut révélé-

(1) Cass. Crim. 23 avril 1896 (Cauvin), D. P. 97. 1. 53. « Attendu, dit « la Chambre Criminelle, que si la condamnation (pour faux-témoignage) « de la fille Michel, passée en force de chose jugée, provoquée par ses « aveux et sa propre déclaration n'implique pas nécessairement l'in- « nocence de l'accusé, puisqu'elle laisse subsister d'autres charges qui « pèsent sur Cauvin, il n'échet pour la Cour de Cassation, alors qu'il « y a possibilité de procéder à de nouveaux débats oraux devant le jury, « de constater elle-même la culpabilité ou l'innocence de Cauvin. »

lée avec une entière évidence, aucun renvoi n'eut été prononcé. La question d'applicabilité de notre alinéa 5 n'avait pas en effet à intervenir du moment où les magistrats puisaient dans l'alinéa 4 une raison suffisante de décider. Mais sera-t-il téméraire de mettre en regard du renvoi après cassation le doute exprimé sur l'innocence et de conclure à une influence du second sur le premier sauf à ne pas lui accorder en l'espèce une puissance exclusive ou prédominante de détermination ? Et s'il est légitime de raisonner de la sorte, nous avons ici un des premiers signes non équivoques de l'orientation prise par la jurisprudence ; c'est l'avant-coureur des décisions dont nous avons déroulé la série, et vue sous cet angle, la solution de la Cour Suprême acquiert une valeur démonstrative (1).

Simple probabilité d'innocence, renvoi, les deux termes sont donc en relation constante ; leur rapport s'accuse, remarquons-le, dans des hypothèses où la révision était provoquée par suite de l'existence d'un fait nouveau. Ce détail, facile à vérifier, paraît au premier coup d'œil insi-

(1) Précédemment, dans une affaire Bouriquet (Cass. Crim., 1^{er} juillet 1882. S. 83. 1. 429), la Cour avait renvoyé tout en constatant que la fausseté prouvée du témoignage accusateur établissait d'une manière indiscutable l'innocence. Cette solution ne contredit pas l'argument fourni par l'arrêt Cauvin. Elle ne pouvait être autre en effet à l'époque où la Chambre Criminelle l'adopta, c'est-à-dire sous le régime de la loi de 1867. Le non-renvoi n'était alors autorisé, en dehors de l'impossibilité de nouveaux débats oraux, qu'au cas d'existence reconnue de la prétendue victime d'un homicide (anc. art. 447. I. Cr. Cf., *suprà*, p. 94).

gnifiant : or voici que son importance grandit soudain lorsqu'on réfléchit à la portée attribuée par la Cour de Cassation à l'article 443, 3^e d'Instruction Criminelle. On sait que, d'après elle « le fait nouveau de nature à établir l'innocence » est constitué par toute circonstance capable de faire naître un doute sur la culpabilité ; c'est une interprétation très large, consacrée notamment dans le premier arrêt Dreyfus, et sur l'exactitude de laquelle nous n'avons pas à prendre parti. Nous voudrions seulement la rapprocher de celle dont l'article 445, al. 5, I. Crim. est l'objet, afin d'indiquer comment elles s'expliquent l'une l'autre en se complétant. Deux éventualités, sans plus, sont en effet réalisables : ou le fait nouveau apporte la démonstration de l'erreur du juge ou il la rend simplement vraisemblable. Dans le premier cas, l'examen du dossier fera éclater l'innocence et à cette certitude viendra correspondre une annulation sans renvoi ; dans le second cas, l'impossibilité d'affirmer la culpabilité sera suivie d'une nouvelle intervention du tribunal répressif. La signification élargie donnée à l'article 443, 4^e appelle, par un enchaînement logique, l'extension de l'article 445, alinéa 5 et celle-ci trouve dans celle-là tout à la fois son origine et sa raison d'être. Puisque la demande est recevable alors même que la non-culpabilité du réclamant resterait douteuse, il faut bien, à moins d'accroître outre mesure et contrairement aux textes le domaine de la cassation sans renvoi, que des débats oraux soient institués

s'il se peut pour la recherche de la vérité devant la juridiction compétente.

Ainsi mise à sa place dans la théorie de la révision, la doctrine que nous avons essayé d'extraire de la jurisprudence reçoit sa confirmation et s'illumine en même temps d'une clarté qui la fait apparaître sous son jour véritable. On l'a présentée d'une manière différente, en partant du postulat qui prétend établir un contraste entre les dispositions des alinéas 4 et 5 de l'article 445, I. Cr. L'alinéa 4, se rattachant à l'hypothèse où un second procès n'est pas possible, l'alinéa 5 viserait une situation différente et faisant antithèse à la précédente. Quelle serait cette situation ? Celle où le nouveau débat oral contradictoire est inutile, quoique possible. Or, il est évident que cette inutilité existe quand il n'y a plus rien à juger vis-à-vis du demandeur ou de quiconque, c'est-à-dire toutes les fois que la Cour de Cassation possède la preuve indiscutable de l'innocence (1).

Il est temps de clore ce long exposé en formulant dans leur entière précision les systèmes dont nous avons à l'aide

(1) V. Plaidoirie de M^r Mornard, *op. cit.*, 2. p. 458-459. Nous connaissons l'histoire des al. 4 et 5; elle n'est point en faveur de l'antithèse bien artificielle qu'on s'efforce de découvrir entre eux. On veut épargner au législateur ce reproche d'avoir édicté deux textes faisant double emploi comme s'appliquant chacun à une hypothèse particulière d'impossibilité relativement aux nouveaux débats. Mais nul ne songe à éliminer de la sphère de l'al. 5 le cas où aucun délit n'a été perpétré. Or dans cette hypothèse, le renvoi est simultanément inutile et impossible. Pour soutenir le contraire, il faudrait restreindre aux seuls obstacles matériels les empêchements s'opposant au dessaisissement de la Cour, ce qui serait contredit par la teneur même de l'al. 4.

des annales judiciaires, dessiné les lignes et déterminé la genèse.

Pour appliquer l'alinéa final de l'article 445 d'Instruction Criminelle la Cour de Cassation s'inspire de son sentiment¹ intime relativement à l'innocence alléguée par le réclamant. L'instruction de la demande entraîne-t-elle sa conviction à cet égard en lui donnant la certitude de la non-culpabilité ? Elle annule alors sans renvoi la condamnation injuste. Au contraire sa religion est-elle insuffisamment éclairée et le doute s'élève-t-il dans la conscience des magistrats ? Il y aura cassation avec renvoi, si du moins le renouvellement de l'instance devant les juges du fait n'est pas irréalisable pour les causes qui nous sont connues. En regard de cette théorie se place l'interprétation réduisant le sens de l'alinéa 5 à ce *minimum* auquel nous avons déjà fait allusion : d'après elle, le non-renvoi est subordonné à la condition d'inexistence de tout crime ou délit susceptibles de fournir la matière d'un second procès. En dehors de ce cas, la Cour Suprême doit toujours renvoyer après annulation, fût-elle assurée par les preuves les plus indiscutables de l'erreur commise au préjudice du condamné.

Telles sont les deux conceptions entre lesquelles nous avons à choisir. Mais nous estimons qu'avant de les discuter, il est indispensable de marquer nettement les points où elles se séparent.

Dans l'opinion attestée plus ou moins explicitement par

ses arrêts, la jurisprudence ne tient aucun compte, en ce qui concerne le problème du renvoi, de la disparition soit absolue, soit relative de l'élément délictuel ou pour reprendre une terminologie déjà employée, de la culpabilité soit *in rem*, soit *in personam*. Cette attitude amène les résultats suivants : d'une part, la Cour de Cassation se dessaisit au profit du tribunal répressif lorsqu'elle n'est pas sûre du mal fondé de l'accusation, quand même les faits sur lesquels s'appuie le demandeur en révision excluraient toute espèce de délit ; d'autre part, elle casse sans renvoyer quand l'injustice de la condamnation lui semble évidente, alors même qu'une infraction imputable à autrui survivrait à la sentence annulée. Vis-à-vis de la victime de l'erreur, il ne subsiste plus rien pouvant être qualifié pénalement, et cela suffit. Nous voyons ici surgir le pouvoir arbitraire précédemment signalé comme l'aboutissant du système dont les données nous sont maintenant familières. Tout va dépendre en effet de l'appréciation des juges ; la révision étant recevable, pour savoir s'il y a ou non lieu à renvoi, chaque magistrat de la Cour devra, après examen des preuves, se mettre en face de la question de culpabilité et s'interrogeant au plus profond de sa conscience, se demander, à l'image des jurés dans leur chambre de délibération : ai-je une intime conviction ? Un criterium tout subjectif, c'est à quoi il convient de s'attacher en vue de l'application d'un texte singulièrement élargi de ce chef, puisqu'il embrasse non seulement l'hypothèse où il ne subsiste plus

ni crime ni délit mais aussi celle où une infraction peut encore être retenue à la charge d'un tiers, la non-culpabilité du condamné étant par ailleurs certaine.

Au contraire, un criterium objectif ayant pour conséquence une interprétation restrictive de l'al. 5, telle sera la caractéristique de l'opinion divergente. La demande étant jugée recevable, il ne s'agira point pour la Cour de découvrir si l'intéressé est ou n'est pas l'auteur du crime à raison duquel il a été frappé ; elle n'aura pas plus à s'en préoccuper pour notre alinéa qu'elle n'avait à le faire pour l'alinéa 4. Envisageant uniquement une circonstance extérieure, elle recherchera si les pièces et documents produits laissent subsister quelque chose qui ait apparence d'acte criminel. Sans doute, au cours de cette investigation, elle pourra acquérir, elle acquerra même parfois nécessairement (1) la certitude de l'innocence ; mais cette particularité ne doit pas dicter sa décision relative au renvoi et elle ne saurait s'en autoriser pour prononcer elle-même sur le fond. Existe-t-il ou non un délit à la charge possible soit du demandeur soit d'autrui, ou si l'on préfère, y a-t-il effacement de la culpabilité *in rem*, y a-t-il au contraire persistance d'une culpabilité *in personam* ? C'est là le seul signe distinctif à considérer, et la partie finale de l'art. 445 I. Cr. est ainsi restreinte au seul cas expressé-

(1) Si par exemple la Cour constate qu'il n'y a eu ni crime ni délit. Elle devra dire alors : Attendu qu'aucune infraction ne subsiste, il y a lieu pour la Cour : 1° de rester saisie en vue de statuer au fond, 2° statuant au fond, de proclamer l'innocence.

ment spécifié par ses termes. Le renvoi ne sera ordonné que si l'annulation de l'arrêt ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, c'est-à-dire si l'infraction disparaît d'une façon absolue, *in rem*.

Ceci posé, quel criterium adopter ? A quelle interprétation se rallier ?

Dans notre chapitre premier, il nous a fallu, comme dans celui-ci, opter entre deux systèmes, l'un extensif, l'autre restrictif. Nous avons penché vers le premier parce qu'il répondait mieux aux motifs et à l'esprit d'un texte dont les termes trop peu précis étaient de nature à susciter la discussion. Ici, nous possédons une formule claire, sans aucune ambiguïté, se suffisant à elle-même ; les règles les plus élémentaires de l'exégèse juridique commandent de s'en tenir à la disposition de la loi sans y rien ajouter. On est ainsi conduit à l'admission du système le plus strict, celui dont il nous reste à démontrer la vérité.

Que la Cour de Cassation ait toujours le droit de renvoyer quand la certitude de l'innocence lui fait défaut, nous le concédons bien volontiers (1). Puisqu'elle n'exige pas pour réviser la survenance d'un fait anéantissant l'imputation dirigée contre l'inculpé, il est naturel qu'elle confie aux juges du fond le soin de dire le dernier mot sur une culpabilité assez douteuse pour qu'il y ait annulation d'un arrêt, trop obscure pour qu'on puisse se dispenser

(1) A la condition, bien entendu, qu'on se rallie à l'interprétation extensive du fait nouveau.

des lumières d'un nouveau débat oral. Et, en pareille hypothèse, le renvoi est une nécessité même dans la théorie restrictive que nous nous proposons de défendre, car on ne saurait alors affirmer la disparition du délit *in rem*, seule circonstance permettant à la Cour de demeurer saisie. Mais nous dénonçons expressément à cette dernière la faculté de proclamer elle-même l'erreur de la justice, sous prétexte d'évidence, chaque fois que la cassation n'aura pas pour effet de détruire tout vestige d'un acte délictuel quelconque; voilà très exactement le point sur lequel le système de la jurisprudence nous semble inadmissible.

Nous lui avons assigné comme origine, on se le rappelle, la doctrine extensive du fait nouveau. Nous ne remontons point jusqu'à elle pour les besoins de notre argumentation; une étude critique faite à ce sujet excéderait les limites du présent travail. Nous observerons toutefois que la pratique suivie en matière de révision depuis 1895 donne un démenti aux craintes et une satisfaction aux desiderata exprimés à diverses reprises en ce qui concerne la rédaction de l'art 443, 4°, I. Cr. Dans un rapport déjà cité (1), M. le Professeur Le Poittevin regrettait que la loi ait crut devoir viser le fait susceptible d'établir l'innocence, ce qui implique une certitude, au lieu de se contenter du simple doute sur la culpabilité. Et plus récemment, M. le

(1) V. *suprà*, p. 11, note 1.

Professeur Garraud (1) tout en combattant l'interprétation de la Cour Suprême comme contraire au texte, reprochait à la formule légale trop étroite à son gré, de barrer éventuellement la route à des demandes très justifiées. Ce danger est assurément chimérique à l'heure actuelle, nous en avons pour garant la jurisprudence. Au surplus, que ses décisions élargissent ou réduisent la portée du quatrième motif de révision, qu'elles aient tort ou raison de le faire, cela n'importe aucunement aux conclusions de notre thèse.

On a quelquefois mis en avant pour les étayer une considération empruntée aux effets du recours contre l'erreur judiciaire (2). La révision, dit-on n'annule pas les poursuites en même temps que la condamnation ; elle annule uniquement celle-ci avec les débats qui l'ont amenée. Par conséquent, l'individu dont l'innocence est déclarée reste sous le coup de l'inculpation dont il a été l'objet ; à cette inculpation qui revit il faut une solution judiciaire que seul le tribunal de renvoi est apte à donner. La Cour de Cassation n'est donc pas fondée à retenir le jugement sur le fond par cela seul qu'elle est certaine de la non-culpabilité du condamné. Ce raisonnement prouve vraiment trop, à moins qu'on ne se résigne à biffer d'un trait de plume notre alinéa 5 tout entier. Car, la série de déductions auxquelles on se livre conviendrait aussi bien au cas

(1) Note sous Cass., 22 janvier 1898. D. P. 00. 1. 137.

(2) Roux, note sous Cass. Ch. réun. 12 juillet 1906. — S. 07. 1. 49.

où il ne subsiste ni crime ni délit au regard de personne et où on s'accorde à proscrire le renvoi qu'à celui dans lequel les arrêts l'excluent pareillement bien que la matérialité d'une infraction légalement constituée n'ait pas disparu. Pourquoi l'accusation reprendrait-elle vie, imposant le renouvellement des débats oraux, quand il existe un coupable autre que l'intéressé, tandis que ce phénomène ne se produit pas lorsqu'il n'y a pas de coupable du tout ? Au point de vue du droit de poursuite, il y a parité de situation, puisque dans les deux hypothèses le réclamant est étranger au délit, et si le droit dont il s'agit ressuscite dans l'une d'elles, il en doit être de même dans l'autre. Or personne ne le soutient. La vérité c'est que l'action publique est éteinte par la chose jugée ; elle renaît lorsqu'il y a renvoi après cassation, les débats devant alors recommencer et ne pouvant le faire que sur une reprise des poursuites ; aussi, nous l'avons longuement expliqué, la prescription s'oppose-t-elle au dessaisissement de la Cour. Mais quand celle-ci annule sans renvoyer, rien ne reste debout, ni la sentence de condamnation, ni l'instruction orale à l'audience, ni l'instruction préparatoire, ni aucun des actes d'exercice de l'action répressive, il serait inconcevable que même le moindre de ces errements judiciaires fût maintenu à l'encontre d'un individu dont l'innocence vient d'être solennellement affirmée. Il est facile maintenant d'apercevoir le vice radical de l'argument proposé : ce n'est point parce que les poursuites

renaissent, comme conséquence de la révision, que le renvoi est obligatoire pour la Cour Suprême, c'est au contraire parce que cette dernière ne prononce pas elle-même que l'action publique revit pour permettre au nouveau procès de suivre son cours. La pétition de principe est manifeste et la solution du problème n'a pas avancé.

Négligeons donc une considération évidemment inopérante et passons aux raisons décisives.

Sur quels arguments a-t-on tenté d'étayer la nouvelle jurisprudence ? C'est ce que nous avons à examiner. Disons tout de suite que ces arguments se trouvent exposés soit dans une note de M. Faïdide (1), soit dans le réquisitoire prononcé par M. le Procureur Général Beaudoin lors de la seconde révision Dreyfus (2), soit enfin dans une note signée de l'initiale X..., mise sous l'arrêt du 12 juillet 1906, au recueil de Dalloz (3).

D'après M. le Procureur Général Beaudoin, le législateur de l'alinéa 5 n'aurait pas examiné *in abstracto* s'il ne subsiste plus rien du crime ; il s'agit, dit-il, d'une demande formée par un intéressé et qui se prétend victime d'une erreur judiciaire ; c'est donc, quant à lui, qu'il faut voir si le crime subsiste ou disparaît. Ce système présente tout d'abord l'inconvénient de ne pas expliquer pourquoi il y a lieu à renvoi lorsque l'innocence du condamné est évidente

(1) *Gaz. des Trib.*, n° des 24 et 25 oct. 1898.

(2) Publié par la ligue française pour la défense des droits de l'homme et aussi *Gaz. des Trib.*, 4 et 6 juillet 1906.

(3) D. P. 1908. 1. 553.

et qu'en même temps le véritable coupable est couvert par un jugement d'acquiescement, comme par exemple dans l'affaire Vallé-Hivin (1). Puis, ce qui est plus grave c'est que notre texte n'exprime pas que la manifestation éclatante de l'innocence anéantit le crime et donne lieu au non-renvoi. Il ne l'exprime pas, puisque, dans sa partie médiane, les mots *à la charge du condamné* qui donneraient ce sens, ne figurent pas. L'auteur de la note de Dalloz, développant la même idée, soutient d'une part que l'expression *à l'égard* est synonyme de celle *à la charge* et que si le législateur n'a pas reproduit cette première expression dans la partie médiane c'est parce que c'eût été une redondance, cette expression placée au commencement gouvernant la phrase tout entière.

La réponse est facile. Tout d'abord, rappelons comment la Cour fait parler le législateur : « Si l'annulation de l'arrêt « ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime « ou délit à la charge du condamné. » Telle est, on s'en souvient, la version des arrêts ; elle se réfère à l'inexistence du délit, non pas *erga omnes* mais par rapport au seul demandeur en révision. Le texte est modifié, et, ce qui est plus grave, sa portée se trouve changée du tout au tout par la substitution d'une donnée relative à une donnée absolue.

Ceci dit, quelle est la question qui se pose, celle de savoir si l'incidente « à l'égard du condamné vivant » insé-

(1) Ch. Crim., 18 juin 1898. S. 1898. 1. 477.

rée dans notre alinéa, peut avoir la vertu d'en transformer aussi complètement le sens. Elle n'est pas indispensable à la phrase finale de l'article 443 I. Cr. Pourquoi l'y a-t-on introduite? Uniquement parce que cette partie de l'article devenait inutile si ses dispositions ne se distinguaient pas des précédentes. D'après l'alinéa 4, le décès de l'intéressé empêche le renvoi et il n'importe en ce cas qu'il y ait ou non encore un crime à juger; mais si le condamné est vivant, l'obstacle aux nouveaux débats disparaît, et le renvoi sera ordonné, à moins qu'aucune infraction ne subsiste. Par conséquent, il fallait spécifier dans l'alinéa 5 qu'il s'agissait d'un vivant afin de ne pas retomber dans l'hypothèse de l'alinéa 4 et c'est pourquoi la loi s'est bien gardée de parler du condamné *tout court* (1).

Donc les expressions, momentanément éliminées de notre texte, ont eu pour but de le différencier d'un texte voisin, nullement de lui imprimer une signification qu'il n'aurait pas sans elles, qu'elles sont impuissantes à lui communiquer. Il est pas à notre connaissance que les partisans de l'opinion contraire aient réfuté l'argumentation à laquelle nous venons de faire appel. Il est ainsi établi à ce point de notre discussion, que la Cour Suprême, par

(1) Il semble bien qu'à la rigueur l'alinéa 5 aurait pu être supprimé. La portée générale de l'impossibilité des nouveaux débats et la teneur énonciative de l'al. 4 autorisait à comprendre parmi les cas de non-renvoi, celui où, le condamné étant vivant, il ne subsiste ni crime ni délit. Mais du moment où l'on jugeait bon de séparer les deux séries d'hypothèses, la rédaction adoptée pour l'alinéa 5 était nécessaire, à peine de confusion.

une addition arbitraire à la loi, dénature le fond, et pour tout dire, la viole.

Est-il besoin de dire maintenant que, à un autre point de vue encore, les mots « à l'égard de » ne peuvent gouverner toute la phrase ; c'est que les deux expressions sont loin d'être synonymes, de sorte que le si le législateur avait voulu introduire dans la phrase l'idée qu'il s'agissait de la disparition du crime à la charge du condamné, il n'aurait pu le faire en faisant gouverner toute cette phrase par l'autre expression, d'un sens différent, « à l'égard du « condamné ». Enfin, comme la première expression adverbiale est modificative du substantif *annulation*, on ne pouvait, grammaticalement, sans la réitérer, lui faire modifier le membre de phrase relatif *rien qui puisse être qualifié crime*, ce qui eut donné un texte ainsi construit :

« Si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant
« ne laisse rien subsister qui puisse, à l'égard de ce con-
« damné, être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera
« prononcé. »

Or, qui n'aperçoit dès lors l'impossibilité de cette équivalence ?

Le texte est donc formel : *rien qui puisse être qualifié crime ou délit* c'est bien là la disparition de la culpabilité *in rem* ; disparition qui est nécessaire pour qu'il n'y ait pas lieu à renvoi. Si, en effet, l'annulation de l'arrêt ne fait pas disparaître complètement le crime, si elle laisse subsister le crime entier à la charge du coupable, si, en un mot, la

culpabilité n'est disparue que *in personam*, comment pourra-t-on dire que cette annulation ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit. Nous retombons alors dans le domaine d'application de l'alinéa 4, car qu'est-ce que cela peut faire, pour l'application de notre alinéa 5 que l'innocence soit éclatante ou simplement probable !

On ne comprend donc pas comment l'auteur de la note du Dalloz (1) a pu écrire que l'interprétation exacte de notre texte était qu'aucun renvoi ne sera prononcé si l'annulation de l'arrêt ne laisse rien subsister qui puisse être, *à la charge du condamné*, qualifié crime ou délit, et déclarer inadmissible l'interprétation conforme au texte que nous venons de défendre.

Le même jurisconsulte expose ensuite que, en matière pénale, on ne peut être condamné que pour sa participation personnelle ; que tout ce que le demandeur en révision doit établir c'est que l'infraction n'existe pas en ce qui le concerne, et qu'il ne saurait être tenu de prouver l'inexistence de cette infraction *erga omnes*. D'accord. Mais en quoi, l'alinéa 5, tel que nous l'interprétons, entraîne-t-il une pareille exigence, nous ne le voyons pas. Si, « *exempli gratiâ* » le demandeur en révision a été condamné pour vol, il lui suffira, suivant la réalité des faits, de démontrer que ce n'est pas lui qui a commis le vol, auquel cas il y aura disparition de la criminalité *in personam*, ou bien de

(1) D. P. 1. 1908, pages 563 colonne 2 et 564 colonne 1.

démontrer qu'il est propriétaire de l'objet prétendument volé, auquel cas il y aura disparition de la criminalité *in rem*. On n'exige donc de lui que ce que le cas dans lequel il se trouve lui permet de fournir, ce sera la disparition de sa culpabilité, tantôt *in rem*, tantôt *in personam*.

Encore une fois nous n'apercevons nullement comment on peut voir là, comme le dit textuellement l'arrêtiste « une « méconnaissance des notions les plus élémentaires du « droit pénal, une exigence rigoureuse, injuste même ».

Avant de passer outre, n'avons nous pas à nous laver d'un reproche ? Celui d'être descendu à une discussion qui n'est, il faut bien le dire, qu'une véritable querelle de mots. Or, nous sommes les premiers persuadés qu'une discussion juridique ne saurait être réduite aux proportions d'une querelle de grammairien, et qu'il est vain de rechercher, comme d'autres l'ont fait et nous ont forcés à le faire, si les mots « à l'égard d'un condamné vivant » gouvernent l'ensemble de l'alinéa 5 ou s'ils en régissent exclusivement la partie initiale ; si les vocables « à l'égard de » et « à la charge de » sont synonymes ; si enfin la disposition dernière de l'art. 445, I. Cr., allongée par l'addition dont elle est redevable à la jurisprudence s'exprime en langue correcte. Nous ne sommes pas sur les bancs de l'École Primaire, moins sur ceux de la Faculté ou du Palais ; nous faisons du droit et non de l'analyse logique ou de la construction grammaticale. Telle est notre propre opinion.

Mais on l'a vu, la responsabilité de cette discussion, ne

saurait en toute équité peser sur nous. Ce n'est point nous qui en sommes les inventeurs. C'est la position prise par la Cour de Cassation qui a fait naître sous la plume des jurisconsultes favorables à sa thèse cette querelle de mots qui demeurera selon toute apparence comme une des plus extraordinaires dont l'histoire des documents législatifs fasse mention.

Après les considérations de droit que nous pensons avoir écartées, des considérations de fait, en quelque sorte, ont été émises.

On a invoqué en première ligne l'inutilité d'un renvoi, lorsque l'arrêt d'annulation rend l'innocence du condamné non pas seulement probable mais certaine. Cette idée a été développée par M. le Procureur Général Beaudoin dans son réquisitoire ci-dessus visé. Pourquoi, dit-il, imposer au condamné les frais et les lenteurs d'un entérinement de pure forme? Pourquoi jouer cette comédie d'une procédure qui ne doit pas l'atteindre? une idée voisine a été émise dans la note du Dalloz : « Une instruction régulière et complète, — y est-il dit — a démontré l'innocence; comment « dès lors pourrait-il être dressé un acte d'accusation. » Il y a à cela une réponse péremptoire, c'est que c'est la loi qui le veut, et qu'il faut s'incliner devant elle; en fait cela a été fait et sans qu'aucun inconvénient en soit résulté. Voyez ce que nous disons plus haut page 102. N'oublie-t-on pas en outre, ce nous semble, que l'annulation de l'arrêt a remis le condamné au même état et que cet arrêt annule

bien la condamnation, mais n'anéantit nullement la poursuite.

En fait, cette procédure, le plus souvent ne sera pas si inutile, ni si oiseuse qu'on veut bien le dire ; puisque, comme nous venons de le dire, l'annulation de l'arrêt a pour effet de remettre le condamné au même état que celui où il était avant sa condamnation, c'est-à-dire d'accusé ou de prévenu, il faut donc qu'il soit jugé à nouveau, et le Code, d'accord avec la logique veut qu'à moins d'impossibilité il soit jugé par une juridiction de même ordre que celle qui l'avait précédemment condamné.

Ainsi, soit que l'on envisage la tradition, soit que l'on recherche l'intention du législateur, on ne découvre aucun appui de la théorie construite par la jurisprudence. Un incident topique qui s'est produit au Sénat lors de la discussion de la loi du 1^{er} mars 1899, vient corroborer, s'il en était besoin notre interprétation.

M. Bernard, sénateur du Doubs propose un amendement ou pour mieux dire un contre-projet dans le but d'attribuer à la Cour de Cassation le jugement du fond sans renvoi. M. Bernard ne cachait nullement que sa proposition fut inspirée par l'affaire Dreyfus ; il estimait, d'une part que cette affaire devait être liquidée définitivement par la Cour de Cassation, et, d'autre part, il reconnaissait que la loi de 1895 ne permettait pas à la Cour de casser sans renvoi. Il n'y avait donc qu'une solution possible : modifier la loi.

M. Bernard exposa au Sénat que, au cas où la Cour de Cassation déciderait qu'il y a lieu à révision, elle devrait, QUAND BIEN MÊME ELLE SERAIT CONVAINCUE DE L'INNOCENCE DU CONDAMNÉ, le renvoyer devant un autre Conseil de Guerre. Elle ne pourrait *retenir l'affaire, l'évoquer, la liquider définitivement*, qu'au cas d'une impossibilité reconnue de procéder à de nouveaux débats oraux contradictoires, ou encore, *si l'on se trouvait sous l'application du paragraphe final de l'art, 445*, c'est-à-dire s'il résultait de l'enquête que les faits reprochés au condamné ne laissent rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit.

Voici la disposition additionnelle qu'il proposait :

« TOUTES LES FOIS que la Chambre Criminelle, dans le cas du § 1^{er}, où les Chambres réunies dans le cas du § 2, décideront qu'il y a lieu à révision, la Cour de Cassation, Chambres réunies, devra statuer sur le fond, sans renvoi.

C'est alors que M. le Garde des Sceaux Guérin prit la parole. Il rappela au Sénat le principe fondamental de l'organisation et des attributions de la Cour de Cassation. Ce principe, c'est que la Cour est juge du droit et non du fait. L'article 6 de la loi organique de 1790 est péremptoire :

« Jamais dans aucun cas, dans aucune hypothèse et sous aucun prétexte, le Tribunal de Cassation ne jugera les faits. Il est le juge du droit, le juge exclusif du droit.

M. le Garde des Sceaux, Guérin, cite ensuite les exceptions sorties de la loi de 1895, et il ajoute :

« Voilà les exceptions exactement déterminées par le
« législateur. Il y aurait un très grave inconvénient à en
« sortir, à modifier le principe général qui domine, je le
« répète, toute notre législation, à savoir que la Cour de
« Cassation est juge du droit et non juge du fait, et à
« adopter le contre-projet de M. Bernard, qui déroge,
« d'une façon grave, à ce principe qui domine encore
« toute notre législation. »

C'était aussi l'opinion de M. le Président Ballot-Beaupré, de M. le Procureur Général Manau, de M. le Conseiller Moras (1).

Levons un dernier et bien léger scrupule.

La loi de 1895, avons-nous dit, a rendu applicable, aux quatre cas de révision, l'alinéa 5 précédemment applicable
« au seul cas de révision pour existence reconnue de la personne prétendument homicidée.

M. Bérenger l'a dit au Sénat : « *la mesure doit être*
« applicable aux quatre cas de révision. »

Cela ne suffit pas.

Ne faut-il pas peut-être que l'interprétation si claire soit-elle, d'un texte fort clair lui-même, permette une application *intégrale* de son texte ?

Si on ne le peut, ce ne serait pas, certes, la justifica-

(1) D. P. 99. 4. 66. Sirey, *Lois annotées*, 1899 p. 917. *Journal Officiel*, débats parlementaires Sénat, Session ordinaire de 1899, pages 225 à 227.

tion matérielle de la jurisprudence, ce serait tout au moins sa justification morale.

Et encore, ce n'est pas sûr. Car les précédents permettent de supposer que la loi a pu être l'œuvre d'une improvisation rapide ; que, par exemple, le projet du gouvernement visait le 1^{er} et le 4^e cas seulement et qu'une généralisation mal mûrie s'est produite au dernier moment ; qu'encore le rapporteur avait bien vu que le 3^e cas, — de même que le 1^{er} et le 4^e, — comportait des hypothèses où le crime disparaissait entièrement, et que peut-être, dans le but de simplifier la loi, il a demandé une généralisation aux quatre cas, tout en sachant bien que cette généralisation n'aurait pas d'application pratique dans le 2^e cas.

Bref, dans notre alinéa 5, qui vise la disparition de la culpabilité *in rem*, s'applique sans difficulté :

1^o Dans le premier cas de révision de la loi de 1895 (existence reconnue de la personne prétendument homicide) ;

2^o Dans le 2^e cas (faux-témoignage) ;

3^o Et dans le 4^e cas (fait nouveau établissant l'innocence du condamné).

Reste le 2^e cas (condamnations inconciliables). Ici, évidemment, la possibilité d'application de l'alinéa 5 s'aperçoit moins aisément. On peut cependant supposer que, postérieurement aux deux condamnations, une loi est survenue qui a supprimé le caractère délictuel du fait

incriminé, ou, ce qui est plus courant, qu'une amnistie est intervenue.

Maintenant, comment et par quel chemin la jurisprudence en est-elle arrivée à une interprétation aussi éloignée du texte législatif. Nous pensons avec M. Roux qu'il faut la chercher dans un enchaînement logique d'interprétations successives. Nous ne traiterons pas ce sujet car il est hors de notre cadre, et nous ne pouvons que l'indiquer : En décidant qu'il suffisait que le fait nouveau fit naître des doutes, au lieu d'exiger qu'il apportât une certitude (1), la jurisprudence a été entraînée 1^o à rendre la Cour de Cassation juge intégral du fait et à lui confier le pouvoir souverain de relever d'office des faits de révision autres que ceux indiqués au pourvoi tandis que le pouvoir de la Cour était réellement limité comme pour l'art. 441, I. Cr., aux cas de révision visés au réquisitoire ;

2^o à rendre illimité le pouvoir d'instruction donné à la Cour tandis que ce pouvoir se restreignait à la cause de la révision elle-même et se limitait à la pertinence et au degré de force probante des faits allégués à l'appui de la recevabilité.

3^o enfin, à donner à la Cour un pouvoir discrétionnaire quant au renvoi, avec criterium tiré du plus ou moins de

(1) Voyez sur cette question : Vidal, 2^e édition, page 892.

M. Roux, sous S. 1900, 1. 297 et S. 1901. 2. 541 et S. 1907. 1. 51.

M. A. Le Poittevin, *Revue pénitentiaire* 1895, page 956.

M. Jacquin, même revue, p. 975.

certitude quant à l'innocence, tandis que les règles réelles du renvoi sont les suivantes :

A. *Disparition de la culpabilité* IN PERSONAM : renvoi, à moins qu'un débat oral ne soit plus possible.

B. *Disparition de la culpabilité* IN REM : jamais de renvoi.

§ 2. — PROCÉDURE

La procédure ne nous retiendra qu'un instant. Dans le système de la jurisprudence, la Cour constate que l'annulation de l'arrêt ou du jugement de condamnation ne laisse rien subsister qui puisse, à la charge du condamné être considéré comme crime ou délit, et casse sans renvoi.

Dans la théorie que nous soutenons, cette cassation sans renvoi a lieu après que la Cour a constaté que l'annulation de l'arrêt ou du jugement de condamnation ne laisse rien subsister qui puisse, de façon absolue, être qualifié crime ou délit.

Dans les cas contraires, il y a renvoi comme au chapitre I^{er}.

§ 3. — OBSERVATIONS CRITIQUES

Dans l'opinion à laquelle nous nous sommes ralliés, la sphère de la cassation sans renvoi ne comporte qu'une seule hypothèse, celle où la criminalité étant entièrement

disparue, il ne subsiste plus rien dont on puisse saisir une juridiction de renvoi. Ce criterium s'est inspiré, on l'a vu, de la cassation sans renvoi édictée par la loi de 1867 dans le cas d'homicide, où l'existence reconnue de la personne prétendument homicidée faisait disparaître la criminalité *in rem*.

A la différence de ce que nous disions dans nos observations critiques afférentes à notre chapitre 1^{er}, le rôle organique de la Cour de Cassation est ici mieux sauvegardé. D'autre part, une deuxième différence se révèle, c'est que la compétence de la Cour de Cassation est moins anormale d'abord et qu'en outre l'explication de cette compétence, au lieu d'être fournie cette fois par un motif de pure forme, l'est par un motif tiré du fond.

Si nous examinons maintenant, au même point de vue critique, la théorie construite par la jurisprudence, nous trouvons aussi que la sphère de cassation sans renvoi ne comporte qu'une seule hypothèse ; mais là s'arrête la ressemblance : cette hypothèse en effet au lieu d'être celle où la criminalité a disparu *in rem* est celle où l'innocence du condamné est certaine.

Ici, le rôle organique de la Cour de Cassation est laissé de côté plus encore peut-être que dans les cas de non-renvoi de notre chapitre 1^{er}, puisque la Cour de Cassation est constituée juge absolu du fait et juge du second et du troisième degré.

D'autre part, la compétence de la Cour de Cassation est

également plus anormale, et, ce qui est plus grave, c'est que l'explication de cette compétence au lieu d'être fournie par des motifs tirés du fond du droit, l'est par un motif d'ordre absolument extrinsèque, à savoir le caractère plus ou moins probatoire quant à l'innocence du condamné, des résultats obtenus par les mesures d'instruction qui ont été ordonnées et prises.

CONCLUSION

Résumé et examen critique des solutions exposées

Il résulte de l'étude à laquelle nous venons de nous livrer que deux systèmes sont en présence : Celui de la jurisprudence et le système doctrinal auquel nous avons donné notre adhésion.

Dans le premier système, il faut distinguer deux cas.

Premier cas : un doute, une probabilité sont apportés quant à l'innocence du condamné ; le renvoi sera alors la règle, à moins qu'un débat oral ne soit plus possible.

Deuxième cas : la certitude de l'innocence éclate ; alors il n'y aura jamais renvoi, même si un débat oral est encore possible.

Dans le deuxième système qui est le nôtre deux cas sont également à envisager, mais avec un criterium bien différent.

Premier cas : la culpabilité a disparu *in personam* seulement : le renvoi sera la règle, à moins qu'un débat oral ne soit plus possible. Deuxième cas : la culpabilité a disparu *in rem*, alors pas de renvoi. Ceci exposé, il est facile d'apercevoir par l'étude qui précède que trois systèmes sont possibles (1). Un premier système constituerait la Cour de Cassation juge unique dans tous les cas ; un deuxième système investirait, au contraire, d'une compétence absolue une juridiction de même ordre que celle qui a prononcé la condamnation en révision. Enfin, entre ces deux systèmes, une solution mixte a été consacrée par la loi de 1867, et maintenue par la loi de 1895, aux termes duquel il y a tantôt renvoi et tantôt non-renvoi, mais ainsi que nous venons de le voir, avec un critérium bien différent suivant que l'on se rallie à la théorie édifiée par la jurisprudence, ou que l'on adopte la théorie doctrinale dont nous nous sommes faits les défenseurs, théorie plus conforme, à notre avis, au texte et à la pensée du législateur. Tout d'abord quel que soit le système auquel on se rallie en dernière analyse, nous pensons qu'il y a un cas qui se place absolument à part ; c'est celui où la culpabilité a disparu *in rem* ; dans ce cas, il ne pourra jamais être question de renvoi, puisqu'il ne subsiste plus rien dont on puisse saisir une juridiction de renvoi.

Ceci dit, et revenant au seul cas qui nous reste, c'est-à-

(1) *Exposé des motifs de la loi des 29 juin et 5 juillet 1867*. D. P. 1867, 4^e partie, pages 64 et 65.

dire à la disparition de la culpabilité *in personam*, nous ne saurions nier que de sérieuses objections peuvent être élevées en législation contre le système mixte. Il y a d'abord l'anomalie relative à la source dans laquelle on est forcé de puiser l'explication de cette compétence exceptionnelle de la Cour de Cassation ; c'est un point que nous avons déjà signalé, page 90, dans nos observations critiques relatives au chapitre 1^{er} : nous n'y reviendrons pas.

D'autres raisons encore sont de nature, à l'analyse, à faire penser que cet ensemble constitue en somme un système assez peu satisfaisant, surtout en droit pur.

Certes on comprend à merveille que lorsque tous les intéressés ne sont pas en situation de comparaître en justice, la juridiction saisie n'ait pas recours à des débats oraux pour ceux qui peuvent être entendus à l'audience et à un examen sur pièces vis-à-vis de ceux qui ne peuvent plus y élever la voix. Une pareille inégalité entre des personnes dont l'honneur diversement engagé a cependant les mêmes droits à se défendre, serait éminemment injuste. Il doit y avoir une procédure orale pour tous ou pas de procédure orale du tout. Est-ce à dire que pour arriver à ce résultat, il soit indispensable d'introduire dans nos lois une dérogation aux attributions ordinaires de la Cour Suprême ? Est-ce à dire qu'un pareil changement au droit commun d'une institution soit justifiable par de simples considérations de procédure ? On peut soutenir qu'il n'en

est rien. Admettons un instant que la loi se soit exprimée de la manière suivante ; la révision sera faite, en toute hypothèse, par la Cour ou le Tribunal à qui l'affaire aura été renvoyée. Cette Cour ou ce Tribunal décideront après une instruction orale et contradictoire, quand toutes les parties seront en état de comparaître, après une instruction écrite dans le cas contraire. En quoi une telle réglementation heurterait-elle les principes essentiels de l'organisation judiciaire, en quoi irait-elle à l'encontre des garanties dues à la société ou de la défense individuelle ?

Sans doute, en matière pénale, les juges du délit se prononcent à la suite d'une discussion orale des charges relevées par l'accusation. Faut-il dire pour cela avec le rapporteur de la loi de 1867 au Corps législatif, M. Nogent-Saint-Laurent (1) que « l'examen et le jugement sur pièces « sortent des attributions des juridictions de droit commun » ? Cependant, ces mêmes magistrats devant qui se déroulent au criminel des débats *parlés*, connaissent au civil d'affaires uniquement instruites sur mémoires et rapports, tout comme à la Cour de Cassation. Le Code de procédure civile a prévu à titre de facultatif l'instruction par écrit (2) que plusieurs lois (3) ont rendue obligatoire pour certains litiges spéciaux rentrant dans la compétence des tribunaux ordinaires. Il n'est donc pas vrai, ni

(1) V. *supra*, p. 24.

(2) Art. 93 et sq. pr. civ.

(3) Loi du 27 ventôse an IX art. 17 (pour l'Enregistrement). Loi du 5 ventôse an XII art. 88 (pour les Contributions indirectes).

théoriquement ni en fait, que la procédure écrite leur soit étrangère. Pourquoi dès lors n'ont-ils pas la faculté de l'appliquer en matière de révision du moment où en règle générale, on ne leur interdit pas la recherche de l'erreur judiciaire ? Dans ce domaine il est parfois nécessaire de statuer sans procès oral ; nous voudrions savoir pour quelle raison le juge du fait y serait inhabile.

Allèguera-t-on encore avec M. Nogent-Saint-Laurent (1) que lorsque de nouveaux débats entre tous les intéressés ne sont plus possibles, « il convient de saisir la juridiction « la plus élevée ». Mais pourquoi cela ? Est-ce parce que la Cour Suprême est l'autorité la plus haute et la plus indiscutable dont l'intervention dissipera tous les doutes et réunira toutes les adhésions ? Faites-la donc toujours intervenir et laissez lui dire le dernier mot dans tous les cas, sans souci d'un renvoi inutile et peut-être dangereux. Serait-ce que la procédure écrite étant moins favorable à la reconnaissance des droits des parties que la procédure orale, il vaut mieux pour leur sauvegarde confier la première au corps judiciaire le plus haut placé dans la hiérarchie, la seconde étant mise en œuvre devant les tribunaux inférieurs ? Cette distinction cadrerait mal avec les règles de notre législation dont nous faisons, il y a un instant, le bref rappel ; au surplus, elle reçoit, croyons-nous, son démenti des lois de 1867 et de 1895 elles-mêmes. Que se passe-t-il en effet à la Chambre Criminelle quand l'affaire n'est pas

(1) *Suprà, ibid.*

en état ? L'al. 1 de l'art. 445, I. Cr. nous l'apprend dans des termes déjà rapportés. Ou nous nous trompons étrangement sur le sens des mots ou ce texte peut se référer à une instruction orale, et ce mode de procéder a donc aussi sa place à la Cour de Cassation. On remarquera que les mesures visées par l'art. 445 sont d'une importance capitale puisqu'elles sont le prélude de la décision sur la recevabilité au fond : c'est la porte ouverte ou fermée au demandeur en révision. Que vient-on nous parler après cela de motiver la compétence de la Cour Suprême, par les nécessités d'une procédure qui ne peut plus être qu'écrite ? Si cette vue était exacte, la loi aurait dû logiquement charger du soin de la mise en état et du jugement d'admission, non pas la Chambre Criminelle elle-même, mais par exemple la Cour d'Appel désignée dans ce but. Et pour ne pas être resté fidèle à l'idée dont il prétendait s'inspirer, le législateur semble avoir été conduit à sanctionner une combinaison singulière : quand il s'agira d'examiner les faits en vue de statuer sur la recevabilité au fond, la Chambre Criminelle pourra se prononcer après une instruction orale faite par elle. Elle ne le pourra pas, lorsqu'il s'agira d'apprécier les mêmes faits pour réviser. N'est-ce pas peu cohérent ?

On peut répondre que si, sans doute, une telle construction n'est pas parfaite, c'est qu'elle est humaine, et peut-être le législateur n'a-t-il pas été si mal avisé qu'on semble le penser, en faisant quelque chose d'humain, c'est-à-dire

quelque chose qui s'adapte le moins imparfaitement possible aux divers cas qu'il avait en vue de régler. Ne faut-il pas se méfier notamment en droit criminel des théories à l'emporte-pièce. Tout renvoyer présenterait de graves inconvénients ; ne rien renvoyer en offrirait d'autres non moins graves, ne fût-ce que celui d'apporter un nouveau trouble à l'économie de nos institutions. La chose a été prédite par M. Rivière (1). Il est possible, disait-il à la Séance de la Société Générale des Prisons, qu'une telle faculté soit réservée à la Cour Suprême en Autriche et peut être dans d'autres pays, mais, outre que l'organisation judiciaire de ces pays diffère certainement de la nôtre, en certains points notables, ce n'est point une raison pour modifier, en vue de ces cas hypothétiques et certainement rarissimes, un organisme séculaire dont personne ne se plaint.

Sans doute, le législateur a été entraîné à rendre la Cour de Cassation juge du fond — M. le Poittevin le faisait observer à la même séance — mais il ne l'a fait qu'à titre exceptionnel, et lorsque, par exemple, l'annulation de l'arrêt ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit peut-on dire que la Cour Suprême est devenue juge du fait, du second ou troisième degré ?

Nous devons dire que, pour certains membres tout au moins du corps législatif, l'extension des pouvoirs de fait de la Cour de Cassation a paru désirable.

(1) *Revue pénitentiaire*, 1895, page 974.

M. Tenting, député de la Côte-d'Or a déposé une proposition de loi ainsi formulée : « Nous demandons que la « Cour de Cassation, si elle juge suffisantes les pièces « produites à l'appui de la demande en révision pour faits « nouveaux ou pièces nouvelles, statue sans ordonner le « renvoi à une autre juridiction. » (1).

L'adoption de ce projet aurait au moins l'avantage d'accorder la jurisprudence avec le texte législatif.

Une autre solution pourrait être adoptée, ce serait de créer une juridiction spéciale, ou seulement une commission à laquelle seraient intégralement dévolues toutes les questions de révision. La commission de révision instituée par le cinquième alinéa de l'article 444 d'Instruction Criminelle nous donne une idée embryonnaire d'une création de ce genre.

(1) Chambre des Députés, annexe au procès-verbal de la première séance du 18 février 1910. Proposition de loi tendant à modifier la procédure de la révision pour fait nouveau par M. Tenting (renvoyée à la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle).

Vu :

le Président de la thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu :

le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

(L') *Aff. Dreyfus : La Révision du procès de Rennes*, publiée par la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, Paris, 1906, t. II, p. 234 et suiv.

J. APPLETON. — *De la cassation sans renvoi en matière criminelle. Rev. gén. de Droit, de législation et de jurisprudence*, 1904, p. 439, 440 et 441.

BALLOT-BEAUPRÉ. — Rapport sous Cass. Ch. réunies, 3 juin 1899. *Sirey* : 1900, 1, 301, 302, 305, col. 3.

BEAUDOUIN (Proc. Gén.). — *L'aff. Dreyfus*, t. II, p. 229, 230, 261.

CARNOT. — *Just. Crim.*, art. 44, n° 10, t. II, p. 467.

Chambre des Députés. — Annexe au proc. verb. de la 1^{re} séance du 18 févr. 1910.

Dalloz Pér., 1867, 4^e partie, p. 64 et 65 : Exposé des motifs de la loi des 29 juin et 5 juillet 1867.

Dalloz Pér., 1895, 4, 82 note 2.

Dalloz Pér., 1908, 1, 553, notamment p. 563, col. 2 et 564, col. 1, note signée X.... sous Cass. Ch. réunies, 12 juillet 1906.

DALLOZ. — *Rép.*, v° Cassation, n°s 468, 1555, 1561.

DESJARDINS-PRÉGIN (Proc. Gén.), sous Cass. Crim., 23 novembre 1876, D. P., 77, 1, 284; S., 77, 1, 45, alinéa 3, *in fine*.

DUPIN (Proc. Gén.), sous Cass., 10 mai 1850, D. P., 1850, 1, 137.

FAIDIDE. — *Gaz. des Trib.*, n° des 24 et 25 octobre 1898.

FAUSTIN-HÉLIE. — *Inst. Crim.*, 1^{re} édit., t. IX, p. 527 et 751; 2^e édit., t. VIII, p. 540.

GARÇON. — *Des effets de la révision des procès criminels*. (Cours professé à la Faculté de Droit de Paris, décembre 1902). *Journal des Parquets*, 1903, 1^{re} partie et tirage à part (Paris 1903), p. 28 à 40, et note 33.

GARRAUD. — *Précis de Droit Criminel*, 10^e édit., p. 950, 958.

GARRAUD. — Note sous Cass. Crim., 20 févr. 1896, D. P., 1900, 1, 140.

JACQUIN. — Rapport présenté au nom du Conseil d'État. *Journal Officiel*, 17 décembre 1892. Annexe n° 169, p. 382.

JACQUIN. — *Revue pénitentiaire*, p. 975.

Journal « *Le Siècle* », du 12 mars 1899. Article intitulé : « Avec ou sans renvoi. »

Journal Officiel de la Chambre des Députés. — Débats, 1895, p. 1491; Séance du 27 mai 1895.

Journal Officiel du Sénat. — Débats 1894, p. 90, 97, 113, 197. Discussion au Sénat des 9, 12, 13 févr. et 2 mars 1894.

Journal Officiel du Sénat. — Débats parlementaires, session ordinaire de 1899, p. 225 à 227.

LEMOINE. — *De la révision des procès criminels et correctionnels*. Thèse, p. 89 et suiv.

A. LE POITTEVIN. — *Revue pénitentiaire*, 1895, p. 956.

MANAU (Proc. Gén.). — *Gaz. des Trib.*, des 27, 28 et 29 octobre 1902.

MORAS. — *L'aff. Dreyfus*, t. II, p. 356, 358, 360.

MORIN. — *Rép. de Droit Criminel*, v^e révision, p. 688, n^o 12.

MORNARD (M^e). — *L'aff. Dreyfus* (Plaidoiries), t. II, p. 458, 459.

ORTOLAN. — *Droit pénal*, n^o 9121.

PÉAN. — *L'erreur judiciaire*, p. 255, 289 et suiv.

RENOUARD (Proc. Gén.). — Sous Cass., 15 mai 1874, D. P., 75, 1, 186.

Revue pénitentiaire, 1895, p. 159 et suiv. Rapport présenté à la Société Générale des Prisons, sur la révision des procès criminels et correctionnels.

RIVIÈRE. — *Revue pénitentiaire*, 1895, p. 994.

ROUX. — Sous Cass. Crim., 22 Janv. 1898, S. 99, 1, 140.

ROUX. — Sous Cass. Crim., 12 juillet 1906, S. 1907, 1, 49.

SEVESTRE. — *De la révision en matière criminelle et correctionnelle*, p. 222.

SIREY. — *Lois annotées*, 1867 : Exposé des motifs de la loi du 29 juin 1867, p. 60, 1^e col., p. 155, 158, 2^e col.

SIREY. — *Lois annotées*, 1895, p. 1093, n^o 3, 1094, n^o 7.

VIDAL. — 2^e édit, p. 892

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
I. Préliminaires.....	1
II. Précédents historiques. — Législation actuelle.. ...	3
CHAPITRE PREMIER. — <i>Premier cas de cassation sans renvoi : il ne peut être procédé à de nouveaux débats oraux contre toutes les parties</i> (art. 445. al. 4 I. Cr.).....	13
§ I. — Détermination du sens des mots « contre toutes les parties.....	18
§ II. — De l'impossibilité de nouveaux débats oraux contre toutes les parties.....	41
§ III. — Procédure.....	87
§ IV. — Observations critiques.....	90
CHAPITRE SECOND. — <i>Second cas de cassation sans renvoi : l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit.....</i>	93
§ I. — Interprétation de l'art. 445 al. 5 I. Cr.....	97
§ II. — Procédure.....	139
§ III. — Observations critiques.....	139
CONCLUSION.....	142
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	151

